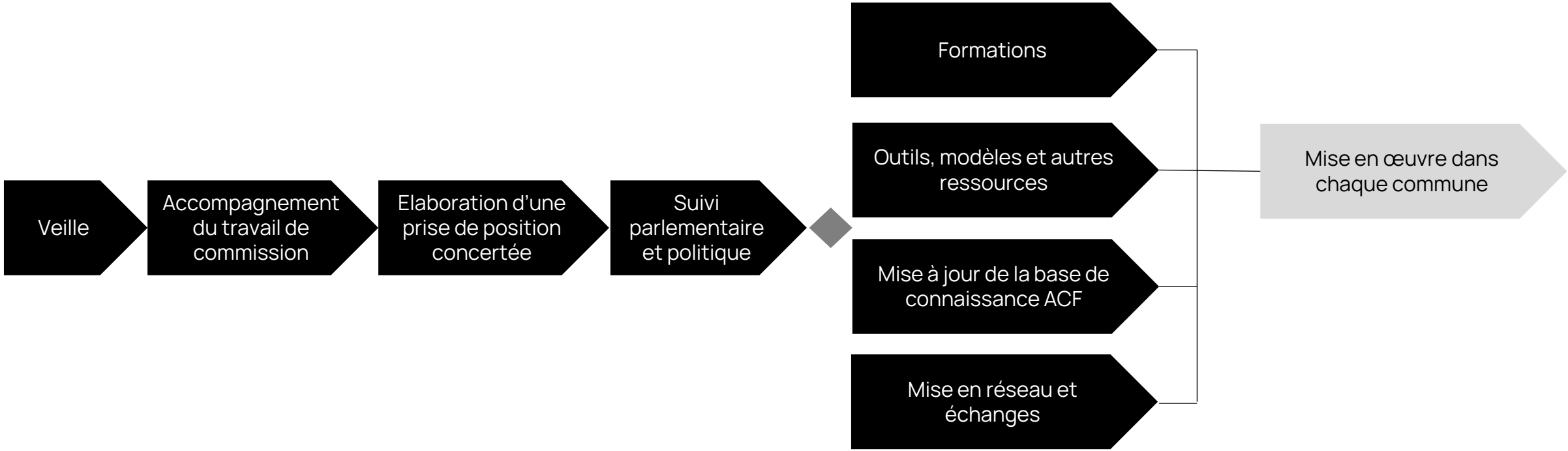
acf-fgv
association des communes fribourgeoises
freiburger gemeindeverband

# Association des Communes Fribourgeoises

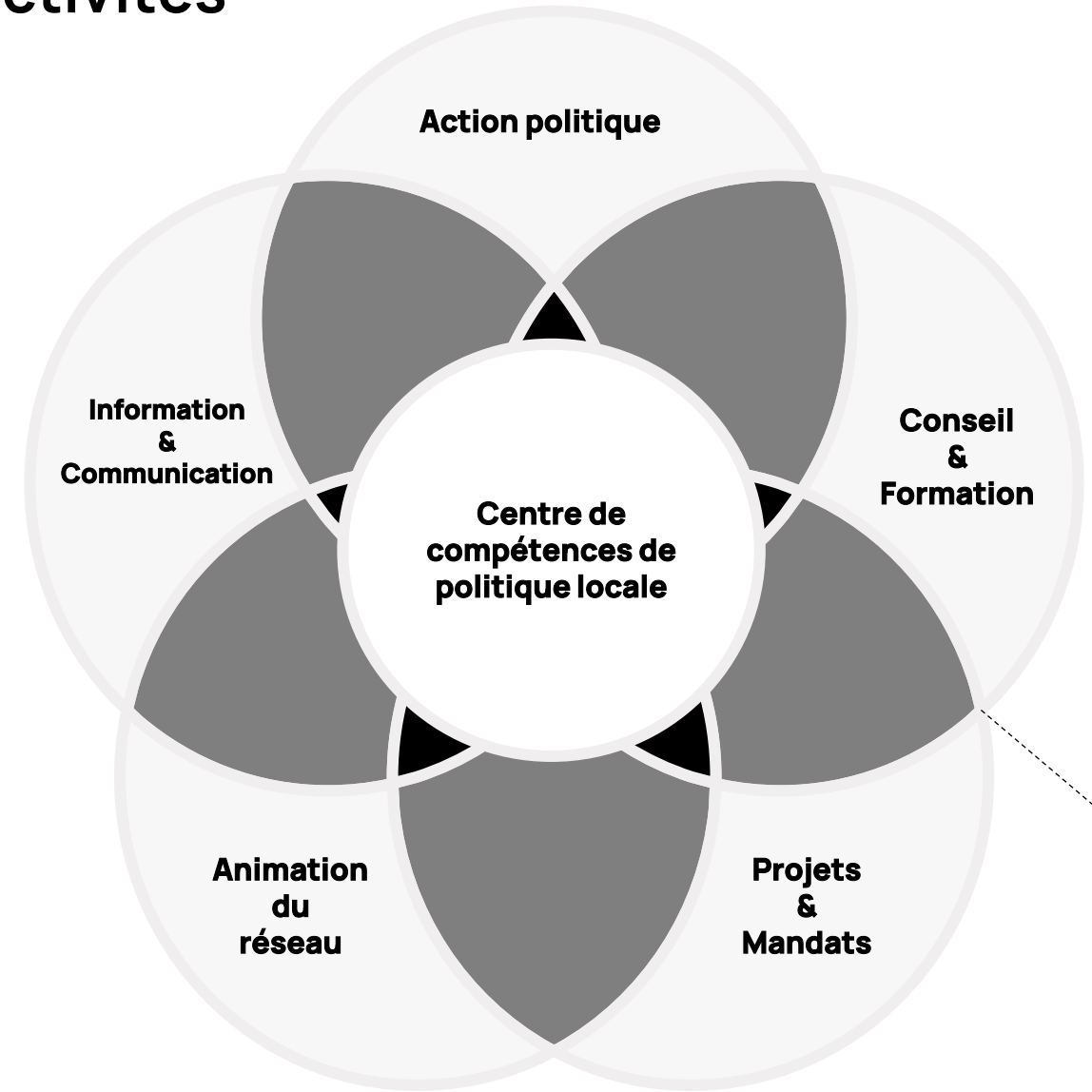
Centre de compétences de politique locale



# L’ACF agit dès les travaux préparatoires jusqu’à ce que chaque commune passe à la mise en œuvre



# Nos 5 domaines d’activités




DIGI FR

Centre de compétences numériques pour les communes



# Espace membre ACF





Consultations et prises de position



Base de connaissances



Ressources



Formations



Boîte à outils gouvernance



Boîte à outils protection des données



Assistance DIGI-FR



Évènements



Club des communes

## Actualités

24.04.2026
Plan Climat cantonal de 2e génération

23.04.2026
Avant-projet de loi modifiant la loi sur l'imposition des véhicules automobiles et des remorques (LIVAR)

21.04.2026
Comment bien préparer le passage à une nouvelle législature ?

14.04.2026
Règlement-type d'organisation du Conseil communal et outils de gouvernance

08.04.2026
Projet de règlement sur les polluants de l'environnement bâti

# Base de connaissances

## Thématiques

- Autorités, administration, législation (64)
- Aménagement, infrastructures, mobilité et environnement (31)
- Ordre et sécurité publics (10)
- Ecoles et formation (8)
- Santé et social (7)
- Finances, impôts et économie (6)

## Types de contenu

- [ ] Questions (92)
- [ ] Documents (18)

## Articles et documents de la base de connaissances

Trier par

Recherche par mot-clé

Aménagement, infrastructures, mobilité et environnement

A quels objets la commune peut-elle affecter son fonds relatif à la taxe sur la plus-value?

Autorités, administration, législation

A quoi faut-il être attentif pour mettre en place une gestion électronique de documents (GED) dans une commune (dispositions légales, exigences spécifiques) ?

Autorités, administration, législation

Actes législatifs récents

Ecoles et formation

Administration des écoles - répartition des tâches

Autorités, administration, législation

Auprès de qui les communes peuvent-elles s'adresser pour un accompagnement dans le cadre d'un projet de fusion?

Autorités, administration, législation

Avec quel état d'esprit faut-il aborder la protection des données ?

# L’assistant virtuel de l’ACF

Association Club des communes Actualités Contact Portail emploi

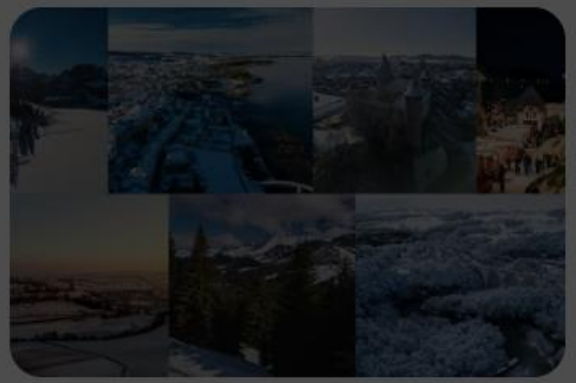
venue à l'Association des Communes Frib

rnières actualités



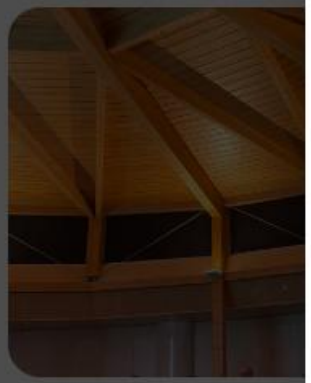
ministration, législation

n des données : un
pour les communes



Regards sur 2024, cap sur 2025

17.12.2024



Autorités, administration, lég

Félicitations aux f
des Conseils géné
entreront en fonct
janvier 2025

## Assistant virtuel

Je suis le chatbot intelligent de l'ACF-FGV et j'utilise comme sources d'information:

- Le site internet et l'intranet de l'association
- La plateforme d'assistance DIGI-FR
- Les bases légales applicables sur le territoire cantonal
- La jurisprudence en vigueur

Bonjour, que puis-je faire pour vous?

Quelle est votre question?

# La gouvernance communale se joue à deux niveaux complémentaires :

- le fonctionnement et l'organisation du Conseil communal
- la gestion des représentations externes de la commune

Cette section met à disposition des outils concrets pour accompagner ces deux dimensions : modèles, fiches pratiques et ressources de référence, directement utilisables dans la pratique.

## Fonctionnement et organisation du Conseil communal

Une boîte à outils spécifique visant à soutenir les conseils communaux dans le pilotage de leur action est mise à disposition.

Elle rassemble plusieurs documents et modèles :

- **règlement type d'organisation du Conseil communal**,
- liste de répartition des dicastères,
- déroulement d'une séance du Conseil communal,
- rétribution des membres du Conseil communal,
- charte du Conseil communal,
- descriptif des missions du Conseil communal.

Outils de gouvernance pour le Conseil communal →

## Représentations externes de la commune

- Modèle de **lettre de mission** adaptable pour des membres de comité, délégués à une assemblée, membre de commissions ou de groupes de travail.
- Article : Quels sont les rôles et responsabilités des représentants communaux dans les associations de communes ?

### Fiches pratiques pour les délégués aux assemblées, les membres de comités, de commissions ou de groupes de travail

Ces fiches sont organisées selon un parcours allant de la prise de mandat jusqu'au suivi entre les séances.

*Ce sont des outils d'appui, pas des règles. Chaque commune, chaque association et chaque mandat ont leurs spécificités. En cas de doute sur des questions juridiques, statutaires ou de gouvernance, consultez la direction de l'entité concernée ou demandez conseil à l'ACF.*

### 1- Prise de mandat

La prise de mandat est le moment le plus important. Les membres sont nommé·e·s, puis immédiatement absorbé·e·s par le rythme des séances, et il est parfois difficile de prendre le temps de poser les bases. Cette fiche est un memento à votre service pour vous aider à structurer les différentes étapes.

1- Prise de mandat

### 2- Préparer une séance

La qualité d'une séance tient souvent à ce qui se passe avant. Dès réception de l'ordre du jour, il est utile de prendre le temps analyser les dossiers, identifier ce qui pourrait nécessiter une consultation, et si besoin, s'aligner avec le ou les conseils communaux avant de siéger.

2- Préparer une séance

### 3- Pendant la séance

Si vous avez suivi les étapes de la fiche 2, vous arrivez en séance préparé·e et avec une position. Cette fiche propose quelques pistes de réflexion en lien avec votre rôle.

acf.fgv Association Club des communes Actualités Contact Portail emploi FR Bienvenue

# Bienvenue à l'Association des Communes Fribourgeoises

*Réception d'un lien de connexion (7 jours sur le même ordinateur et même navigateur)*
*Uniquement avec une adresse e-mail communale ou d'association de communes*

## Les dernières actualités

Toutes l…



Aménagement, infrastructures, mobilité et environnement

EspaceSuisse - Cours d'introduction à l'aménagement du territoire "spécial canton de Fribourg"

23.04.2026



Autorités, administration, législation

Un nouvel accès aux démarches administratives fribourgeoises

28.01.2026




Autorités, administration, législation

La politique a besoin de vous!

15.12.2025




Autorités, administration, législation

Et si le prochain ou la prochaine à faire bouger ta commune, c'était toi ?

23.10.2025

## Au coeur de la politique locale fribourgeoise

Nous représentons les intérêts des communes et associations de communes, leur portons conseils et assistance, offrons des formations et agissons comme force d'appui dans des projets



### Action politique

Présents dans plus de 70 commissions institutionnelles et à l'origine d'au moins 30 prises de positions chaque année, nous jouons un rôle essentiel pour impulser et influencer les politiques publiques

# Formations à venir

L'ACF, en collaboration avec la Conférence des Préfets, le Service des communes et les services de l'administration cantonale, organise des formations pour les élus-es communaux.

👉 **https://acf-fgv.ch/formations/**

- **Mai & Juin** : Introduction pour les Syndics & Présidents, introduction pour les Conseillers communaux, introduction Conseillers généraux

- **Fin août – début octobre** :

| Module | Formation | Date |
|---|---|---|
| I | Le conseil général | 26.08.2026 |
| II | L'organisation communale | 02.09.2026 |
| III | La collaboration intercommunale et la fusion | 03.09.2026 |
| IV | Le rôle de la commune dans l'aménagement du territoire et les constructions | 09.09.2026<br>10.09.2026 |
| V | Les finances communales | 16.09.2026<br>17.09.2026 |
| VI | Société – Juniors | 23.09.2026 |
| VI | Société - Seniors | 23.09.2026 |
| VII | Eau potable et Eaux usées | 30.09.2026 |
| VIII | Aspects sécuritaires | 01.10.2026 |
| IX | Les naturalisations | 07.10.2026<br>08.10.2026 |




Merci de votre attention !
info@acf-fgv.ch
026 677 04 25

acf-fgv
association des communes fribourgeoises
freiburger gemeindeverband

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

# Module VII : Eau potable et Eaux usées

## 30 Septembre 2026



# Intervenants et Programme

**Hugues Poulat**

Chef du secteur évacuation et épuration des eaux,
Section protection des eaux, Service de l'environnement (SEn)

- Introduction
- Gestion globale des eaux
- Epuration et évacuation des eaux

**Yann Dustin**

Hydrogéologue, collaborateur scientifique eaux souterraines et eau potable,
Section protection des eaux, Service de l'environnement (SEn)

- Pollution des eaux
- Infrastructures et ressources d'eau potable

# Programme

- Introduction
- Gestion globale des eaux
- Evacuation et épuration des eaux
- Pollution des eaux

*Pause*

- Infrastructures et ressources d'eau potable
- Qualité de l'eau potable
- Exemples pratiques
- Discussion et conclusion

acf-fgv

# Introduction

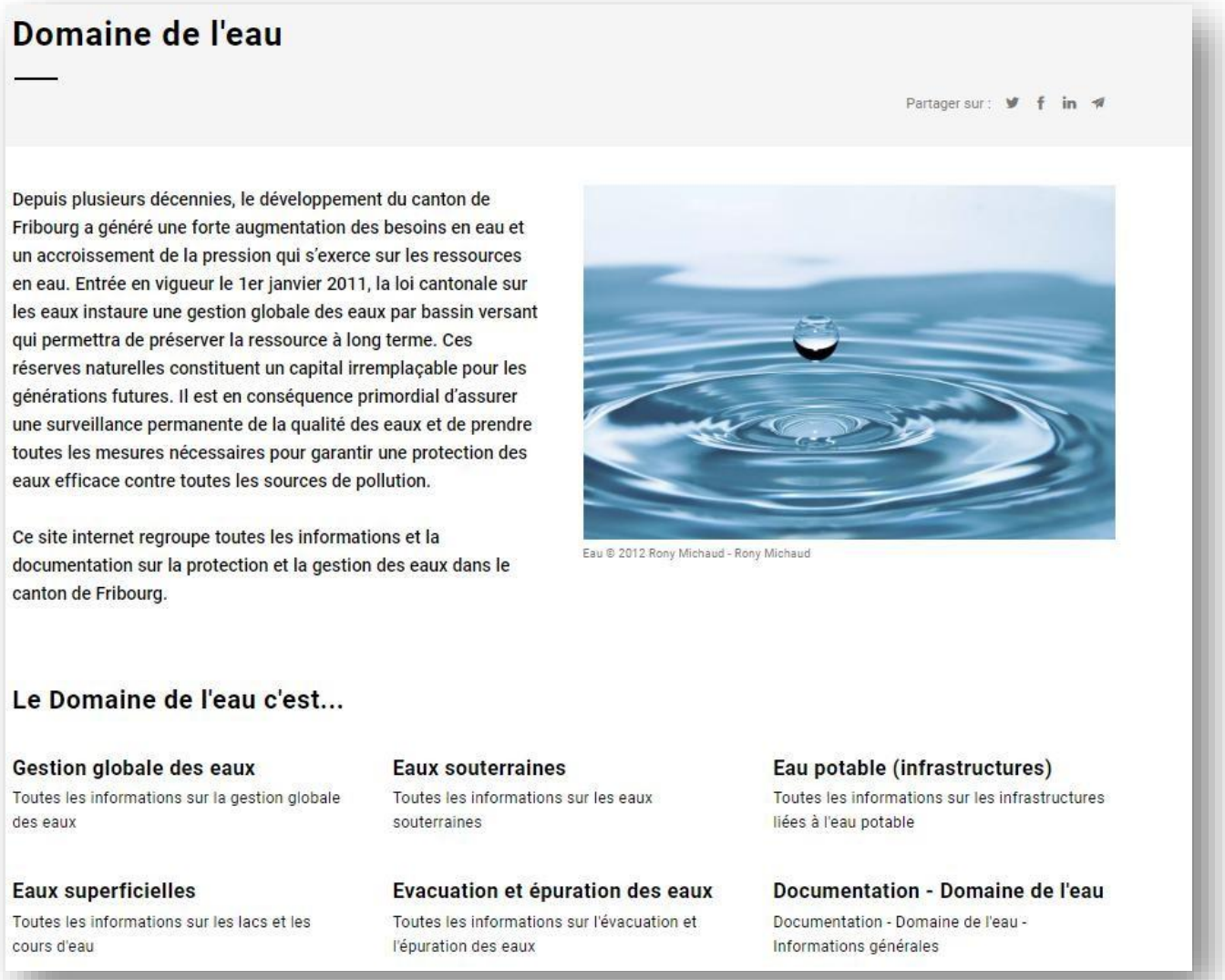



- **Pendant ces 150 minutes**
  - ~ **6‘000‘000 litres** d‘eau consommée dans le canton*
  - ~ **45'000'000 litres d'eau de pluie** tomberont sur les zones urbanisées*
    - ces eaux devront être captées, distribuées, évacuées, traitées ou infiltrées

  * Valeurs moyennes ramenées à une période de 150 minutes.

- **Une ressource sous toutes ses formes**
  - **L'eau est partout :** dans les captages, les réseaux, les STEP, les rivières et les eaux pluviales
  - Sa gestion représente une **responsabilité importante** pour les communes

# Pages internet



## Domaine de l'eau

Partager sur :

Depuis plusieurs décennies, le développement du canton de Fribourg a généré une forte augmentation des besoins en eau et un accroissement de la pression qui s'exerce sur les ressources en eau. Entrée en vigueur le 1er janvier 2011, la loi cantonale sur les eaux instaure une gestion globale des eaux par bassin versant qui permettra de préserver la ressource à long terme. Ces réserves naturelles constituent un capital irremplaçable pour les générations futures. Il est en conséquence primordial d'assurer une surveillance permanente de la qualité des eaux et de prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir une protection des eaux efficace contre toutes les sources de pollution.

Ce site internet regroupe toutes les informations et la documentation sur la protection et la gestion des eaux dans le canton de Fribourg.

Eau © 2012 Rony Michaud - Rony Michaud

### Le Domaine de l'eau c'est...

**Gestion globale des eaux**
Toutes les informations sur la gestion globale des eaux

**Eaux souterraines**
Toutes les informations sur les eaux souterraines

**Eau potable (infrastructures)**
Toutes les informations sur les infrastructures liées à l'eau potable

**Eaux superficielles**
Toutes les informations sur les lacs et les cours d'eau

**Evacuation et épuration des eaux**
Toutes les informations sur l'évacuation et l'épuration des eaux

**Documentation - Domaine de l'eau**
Documentation - Domaine de l'eau - Informations générales

Ou **trouver l'information** ?

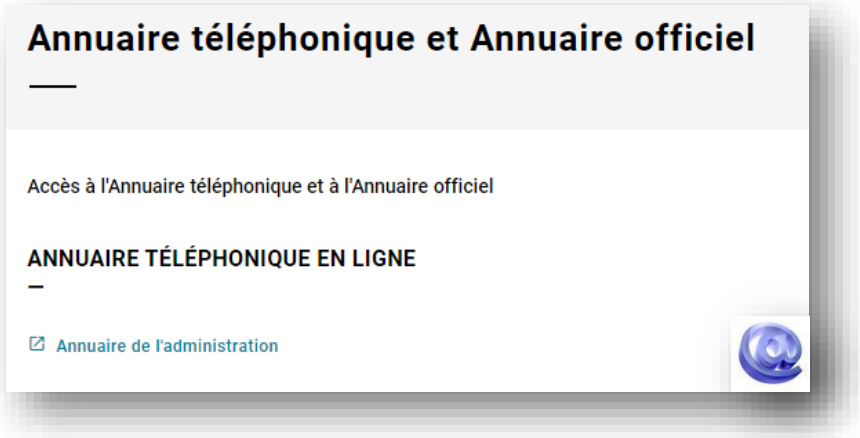
> Le site internet www.fr.ch/eau

> > regroupe toutes les **informations** et la **documentation**

> > > dans le **domaine de l'eau**

> > > pour le canton de **Fribourg**

# Organisation de l'état




- **DIME :** Direction du développement territorial, des infrastructures, de la mobilité et de l'environnement
  - **SEn :** Service de l'environnement
    - Section **Protection des Eaux** (PE)
      - Eaux souterraines et eau potable
      - Eaux superficielles
      - Evacuation et épuration des eaux
    - Section **Lacs et Cours d'Eau (LCE)**
- **DIAF :** Direction des institutions, de l'agriculture et des forêts
  - **SAAV :** Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires
  - **SFN :** Service des forêts et de la nature

# Domaines concernés

## Eau potable

—




| Très grande | Grande | Moyenne | Moindre |
|---|---|---|---|
| Importance | | | |

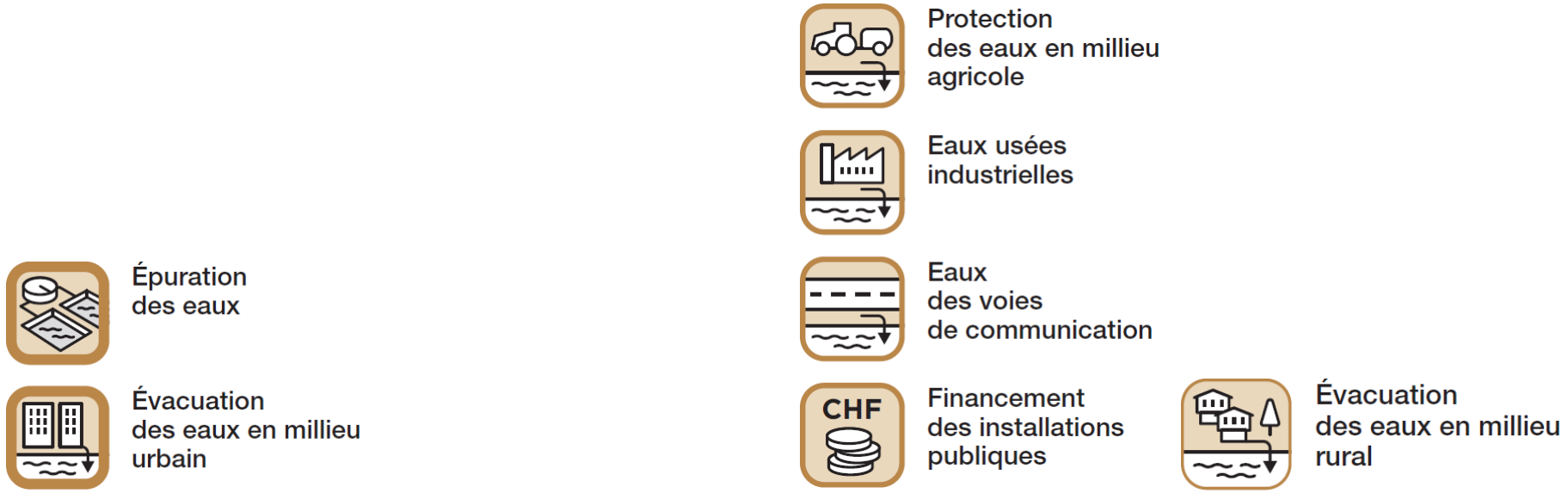
> **SEn**, Section **PE**

> **SAAV**,
contrôle du respect des exigences dans le domaine du droit alimentaire

# Domaines concernés

## Évacuation et épuration des eaux

> **SEn**, Section **PE**




| Très grande | Grande | Moyenne | Moindre |
|---|---|---|---|
| Importance | | | |

# Domaines concernés

## Eaux souterraines

> **SEn**, Section **PE**



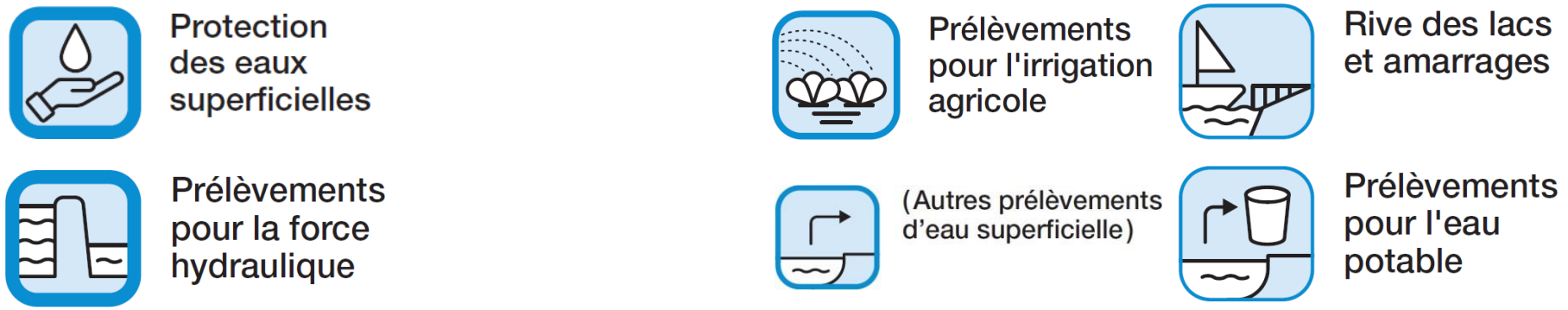

| Très grande | Grande | Moyenne | Moindre |
|---|---|---|---|
| Importance | | | |

# Domaines concernés

## Eaux superficielles

> **SEn,** Section **LCE**

> **SEn**, Section **PE protection** des eaux superficielles

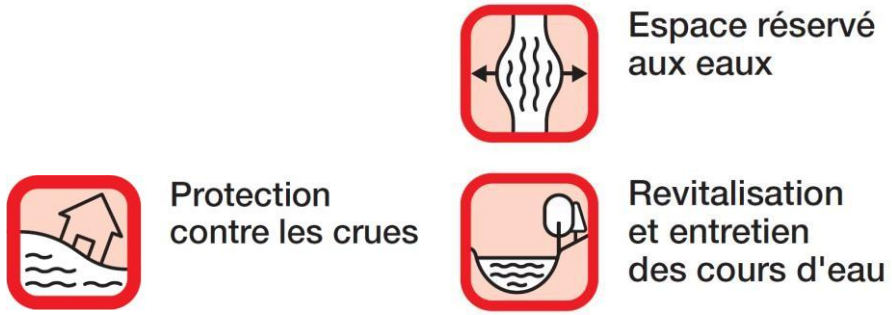



| Très grande | Grande | Moyenne | Moindre |
|---|---|---|---|
| Importance | | | |

# Aménagement et entretien des cours d'eau et lacs

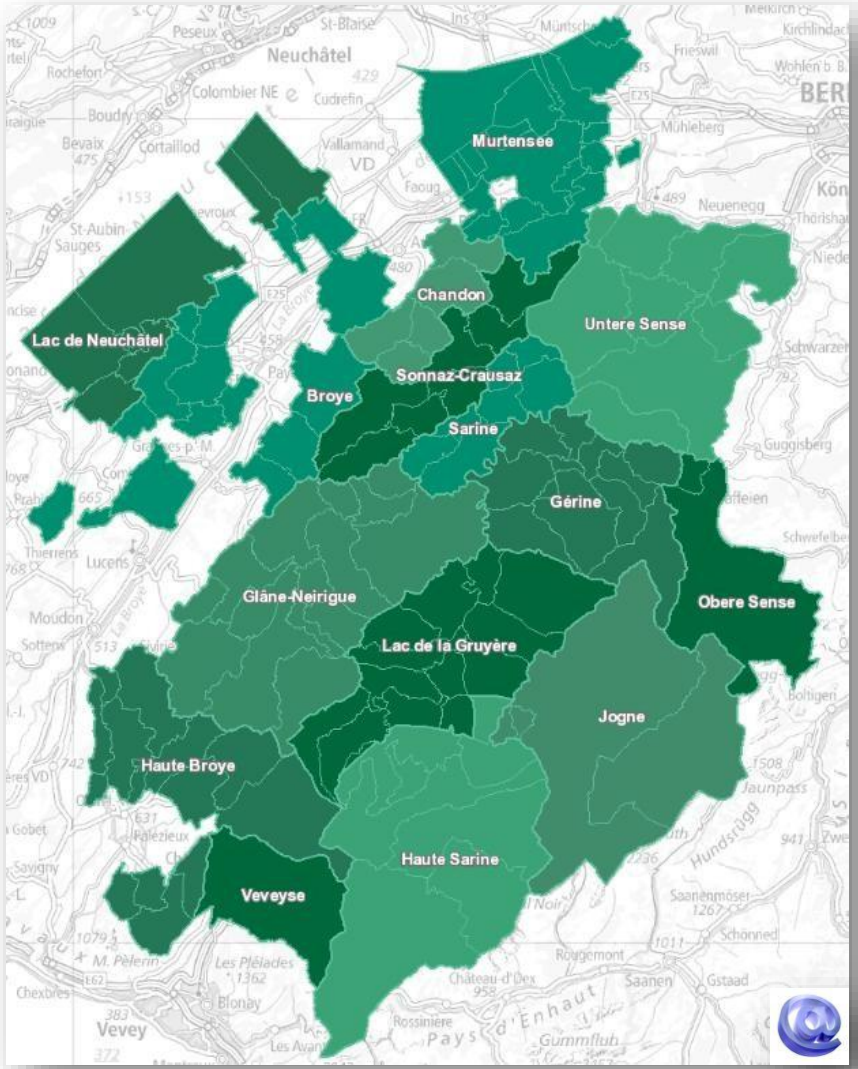
> **SEn,** Section **LCE**

> **SFN,** aspects **pêche,** gardes faune




| Très grande | Grande | Moyenne | Moindre |
|---|---|---|---|
| Importance | | | |

# Organisation de la section PE




> pour chaque bassin versant,
> **la même organisation**

**Rechercher une commune**

Saisissez en partie le nom de la commune

| | |
|---|---|
| **Evacuation et épuration des eaux** | 1 responsable |
| **Eaux superficielles** | 1 responsable |
| **Eaux souterraines** | 1 responsable |
| **Eau potable** | 1 responsable |
| **Citernes** | 1 responsable |

# Compétence des communes

## Communes: vos compétences dans le domaine de l'eau



**En général** (art. 9 LCEaux)

> exercer la **surveillance** des cours d'eau **sur leur territoire**

> veiller à la **protection** adéquate des **ressources en eau**

> se doter de **règlements** relatifs à la gestion des eaux

> **prêter leur concours aux autorités cantonales**

> **surveiller l'application de la loi** sur leur territoire

> **dénoncer toute infraction** à l'autorité pénale compétente

# Bases légales

## Bases légales - Eaux





> Loi fédérale sur la protection des eaux (LEaux)

> Ordonnance sur la protection des eaux (OEaux)

> Publications de l'Office fédéral de l'environnement (OFEV)

> Ordonnance sur la garantie de l'approvisionnement en eau potable lors d'une pénurie grave (OAP)

> Loi sur les eaux (LCEaux)

> Règlement sur les eaux (RCEaux)

> Loi sur l'eau potable (LEP)

> Règlement sur l'eau potable (REP)

> Documentation du Service de l'environnement (SEn)

# Documentation, formation

> Association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA)

  > Par exemple :



**FORMATION DE SPÉCIALISTE DE L'ÉVACUATION DES EAUX DES BIENS-FONDS**

La responsabilité du contrôle et de l'autorisation des installations privées – l'évacuation des eaux des biens-fonds – incombe aujourd'hui aux autorités communales ou aux services qu'elles mandatent à cet effet. Dans ce domaine, les tâches sont diverses et comprennent le conseil et l'assistance aux planificateurs et aux maîtres d'ouvrage, l'évaluation des projets soumis ainsi que la surveillance et le contrôle d'exécution.

Les personnes auxquelles les communes ont confié ces tâches doivent posséder des connaissances techniques étendues. C'est pour ces personnes que le VSA propose la formation de « spécialiste de l'évacuation des eaux des biens-fonds ».



> Association professionnelle des distributeurs de gaz, d'eau et de chaleur à distance (SVGW)

# Actualités

## Actualités Domaine de l'eau

- **Baignade** en période d'étiage et de fortes chaleurs : appel à la prudence
- **Réduire sa consommation d'eau au quotidien** : des gestes simples qui font la différence | Etat de Fribourg
- Laver son bateau pour éviter la **propagation d'espèces exotiques envahissantes**
- Pour tout savoir sur **l'état de l'environnement** dans le canton de Fribourg | Etat de Fribourg
- Prolifération de **cyanobactéries** dans le lac de Morat | Etat de Fribourg
- Entretien des **installations de prétraitement d'eaux usées** et des équipements techniques | Etat de Fribourg
- **Vidange de piscines** – Attention à ne pas polluer les cours d'eau | Etat de Fribourg

# Actualités

- **Qualité des eaux** de la Singine, de la Taverna et du Gottéron | Etat de Fribourg
- La **STEP** d'Ecublens élimine très bien les **micropolluants** | Etat de Fribourg
- Checklist pour une **gestion durable des eaux dans les quartiers** | Etat de Fribourg
- Poissons morts dans deux cours d'eau – Le canton rappelle les **consignes** pour entretenir son extérieur **sans polluer les rivières** | Etat de Fribourg



# Gestion globale de l’eau

## Integrale Gewässerbewirtschaftung

# La plan sectoriel de la gestion des eaux (PSGE)




## Art. 3 Planification cantonale (LCEaux)

[1] … l'Etat établit, …, les études de base et plans sectoriels de la gestion des eaux, portant sur :

**a)** **l'évacuation et l'épuration** des eaux ;

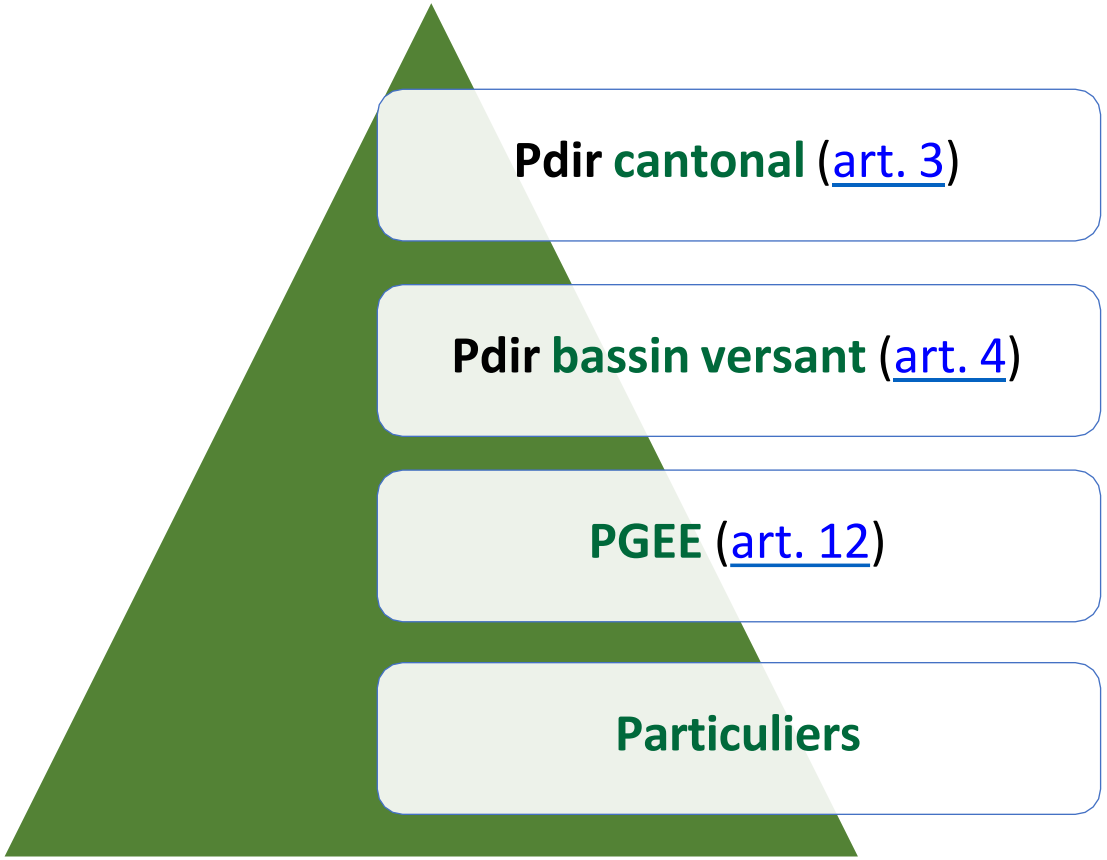
b) la protection des **eaux superficielles** ;

c) la protection des **eaux souterraines** et la protection des **ressources** en eau ;

d) les **prélèvements** d'eaux publiques et les autres utilisations de l'eau ;

**e)** **l'aménagement et l'entretien** des cours d'eau et des lacs.

# La plan sectoriel de la gestion des eaux (PSGE)




## Art. 3 Planification cantonale (LCEaux)

2 Les études de base et plans sectoriels déterminent :

a) **les objectifs et principes généraux** de la gestion des eaux pour l'ensemble du canton et par bassin versant ;

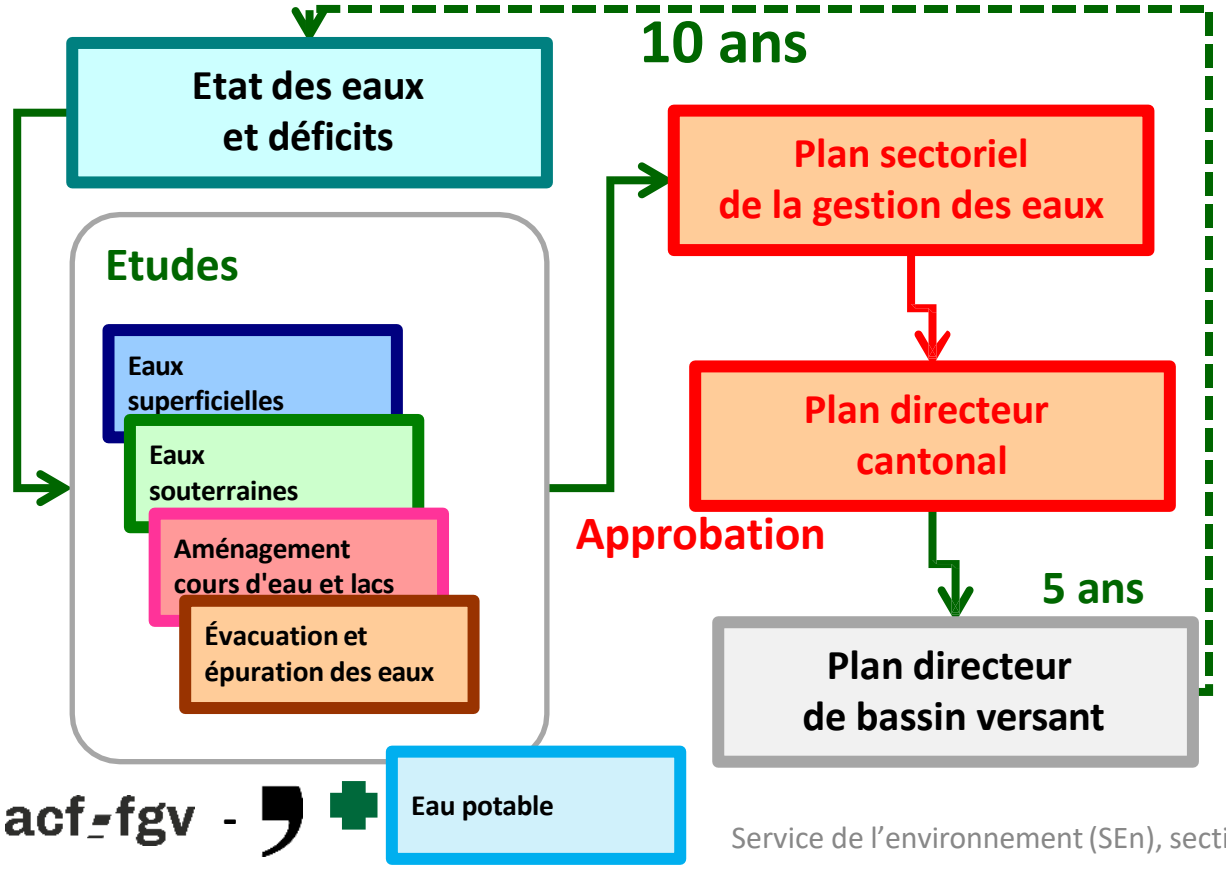
b) **les priorités d'action** ;

c) **les moyens à mettre en œuvre** sur les plans régional et local.

3 Le contenu contraignant des études de base et plans sectoriels, notamment celui qui résulte de l'alinéa 2, est **intégré au plan directeur cantonal** et suit la procédure relative à ce plan.

# La plan sectoriel de la gestion des eaux (PSGE)

## Un plan d'action ambitieux pour protéger et gérer efficacement les eaux du canton




> Coordination avec d'**autres planifications**
  > Stratégie **développement durable**
  > **Plan climat**
  > **Plan phytosanitaire**

> Le Conseil d'Etat adopte le plan sectoriel de la gestion des eaux | Etat de Fribourg
  > **Novembre 2021**

# Les principaux défis

## Satégie cantonale en 12 points

> **Gérer** les eaux…

1. …de manière **globale**
   - Préserver, protéger, prise en compte des autres intérêts en présence
2. …en assurant **durablement** les ressources
   - Tenir compte des changements climatiques, de l'exploitation agricole des sols, du développement du canton
3. …en s'organisant par **bassin versant**
   - Favoriser les synergies, les économies d'échelle, les compétences métiers

# Les principaux défis

> **Concilier eaux et territoire**…

4. …en se protégeant **contre les crues**

- Réaliser des ouvrages de protection, les entretenir, prendre en compte le risque dans l'aménagement du territoire afin de protéger les personnes et les biens

5. …en **revalorisant les eaux**

- Garantir l'espace nécessaire, préserver et revitaliser le milieu naturel et les fonctions écologiques et paysagères des eaux superficielles

> **Protéger les eaux**…

6. …en **surveillant les eaux**

- Évaluer les mesures prises, décider des mesures à prendre

7. …en **préservant les eaux des risques de pollution**

- Adapter les infrastructures EEE à l'état de la technique, garantir utilisation à long terme des ESout

8. …en **assainissant les ouvrages hydroélectriques**

- Assainir les atteintes graves, valoriser le potentiel énergétique dans le respect des cours d'eau

# Les principaux défis

> **Assurer l'approvisionnement en eau potable…**

9. …même en **temps de crise**

- Veiller à ce que les distributeurs préviennent les risques en termes de qualité et quantité

10. …en **gérant les infrastructures de manière durable**

- Veiller à ce que les réseaux d'eau potable soient développés de manière à satisfaire les besoins actuels et anticiper les besoins futurs

> **Concilier eaux et agriculture…**

11. grâce a des **mesures** de protection **appropriées**

- Définir et mettre en œuvre, en collaboration avec les milieux agricoles, des mesures de protection adaptées à l'importance des ressources à préserver

12. grâce aux **bonnes pratiques agricoles**

- Optimiser les pratiques agricoles afin de permettre une utilisation des eaux et une production agricole durables

# Les bassins versants (BV)




## 15 bassins versants

Art. 11a RCEaux

**Optimisations en cours d'évaluation (14 ou 7 bassins versants)**

> **Simplification** de l'organisation des bassins versants

> Adaptation à de **grands projets** en cours

> **Régionalisation** de l'épuration

> **Fusions** récentes ou à venir

> Coordination avec **autres tâches**

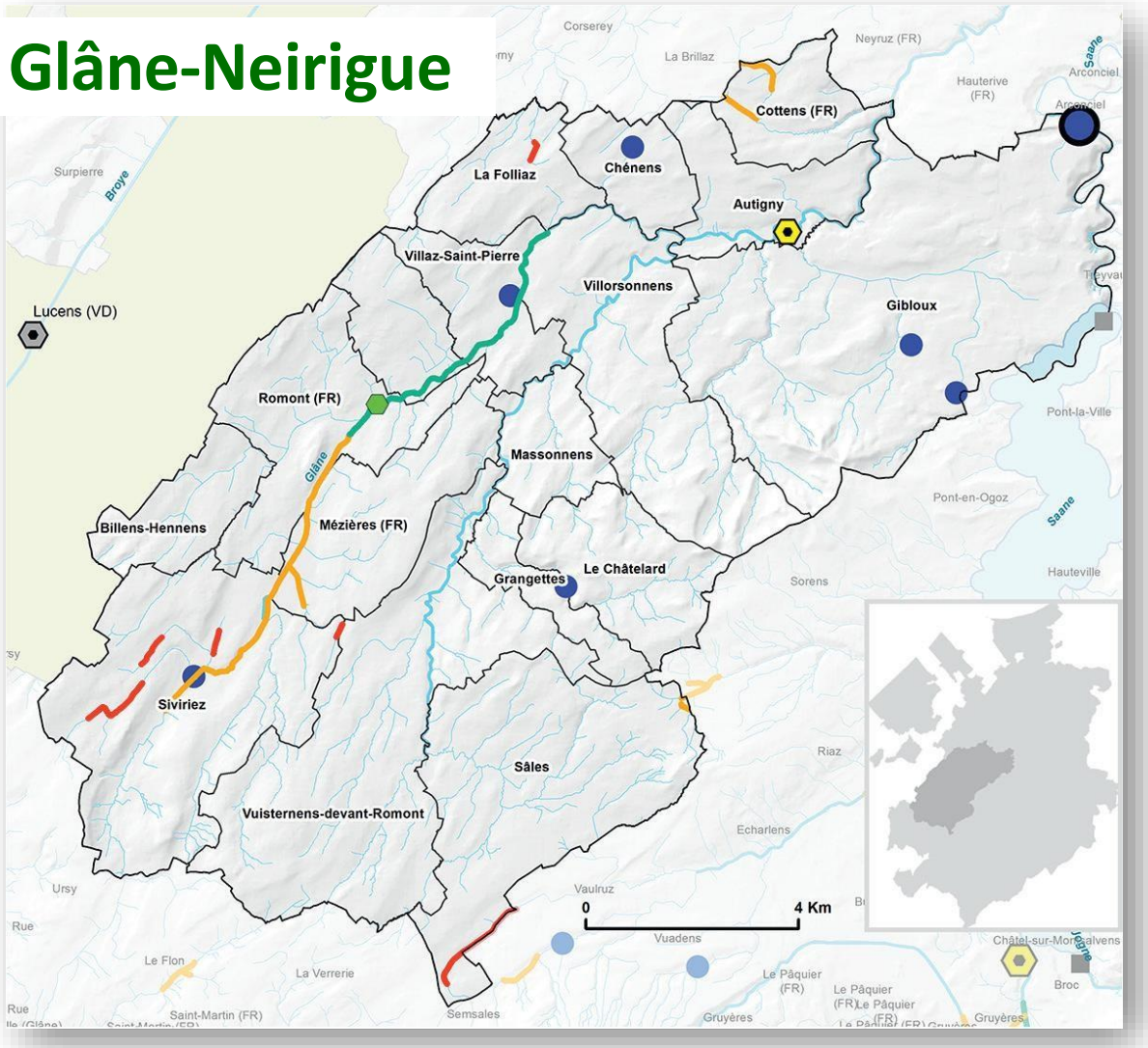
> **eau potable**

> **autres planifications** à l'échelle régionale (district)

> Mise en consultation publique de la délimitation des bassins versants de gestion des eaux | Etat de Fribourg

# Les objectifs et principes généraux

## Glâne-Neirigue




- Captages importants
- Ouvrages hydroélectriques
- Captages stratégiques

**Planification des revitalisations (2019)**

- Projet en cours
- Priorité à 20 ans
- Coordination avec l'assainissement de la force hydraulique

**STEP - Capacité biologique (équiv.-habitant)...**

- < 4'375
- 4'375 - 13'000
- 13'000 - 27'500
- 27'500 - 85'000
- > 85'000

**...avec déficit**

- Élevé
- Moyen
- Bas
- STEP selon planif. 2040
- STEP extracantonale

# Les priorités d'action

## Glâne-Neirigue

Tableau A: **Données relatives au BV Glâne-Neirigue**

| | | | |
|---|---|---|---|
| Surface | 185 km² | Densité | 153 hab/km² |
| Habitants | 28'300 hab. | Communes | 16 |
| Cours d'eau principaux | Glâne, Neirigue | | |

Tableau B: **Qualité des eaux dans le BV Glâne-Neirigue**

| Eaux de surface | Nutriments (→ Fig. 8) | Pesticides (→ Fig. 13) | Déficit global (→ Fig. 20) | Qualité globale |
|---|---|---|---|---|
| Appréciation | | | | |

| Eaux souterraines (→ Fig. 13) | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|
| Nitrates | | Pesticides | | Quallité globale | |

Légende ● Très bon à bon ● Moyen ● Médiocre à mauvais

Tableau C: **Enjeux dans le BV Glâne-Neirigue**

| Type d'enjeu | | → Fig. |
|---|---|---|
| Irrigation agricole | | 13, 22 |
| Protection contre les crues | | 15 |
| Revitalisation prioritaire de cours d'eau | | 17 |
| Assainissement de la force hydraulique | | 21 |
| Protection captages stratégiques et importants | | 23-25 |
| Épuration des eaux, regroupement de STEP | | 26, 27 |
| Planification de l'assainissement (PGEE) | | 28 |
| Eaux usées industrielles dans les STEP | | 30 |
| Traitement des eaux de chaussées | | 31 |
| Évacuation des eaux en milieu rural | | 32 |
| Coordination agriculture - gestion des eaux | | 13 |

Niveau de l'enjeu: ● Nul à faible ● Moyen ● Important

# Les priorités d'action

## Glâne-Neirigue – enjeux les plus importants



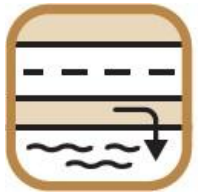
**La revitalisation** est un enjeu important dans le BV, principalement pour la Glâne sur un long linéaire de Prez-vers-Siviriez jusqu'en aval de Villaz-Saint-Pierre.



Les ouvrages de la **force hydraulique** à assainir sont le barrage de Rossens ainsi que d'autres ouvrages moins importants. Le linéaire impacté est important ; il concerne essentiellement la Sarine et la Glâne.



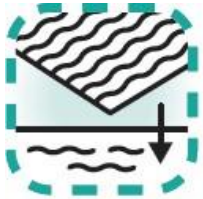
Le BV comporte 1 des 10 captages stratégiques du canton, qui alimente le BV de la Sarine. La résolution des conflits d'utilisation du sol majeurs constatés en zones S est prioritaire. En outre, des mesures de **protection des eaux souterraines** accrues sont prévues.



Le BV comporte une part importante de routes cantonales dont les **eaux** doivent être traitées en priorité.



En **milieu rural**, le BV comporte un nombre élevé de bâtiments isolés dont l'évacuation des eaux reste à mettre en conformité.



**L'agriculture** a un fort impact sur les eaux dans le BV. Une coordination très étroite entre l'agriculture et la gestion des eaux est par conséquent nécessaire.

# Les priorités d'action

## Glâne-Neirigue – projets phare

| Domaine<br>et brève description des projets phare | Execution par: |
|---|---|
| **Revitalisation**<br>Revitaliser la Glâne de Prez-vers-Siviriez jusqu'en aval de Villaz-Saint-Pierre et assainir la migration piscicole à l'aval de Romont. | Communes<br>Propriétaires ouvrages force hydraulique |
| **Protection des captages stratégiques**<br>Résoudre les conflits d'utilisation du sol dans les zones de protection des eaux souterraines des captages pour l'eau potable de La Tuffière (Gibloux). | SINEF SA<br>Ville de Fribourg<br>Communes |
| **Traitement des eaux de chaussée**<br>Assainir les rejets d'eau de chaussée des 20 km des routes cantonales menant à Romont identifiés comme prioritaires. | SPC |
| **Évacuation des eaux en milieu rural**<br>Assainir l'évacuation des eaux des 17 hameaux concernés dans le BV. | Communes |
| **Eaux et agriculture**<br>Réduire les atteintes de l'agriculture sur les milieux aquatiques: adapter les pratiques agricoles et réduire l'utilisation de produits phytosanitaires, en partenariat avec les milieux concernés et avec des moyens adaptés. | SEn<br>SAgri<br>IAG<br>Agriculteurs/trices |
| **Plan d'actions Phyto FR**<br>Réduire de moitié les risques liés aux produits phytosanitaires d'ici à 2027. | IAG<br>SAgri, SAAV,<br>SEn<br>Agriculteurs/trices |

# Le plan directeur de bassin versant (PDBV)

## Art. 4 Plan directeur de bassin versant (LCEaux)

1 Le plan directeur de bassin versant concrétise à l'échelle du bassin versant les **objectifs** et les **principes** généraux fixés par le plan directeur cantonal. Il **définit et coordonne les mesures à prendre**.

2 Le plan indique les **délais d'exécution**, les **moyens financiers nécessaires** et les **responsables** de l'exécution.

3 Le plan est **établi par les communes** comprises dans le périmètre du bassin versant. A défaut, il est établi par la Direction désignée à l'article 7, aux frais des communes concernées

# Le plan directeur de bassin versant (PDBV)

## Communes: vos compétences dans le domaine de l'eau



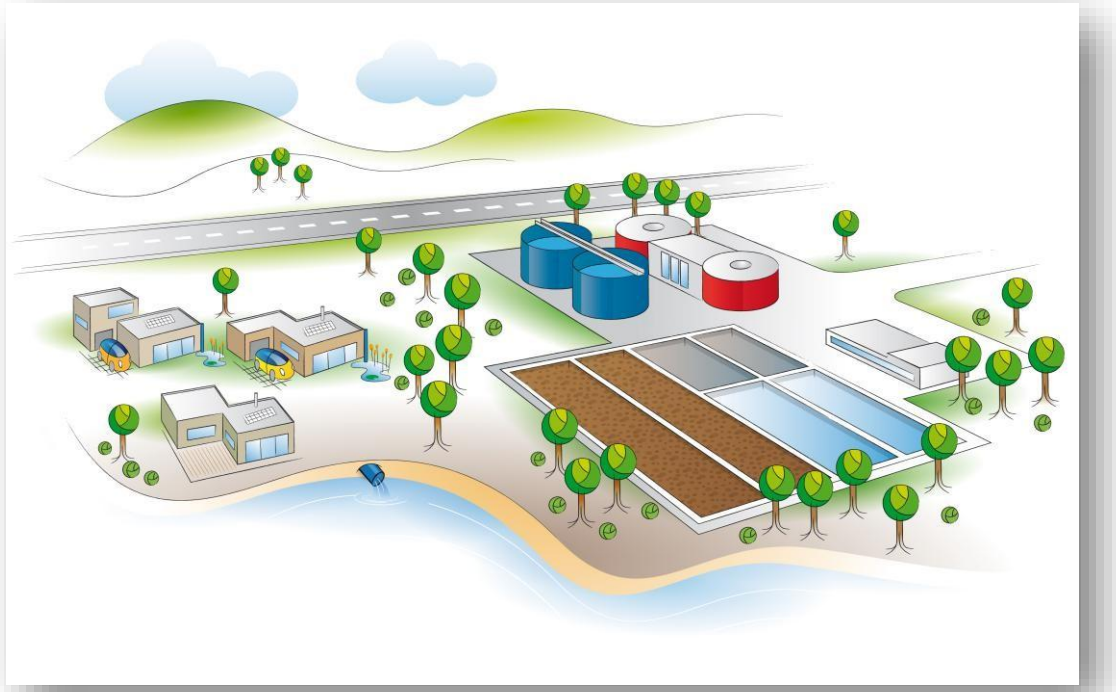
- > **se grouper** dans le périmètre d'un bassin versant (art. 9 LCEaux)
- > réaliser le **plan directeur de bassin versant** (art. 4 LCEaux)
  - > qui doit être mis en consultation dans le délai de cinq ans dès l'approbation de la planification cantonale.

## Documentation - Gestion globale des eaux



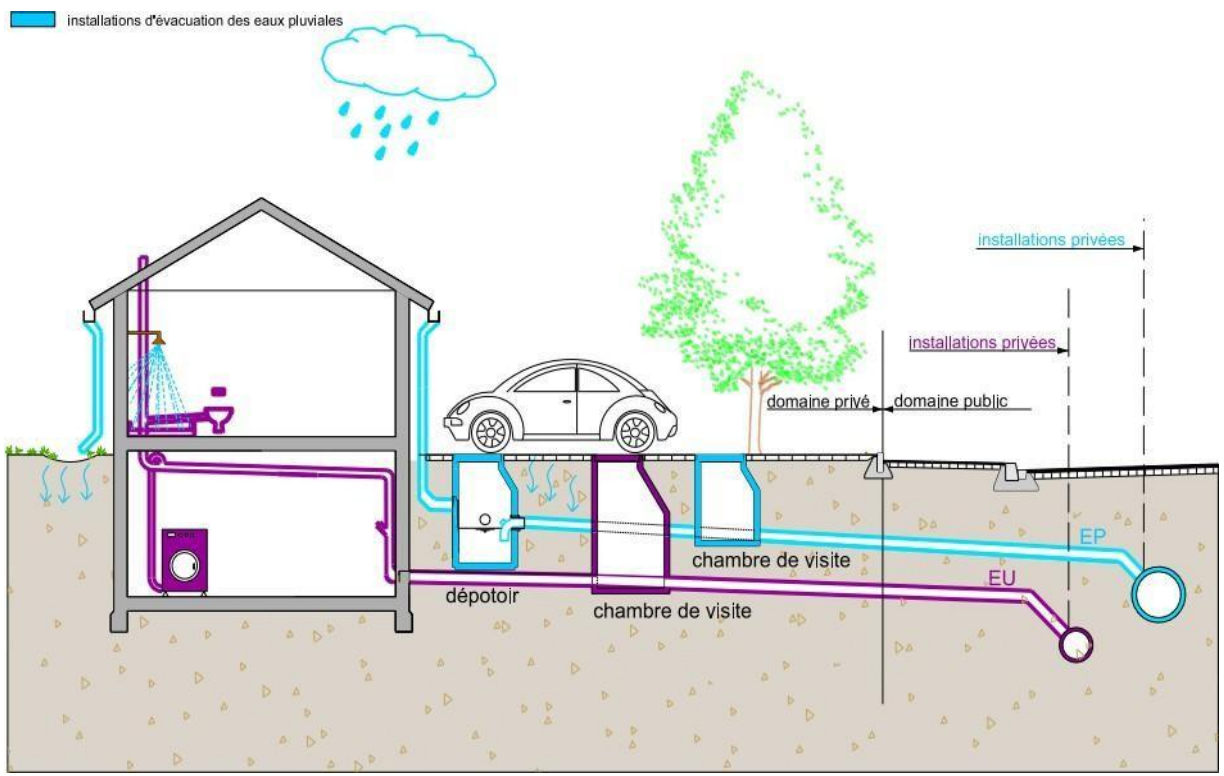
# Le plan directeur de bassin versant (PDBV)

| | |
|---|---|
| **Adoption** par le Conseil d'Etat de la **délimitation des BV** | **Décembre 2026** |
| Elaboration d'un **guide** pour **la réalisation** des **PDBV** | **Mars 2027** |
| **Estimation financière** pour la réalisation des **PDBV** | **Mars 2027** |
| **Information** aux communes : guide et estimation financière | **Juin 2027** |
| Elaboration des **PDBV** | **Dès 2028** |



# Evacuation et épuration des eaux
# Entwässerung und Abwasserreinigung

# Évacuation et épuration des eaux : de quoi parle-t-on ?



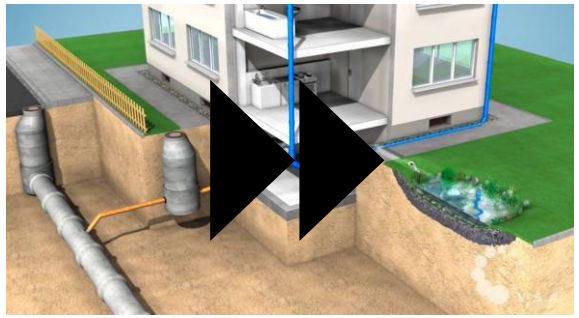

Tout **commence sur la parcelle** :

> de la **parcelle privée** jusqu'au milieu récepteur

> des **réseaux d'assainissement** et des **ouvrages spéciaux**

> des interactions avec les **cours d'eau** et les **eaux souterraines**

> d'un système conçu pour **protéger les cours d'eau, les lacs et les eaux souterraines**



# Le PDF interactif



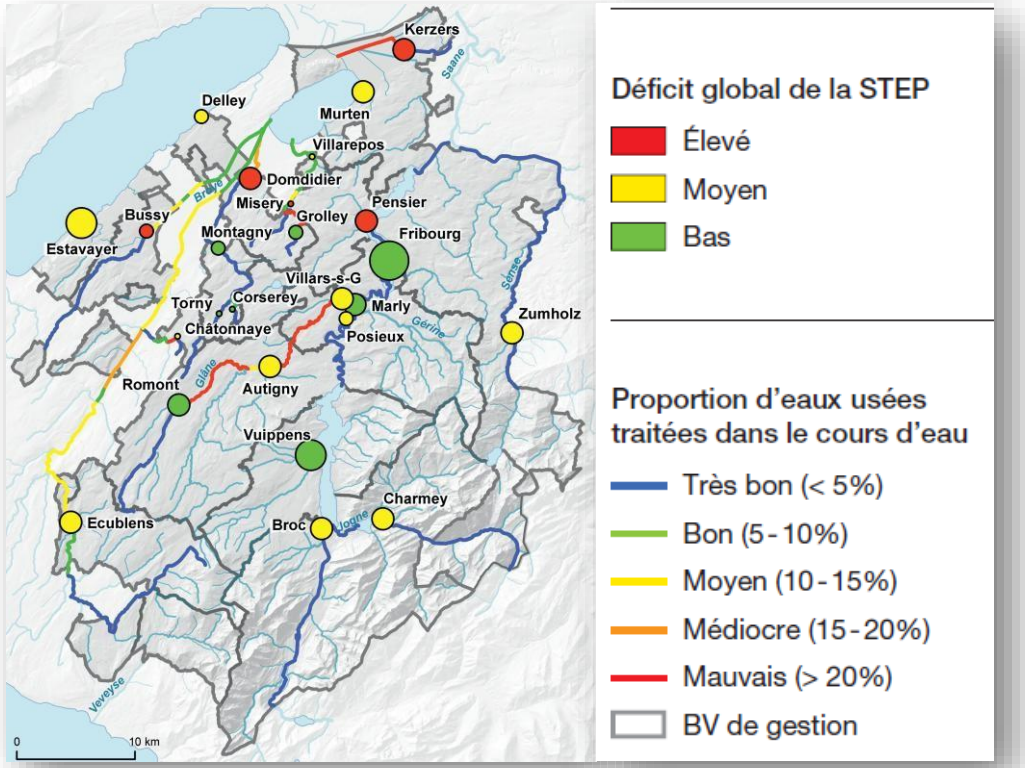

> Le SEn a élaboré ce document à l'attention des **communes,** des architectes et des ingénieurs

> Afin de grouper et structurer les informations dans le domaine de **l'évacuation et l'épuration des eaux**

  > **Formulaires, aides** à l'exécution**, notices** d'information**, règlement-type, …**

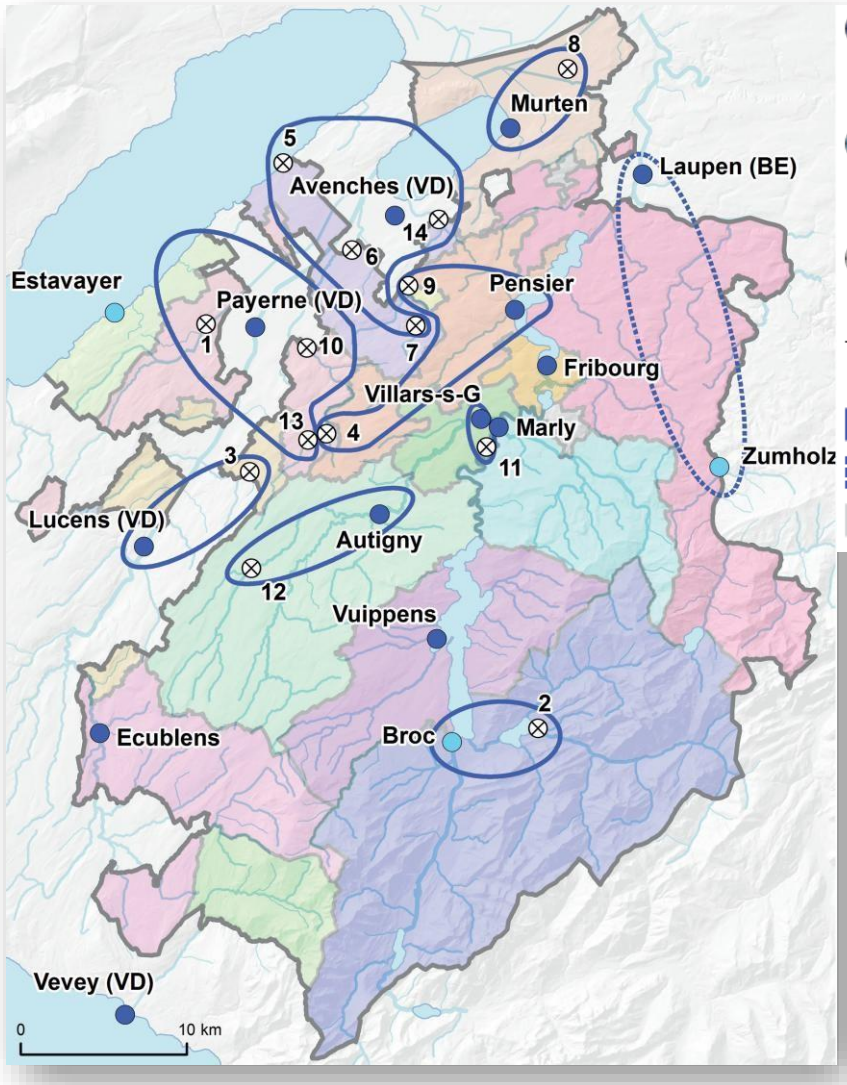
# La planification de l'épuration des eaux (2016)

## Une planification cantonale pour éliminer les micropolluants dans les STEP




| | |
|---|---|
| **STEP FR intercommunales** | **18** |
| **STEP FR communales** | **7** |
| **Total** | **25** |
| **STEP extracantonales VD** | **8** |
| **STEP extracantonales BE** | **1** |
| **Total** | **9** |

# La planification de l'épuration des eaux




- STEP centrale d'importance cantonale avec élimination des micropolluants
- STEP centrale d'importance cantonale sans élimination des micropolluants
- STEP à raccorder

- Regroupement
- Regroupement éventuel à long terme
- Périmètre d'épuration de la STEP

| | |
|---|---|
| **STEP FR avec traitement MP** | **8** |
| **STEP FR sans traitement MP** | **3** |
| **Total** | **11** |
| **STEP FR à raccorder** | **14** |

| | |
|---|---|
| **STEP BE avec traitement MP** | **1** |
| **STEP VD avec traitement MP** | **4** |
| **Total** | **5** |

# La planification de l'épuration des eaux

| Bassin versant | STEP | 2017-2025 | 2025-2030 | 2030-2035 |
|---|---|---|---|---|
| Sarine | Fribourg | Critère 2 | | |
| | Villars-sur-Glâne | | Critère 3 | |
| | Posieux | | Raccordement sur Villars-sur-Glâne | |
| Gérine | Marly | | | Critère 2 |
| Lac de Gruyère | Vuippens | | Critère 2 | |
| Glâne-Neirigue | Autigny | | Critère 2 | |
| | Romont | | Raccordement sur Autigny | |
| Lac de Morat | Morat | Critère 2 | | |
| | Kerzers | Raccordement sur Morat | | |
| Sonnaz-Crausaz | Pensier | | Critère 2 | |
| | Grolley | | Scénario 1 : Raccordement sur Pensier | |
| | Misery | | | |
| Haute-Broye | Ecublens | Critère 3 | | |
| Broye | Lucens (VD) | Critère 3 | | |
| | Châtonnaye | Raccordement sur Lucens (VD) | | |
| | Payerne (VD) | Critère 3 | | |
| | Bussy | Raccordement sur Payerne (VD) | | |
| | Corserey | | | |
| | Montagny | | | |
| | Torny | | | |
| | Avenches (VD) | | Critère 3 | |
| | Domdidier | | Raccordement sur Avenches (VD) | |
| | Portalban | | | |
| | Villarepos | | | |
| | Grolley | | Scénario 2 : Raccordement sur Avenches (VD) | |
| | Misery | | | |

- **Trois périodes de planification** ont été considérées, établissant de fait, une **priorisation**
  - **L'échéance** de chaque période (2025, 2030, 2035) indique le dernier délai pour le **début de la réalisation** des mesures
  - Elle est basée sur la **pondération suivante :**
    - **besoins** d'assainissement et de renouvellement
    - importance des **charges traitées** à la STEP
    - part d'eaux usées dans les **eaux réceptrices**
    - **longueur du tronçon récepteur** affecté par le déversement des eaux usées

# Subventions fédérales

- La **Confédération** alloue aux cantons des indemnités pour la mise en place des installations et équipements suivants (art. 61a, LEaux)
  - **Installations et équipements** servant à l'élimination de composés traces organiques dans les STEP
  - **Égouts** permettant de renoncer aux installations et équipements prévus ci-dessus
- Indemnisation de **75%** des coûts imputables
  - **66 millions de francs** sur le total estimé de 89 millions

- **Part des communes**
  - **23 millions** de francs
  - Financement par la **taxe de base** annuelle (art. 42 LCEaux)
  - Paiement de la **taxe fédérale** sur les eaux usées (art. 60b LEaux)
    - **9 francs** par habitant et par an (art.51a OEaux)
    - Jusqu'à ce que les **mesures** aient été **prises**

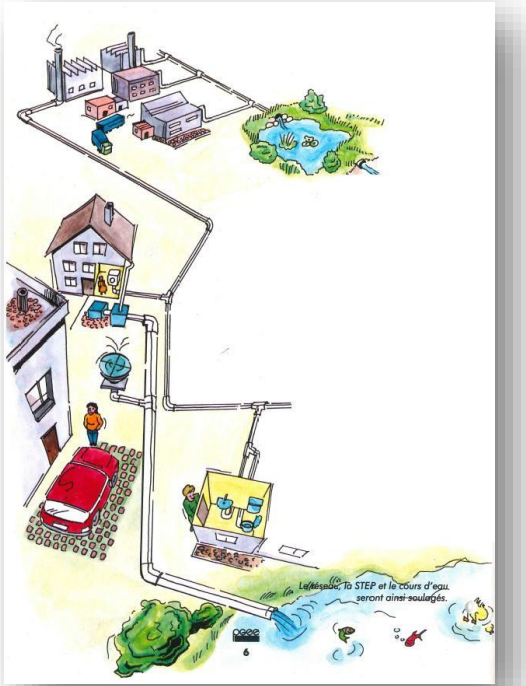
# Compétence des communes

## Communes: vos compétences dans le domaine de l'eau

- > **mettre en œuvre** la **planification** cantonale pour les **STEP**
- > prendre en charge les **eaux polluées** produites dans le **périmètre des égouts publics** et les amener à la **station centrale d'épuration** (STEP)
- > éliminer les **excédents d'eaux claires** amenées aux **STEP**
- > **entretenir** et maintenir en état de fonctionner les **installations** d'évacuation et d'épuration des eaux
- > **déclarer** au SEn les **quantités et concentrations** de substances déversées par les **STEP** et les principales **données d'exploitation**

## Documentation - Epuration des eaux

**Portail cartographique**

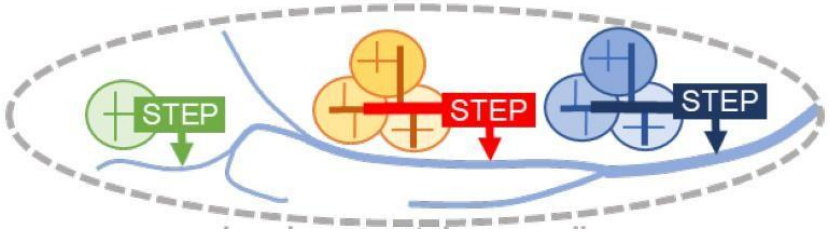


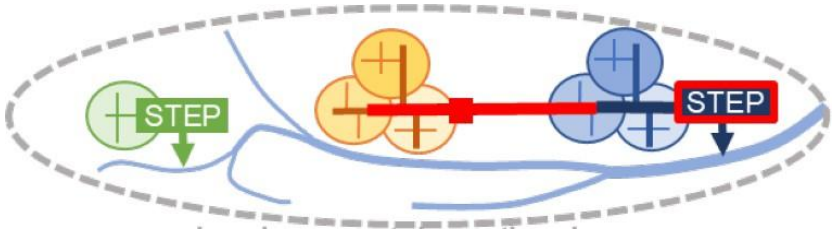

# La planification de l'évacuation des eaux
# Die Entwässerungsplanung

# Le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) : l'outil de pilotage de la commune

- Le **PGEE permet de** :
  - connaître **l'état des infrastructures**
  - identifier les **problèmes et les priorités**
  - planifier **les mesures** et les investissements
  - **anticiper** les besoins futurs
  - accompagner les projets et **les demandes de permis de construire**
  - contrôler **la conformité des raccordements** et éviter les mauvais branchements.

- le **PGEE** évolue avec les enjeux**:**
  - avec **le développement** de la commune
  - avec les **nouvelles connaissances**
  - avec les **planifications régionales**



# Le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) : pourquoi évolue-il ?

- Les **réseaux vieillissent**
  - **maintenir la valeur** des infrastructures
  - **prioriser** les investissements
  - améliorer **la connaissance des infrastructures**
- Le **climat évolue**
  - **fortes pluies**, ruissellement
  - gestion **des eaux pluviales**
- Les **attentes évoluent**
  - mieux **protéger les milieux récepteurs**
  - **prioriser les mesures** selon les bénéfices pour les cours d'eau
- La **gouvernance évolue**
  - **pilotage** à l'échelle du **bassin versant de STEP**
  - vision commune **des enjeux et des priorités**
  - **optimisation** du système réseau – STEP – milieu récepteur




Lien guide VSA (2025) :
→ Guide du PGEE 2025 – Association suisse des professionnels de la protection des eaux

# Compétence des communes

## Communes: vos compétences dans le domaine de l'eau



- établir le **PGEE** et le mettre à jour (art. 12 LCEaux)
- **contrôler** la conformité des **demandes de permis de construire** par rapport au **PGEE** (art. 18 RCEaux)
- **entretenir** et maintenir en état de fonctionner les **installations** d'évacuation et d'épuration des eaux (art. 17 RCEaux)

## Documentation - Evacuation des eaux





# Le financement des infrastructures
# Die Finanzierung der Infrastrukturen

# Le financement des infrastructures

Art. 60a LEaux

**Taxes cantonales sur les eaux usées**

[1] Les cantons veillent à ce que les **coûts** de construction, d'exploitation, d'entretien, d'assainissement et de remplacement **des installations d'évacuation et d'épuration des eaux** concourant à l'exécution de tâches publiques …

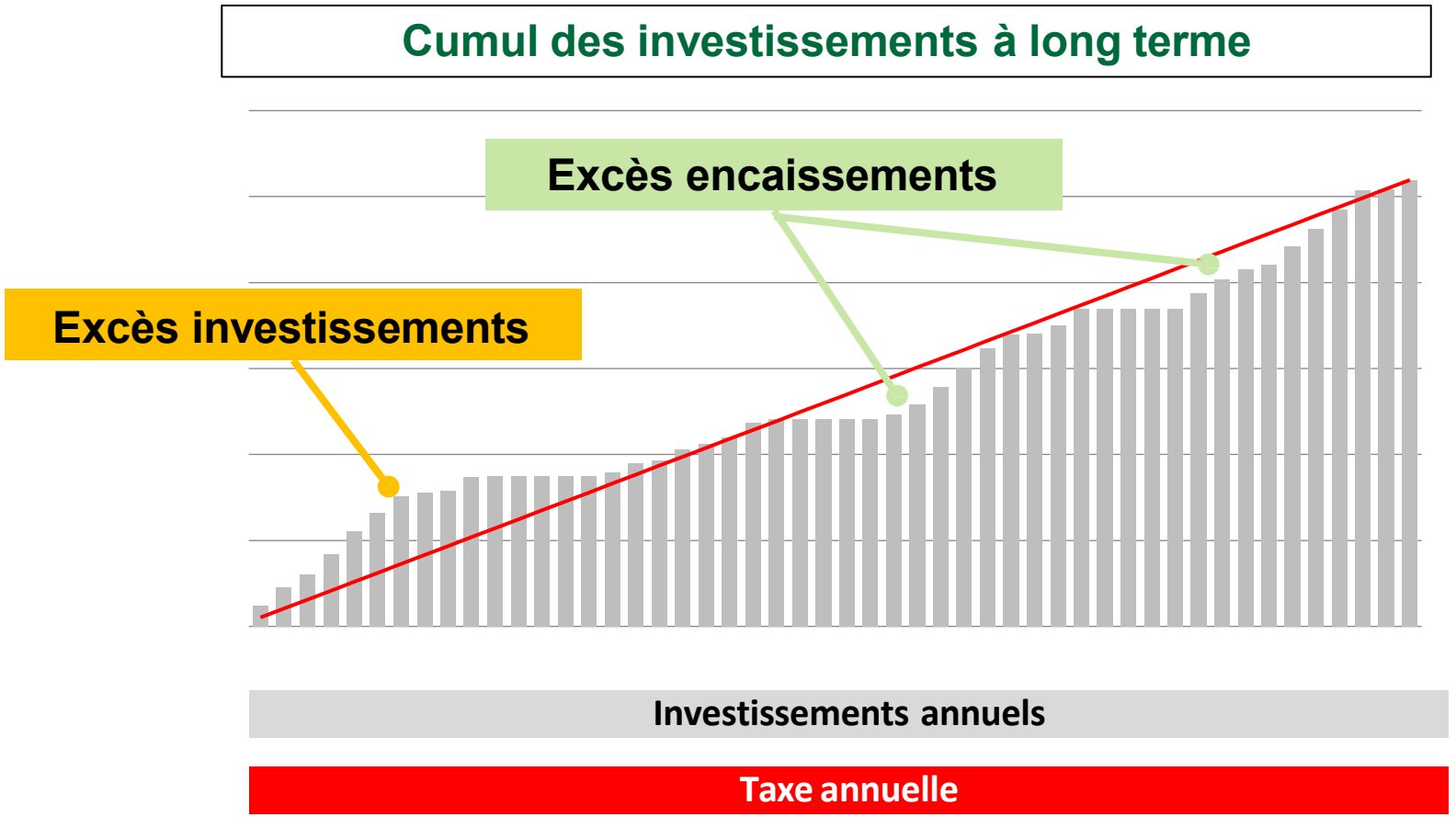
…soient mis, par l'intermédiaire d'émoluments ou d'autres **taxes**, **à la charge de ceux qui sont à l'origine de la production d'eaux usées**

Art. 40 LCEaux

**Taxes communales : a) Principe**

| Type de coûts | Type de taxe |
|---|---|
| > **Coûts de construction** des installations publiques existantes | **Taxe de raccordement** et charges de préférence |
| > **Maintien de la valeur**<br>> Coûts pour les **installations à réaliser** selon le PGEE | **Taxe annuelle de base** |
| > **Frais d'exploitation** | **Taxe d'exploitation** |

# Le financement des infrastructures



# Compétence des communes

## Communes: vos compétences dans le domaine de l'eau

> établir le **règlement** d'évacuation et d'épuration des eaux et prévoir les **taxes nécessaires** afin d'assurer la **réalisation, l'exploitation, l'entretien et le renouvellement** des installations,

  > conformément au principe de causalité (art. 40-44, 62 al. 3 LCEaux)

## Documentation - Evacuation des eaux

- Financement de l'évacuation et de l'épuration des eaux - Règlement-type
- Financement de l'évacuation et de l'épuration des eaux - Recommandations, principes de calcul des taxes
- Financement de l'évacuation et de l'épuration des eaux - Formulaire-type pour le calcul des taxes
- Financement de l'évacuation et de l'épuration des eaux - Formulaire, exemple

# La Surveillance des prix

Art. 14, LSPr

Mesures en cas de **prix** fixés ou **approuvés par les autorités**

[1] Si une autorité législative ou exécutive de la Confédération, d'un canton ou d'une commune est compétente pour décider ou approuver une augmentation de prix proposée par les parties à un accord en matière de concurrence ou par une entreprise puissante sur le marché, **elle prend au préalable l'avis du Surveillant des prix**.

Le Surveillant peut **proposer** de renoncer en tout ou partie à l'augmentation de prix ou d'abaisser le prix maintenu abusivement.

[2] L'autorité **mentionne l'avis** du Surveillant dans sa décision. **Si elle s'en écarte, elle s'en explique**.

…



# Pollution des eaux
# Gewässerverschmutzung

# Compétence des communes

**Pollutions**

Vous êtes témoin d'une pollution, **prenez contact avec le 117** (centrale d'alarme et d'engagement) !

> Il applique des **procédures d'alerte** pollution faisant **intervenir** tous les **services d'intervention :**
>> Service d'Assistance en cas de Pollution (**SAPo**) du Service de l'environnement
>> Gardes-faune
>> Centres de renfort
>> Corps de sapeurs-pompiers
>> Police cantonale

> Le SAPo assure une **assistance 24h/24h** en cas de pollution.

# Exemples de pollution (1)

>Engrais de ferme
>Hydrocarbures





# Exemples de pollution (2)

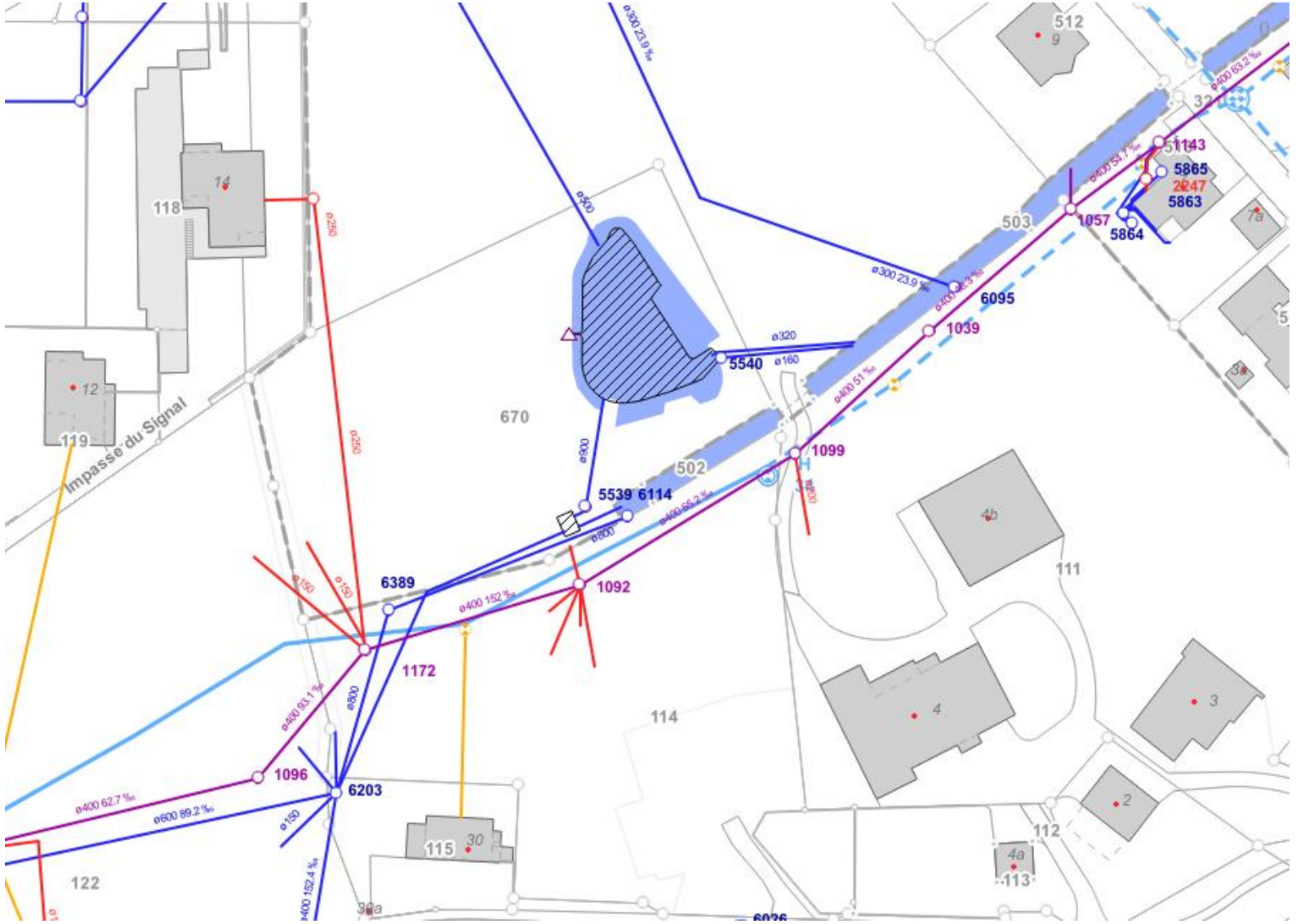
- Lait de ciment / sondes géothermiques
- Eaux d’extinction
- Détergents
- Eaux usées
- Etc.



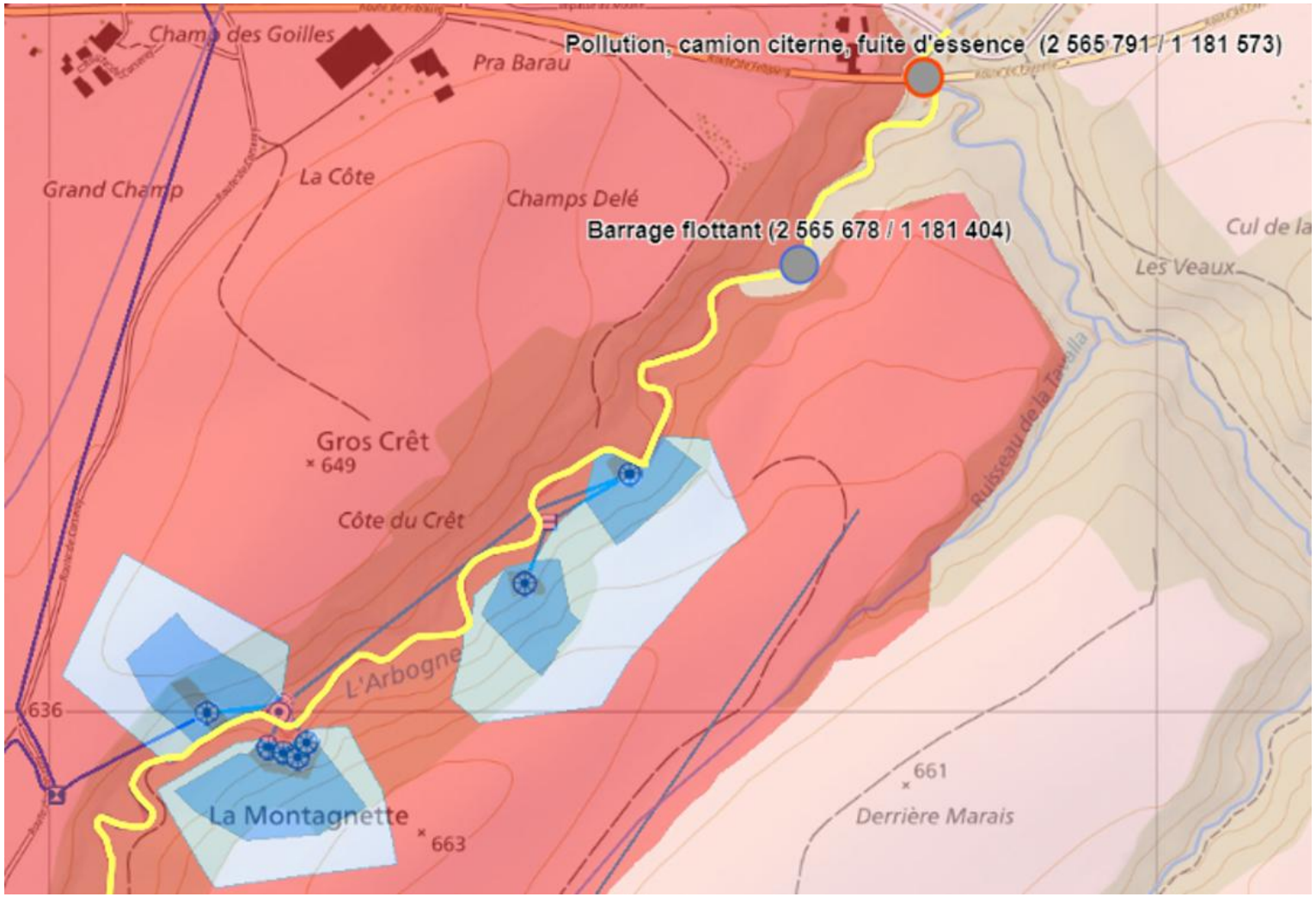


# Importance du cadastre des conduites

- > Position et type de conduite (EU, EC, EPot)
- > Grilles et caniveaux
- > Exutoires
- > Bassins de rétention
- > Autres objets



# Menaces pour l’eau potable




En cas de menace pour l’eau potable: informer le fontainier et SAAV



# Discussion générale, échanges
# Allgemeine Diskussion, Austausche

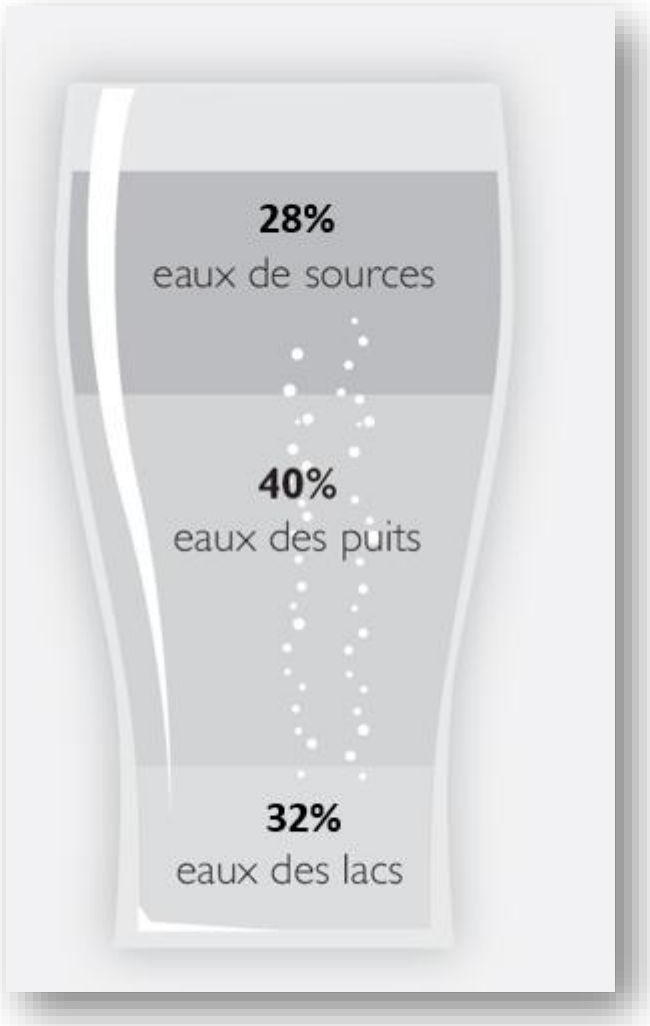


# Infrastructures et ressources d'eau potable
# Trinkwasserinfrastrukturen und - ressourcen




# Protection des eaux souterraines
# Schutz des Grundwassers

# L’importance des eaux souterraines

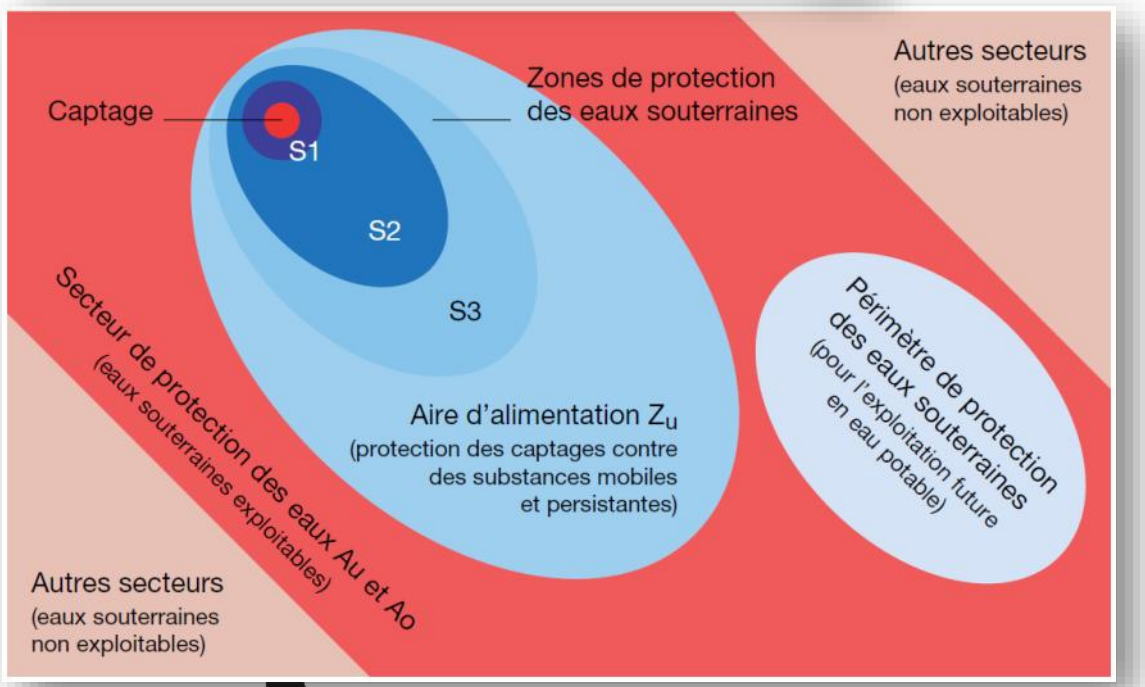



> les eaux souterraines couvrent
> **68% des besoins** en eau potable et d’usage industriel du canton

> le **total** des puits et sources recensés est d’environ **7’800**
>> 10 captages **stratégiques**
>>> non substituables, débit très important (> 2'000 l/min)
>> 53 captages **importants**
>>> difficilement substituable, importance locale (> 200 l/min)
>> 156 captages **locaux**
>>> substituables, distribution décentralisée
>> environ 7’600 captages **sans intérêt public** (captages privés)

# La protection des eaux souterraines

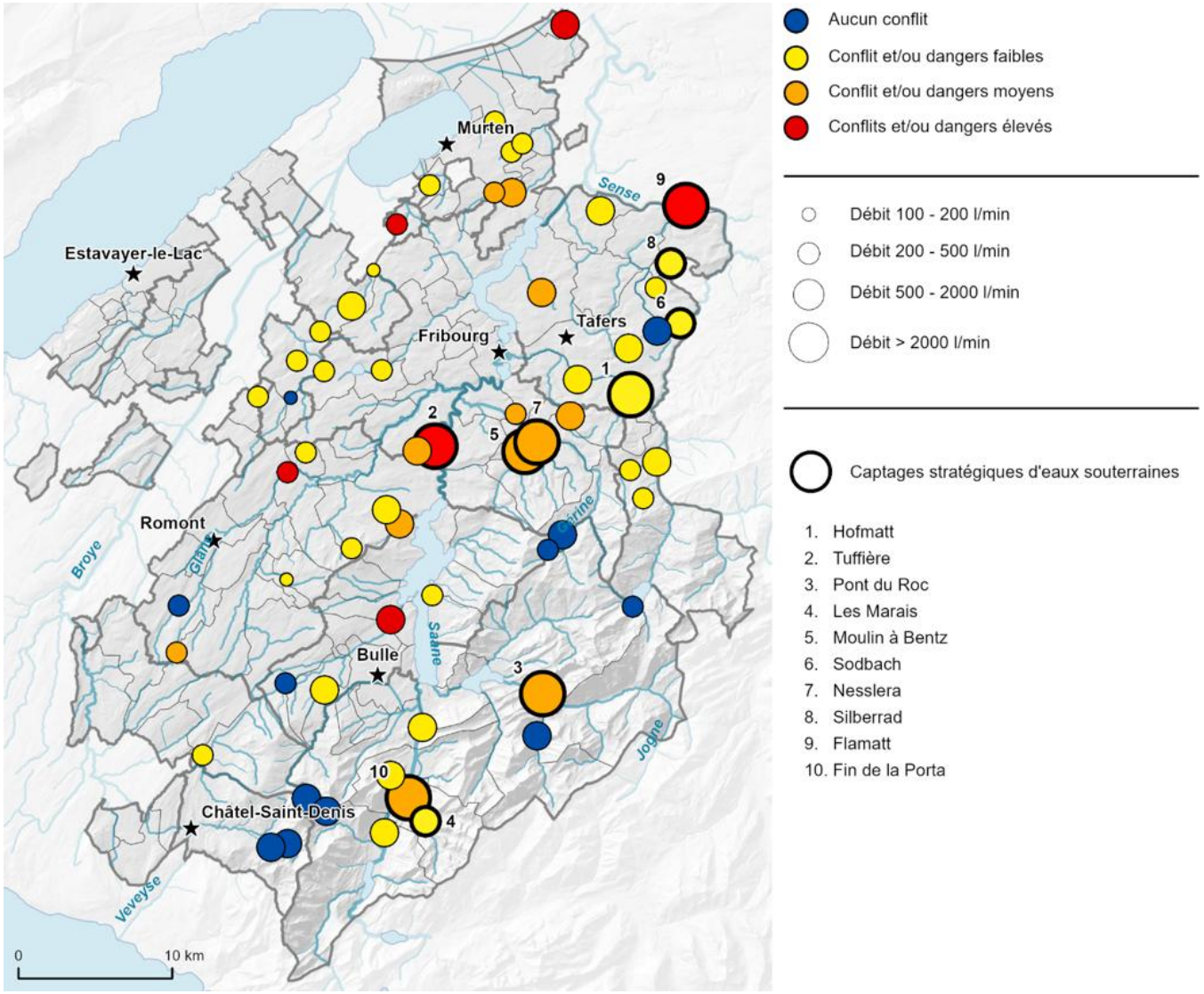



- **zones de protection** des eaux souterraines **S1**, **S2** et **S3**
  - zones de protection des eaux souterraines **provisoires** S0
- **périmètres** de protection des eaux souterraines
- **secteurs** de protection des eaux **Au** et Ao
- **aires** d'alimentation **Zu** et Zo
- **autres** secteurs üB

**Portail cartographique**

# La situation dans le canton




Aucun conflit
Conflit et/ou dangers faibles
Conflit et/ou dangers moyens
Conflits et/ou dangers élevés

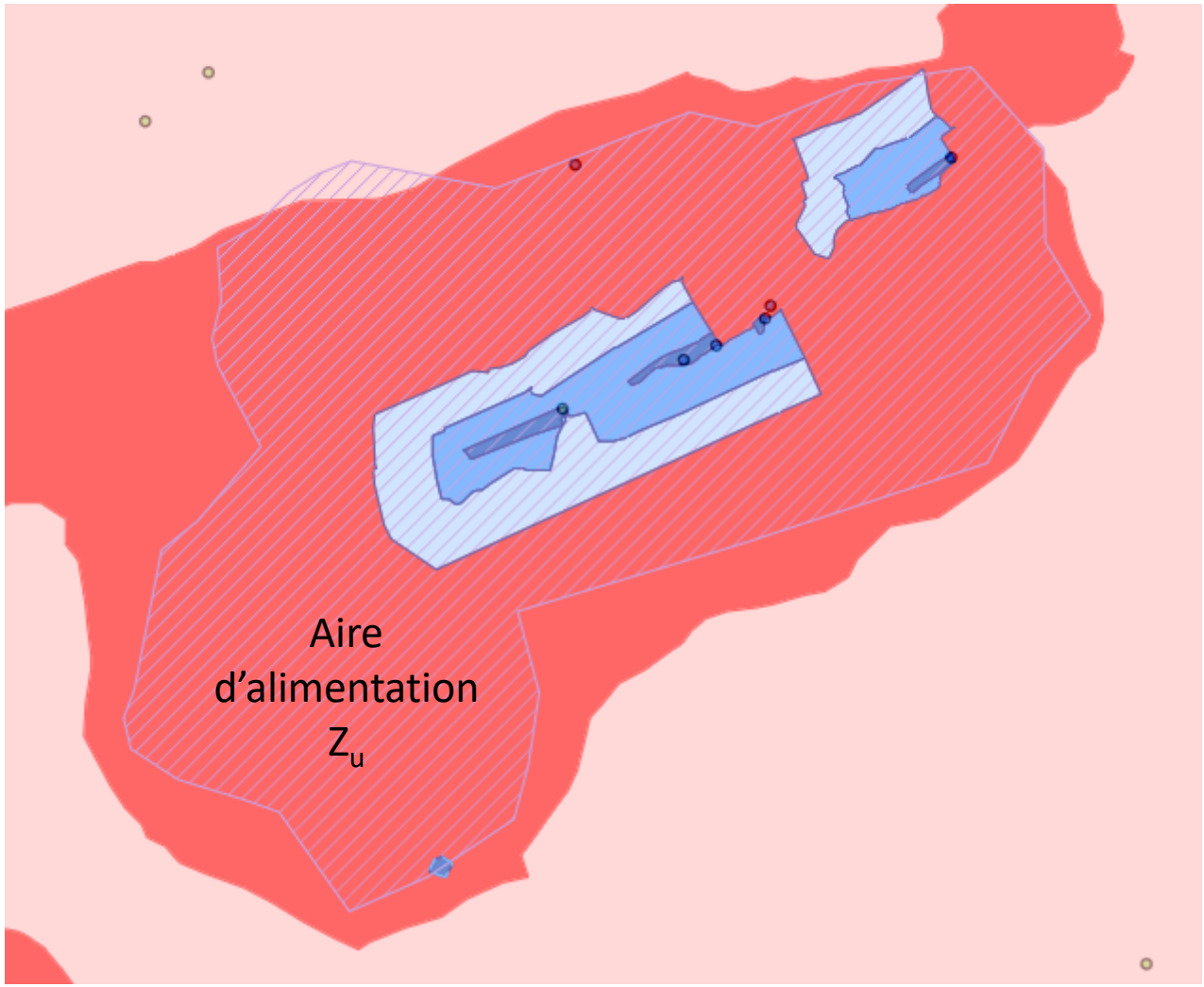
Débit 100 - 200 l/min
Débit 200 - 500 l/min
Débit 500 - 2000 l/min
Débit > 2000 l/min

Captages stratégiques d'eaux souterraines

1. Hofmatt
2. Tuffière
3. Pont du Roc
4. Les Marais
5. Moulin à Bentz
6. Sodbach
7. Nesslera
8. Silberrad
9. Flamatt
10. Fin de la Porta

> un nombre élevé de **conflits d'usage** existent au sein des zones S
>> **66 %** des zones S sont concernées
>> **bâtiments** ou **activités** non conformes

# Les mesures de protection – Aire d'alimentation ($Z_U$)




**Quand un captage est pollué par des polluants persistants (par exemple : nitrates et produits phytosanitaires)**

⇒ Des mesures doivent être prises l'aire d'alimentation

⇒ Le canton est responsable de délimiter les aires d'alimentation (art. 29 OEaux)

⇒ la Confédération peut allouer des indemnités pour les mesures prises par l'agriculture (Art. 62a LEaux)

⇒ Normes environnementales (annexe 2 OEaux) :
- ⇒ Nitrates : max 25 mg/l
- ⇒ Produit phytosanitaires et produits de dégradation : max 0,1 µg/l

⇒ **L'engagement des Communes est indispensable pour s'assurer du succès des projets**

# Compétence des communes

## Communes: vos compétences dans le domaine de l'eau

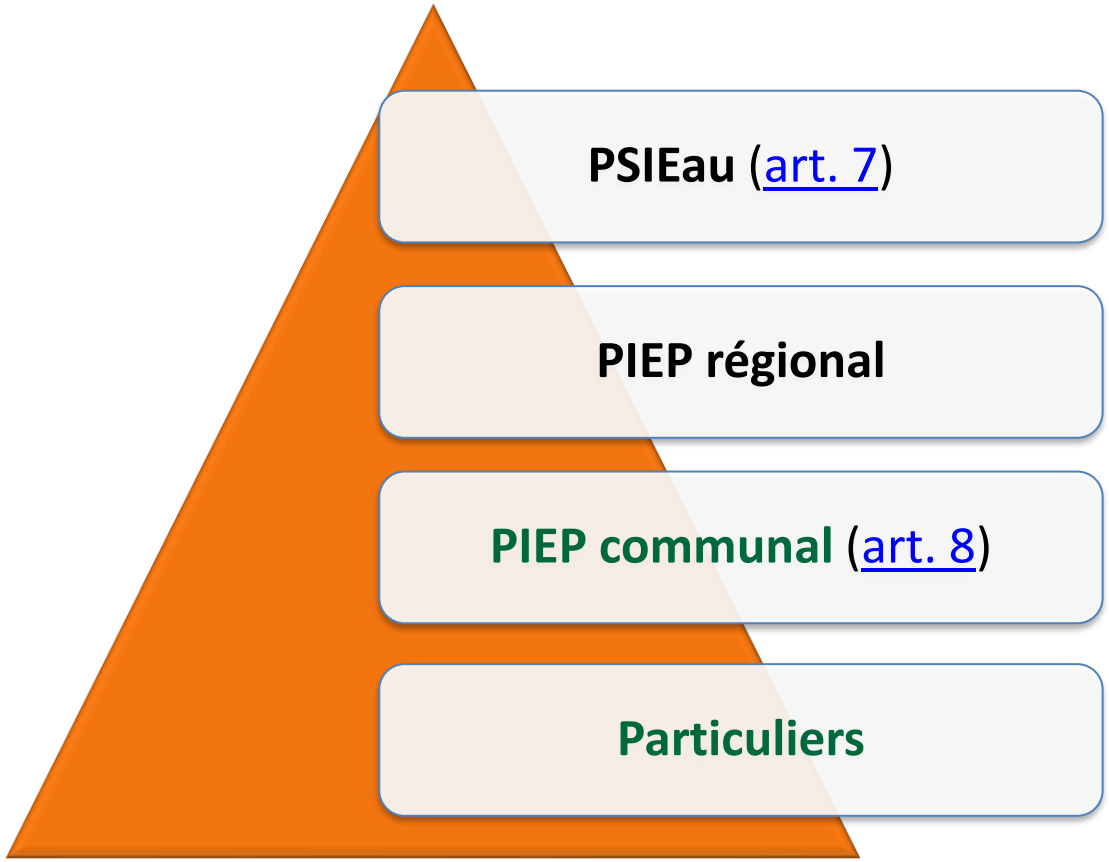
- Participer à la mise à l'**enquête publique** des **zones S** de protection des eaux souterraines (effectuée en ligne, via le portail du cadastre RDPPF)
- établir le **règlement** pour les ouvrages de **captage publics** et veiller à leur intégration dans le plan d'affectation des zones (art. 17, 18, 62 al. 5 LCEaux)
- contrôler l'**application du règlement** pour la zone S de protection des eaux souterraines (art. 19 LCEaux)
- collaborer à l'élaboration de l'**inventaire des ressources d'eaux souterraines**

## Documentation - Eaux souterraines



# La planification des infrastructures d'eau potable
# Die Planung der Trinkwasserinfrastruktur

# Le plan sectoriel des infrastructures d'eau potable




## Art. 7 Planification cantonale (LEP)

[1] Pour assurer une gestion coordonnée des tâches en lien avec l'**eau potable**, **l'Etat établit** … un plan sectoriel des infrastructures d'eau potable (**PSIEau**) qui comprend:

a) l'**inventaire des ressources en eau** et de leur statut, ainsi que des **zones** et des **périmètres** de protection des eaux souterraines

b) la **coordination** des infrastructures d'eau potable existantes

c) les mesures à mettre en œuvre afin que soit assurée l'alimentation en eau en **temps de crise**

[2] Son contenu **contraignant** est **intégré au plan directeur cantonal** et suit la procédure y relative

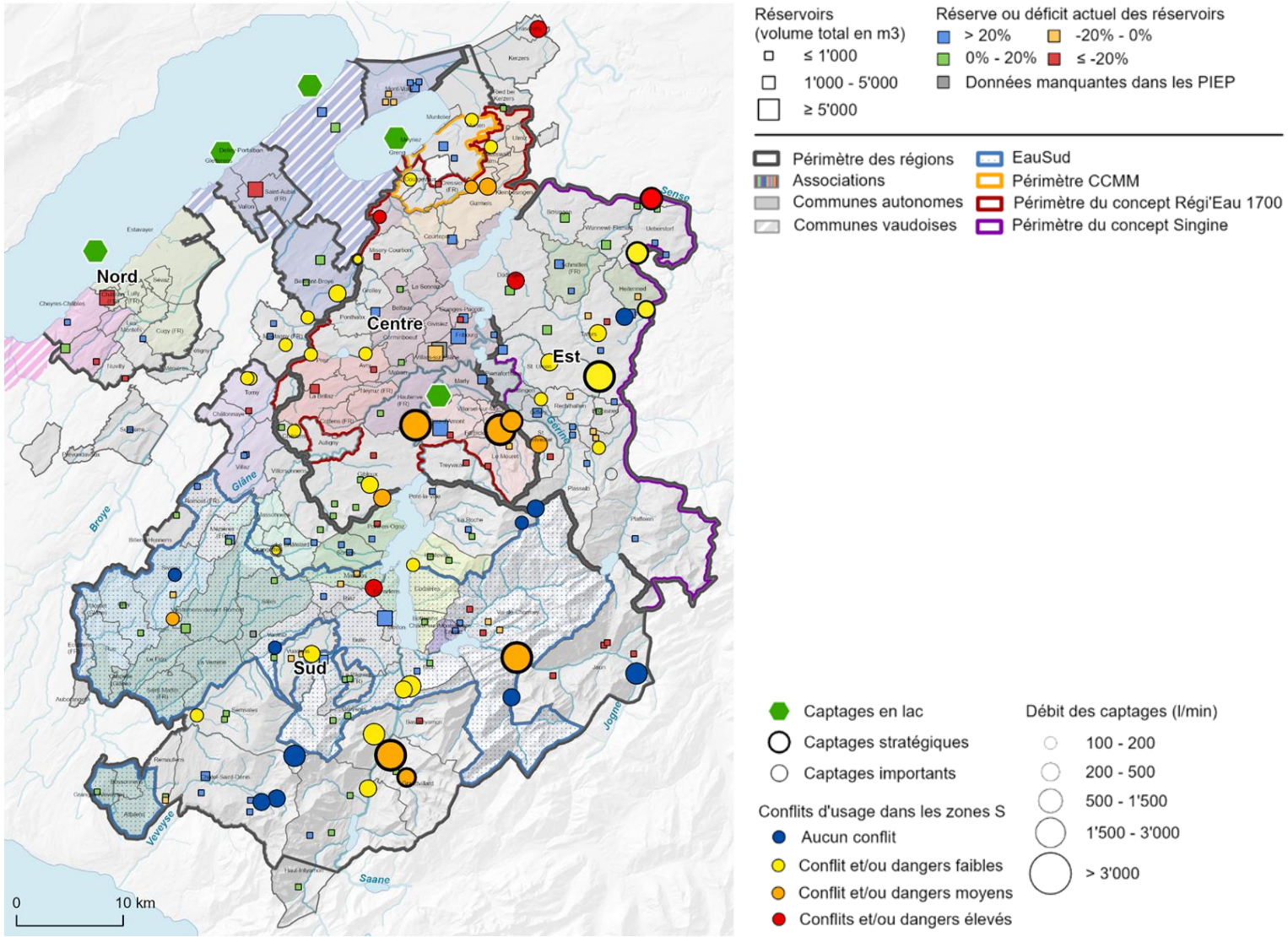
# Le plan sectoriel des infrastructures d'eau potable - PSIEau

## Une planification pour garantir la qualité et la quantité d'eau potable

> Coordination avec d'**autres planifications**
  > Stratégie **développement durable**
  > **Plan climat**
  > **Plan phytosanitaire**

> Le Conseil d'Etat a adopté le plan sectoriel des infrastructures d'eau potable
  > **Mai 2025**

# Le plan sectoriel des infrastructures d'eau potable - PSIEau




> les ressources en eaux souterraines et les infrastructures d'approvisionnement sont souvent **partagées a un niveau régional**

> Ces transferts d'eau provenant des captages stratégiques mettent en relation les **ressources abondantes des Préalpes**

> avec les zones du **Plateau** ou les ressources sont **localement insuffisantes**

# PSIEau - mesures

> Le **PSIEau** est établi sur la base des données des **PIEP**

**PIEP**

↓

**PSIEau**

↓

**adaptation de certains PIEP**

## Distributeurs

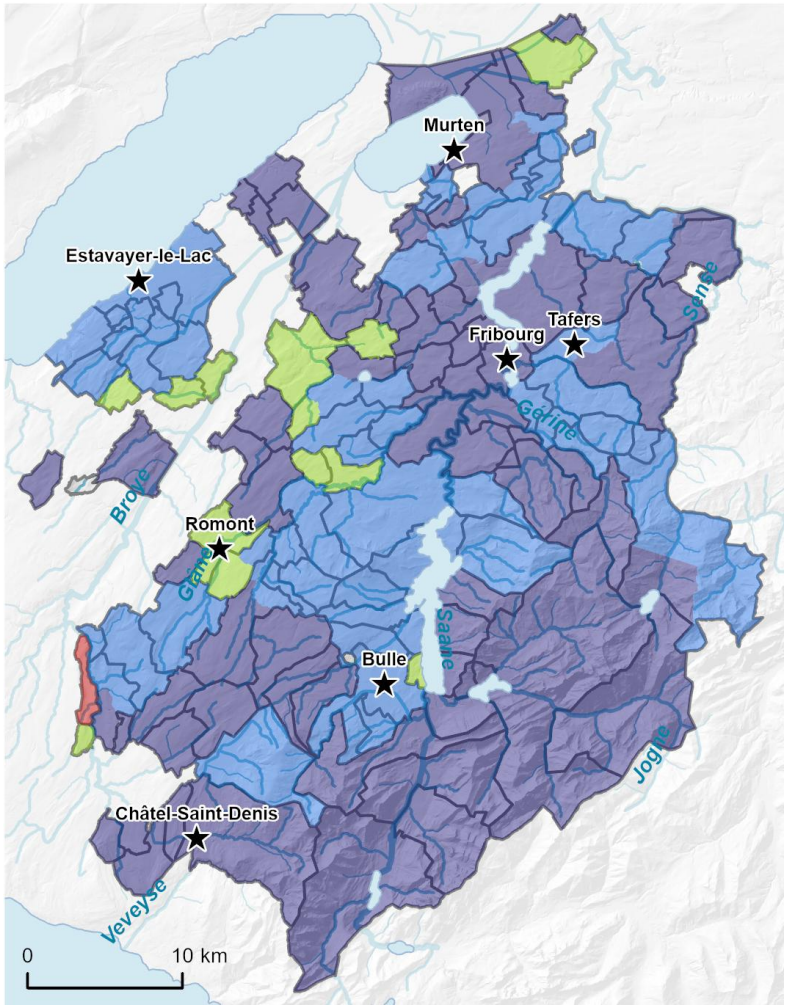
| Priorité¤ | Mesures¤ |
|---|---|
| ●¤ | Mettre·en·œuvre·l'approche·chlorothalonil¤ |
| ●¤ | Mettre·en·conformité·les·infrastructures¤ |
| ●¤ | Poursuivre·l'interconnexion·des·réseaux·des·distributeurs¤ |
| ●¤ | Optimiser·la·collaboration·entre·les·distributeurs¤ |
| ●¤ | Adapter·les·PIEP·selon·les·directives·du·SEn¤ |
| ●¤ | Terminer·les·cadastres,·les·compléter·et·les·tenir·à·jour¤ |
| ●¤ | Optimiser·régionalement·les·réservoirs¤ |
| ●¤ | Optimiser·les·réseaux·d'un·point·de·vue·énergétique¤ |
| ●¤ | Gérer·les·pénuries·de·manière·régionale¤ |
| ●¤ | Préparer·un·éventuel·contingentement·/·délestage¤ |
| ●¤ | Adapter·les·infrastructures·pour·la·défense·incendie¤ |
| ●¤ | Mettre·en·conformité·les·règlements·communaux¤ |

## SEn

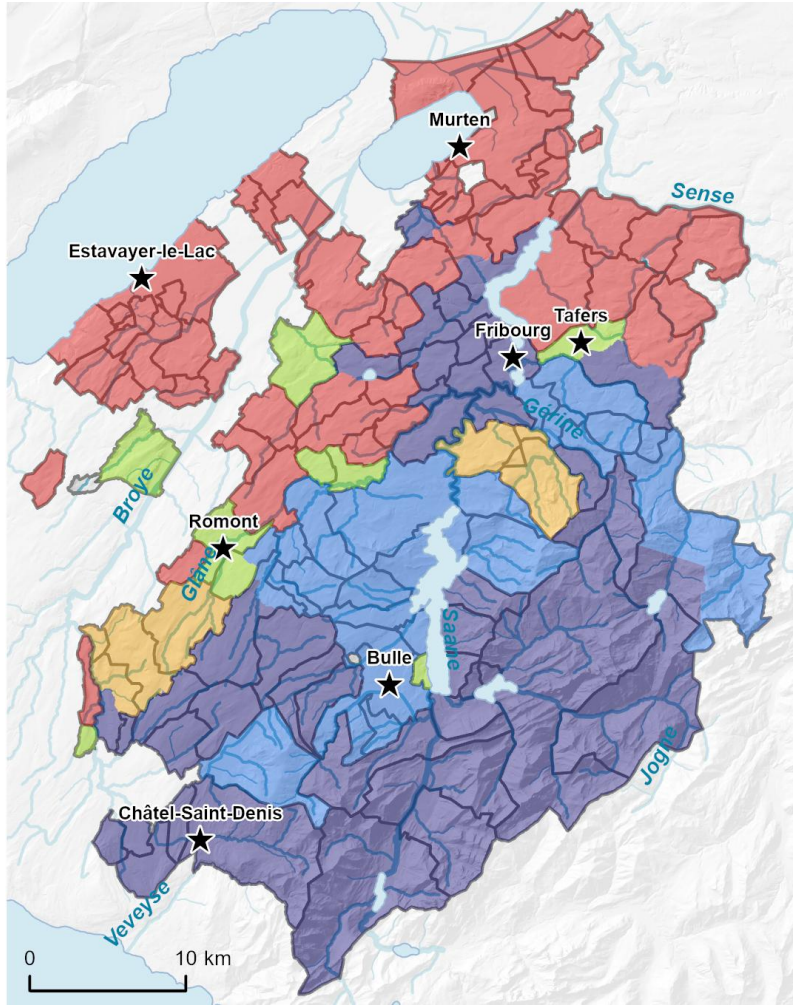
| Priorité¤ | Mesures¤ |
|---|---|
| ●¤ | Evaluer·la·vulnérabilité·des·ressources·face·aux·changements·climatiques¤ |
| ●¤ | Inscrire·les·captages·stratégiques·au·plan·directeur·cant.¤ |
| ●¤ | Edicter·des·directives·pour·les·PIEP·1ère·/·2e·génération¤ |
| ●¤ | Mettre·à·disposition·des·outils·de·sensibilisation·aux·économies·d'eau¤ |
| ●¤ | Etablir·un·suivi·et·un·contrôle·des·données·du·cadastre¤ |
| ●¤ | Etablir·un·plan·cantonal·de·gestion·de·pénurie·grave¤ |

# PSIEau – bilans d'eau

**Cas moyen actuel**

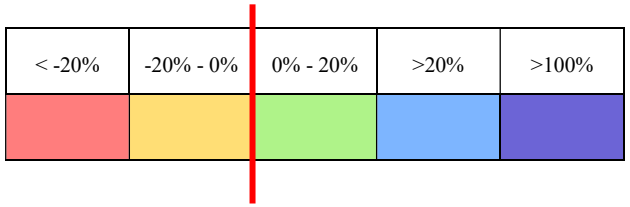



**Cas moyen actuel avec chlorothalonil**




Les **bilans sont bons** à très bons pratiquement partout, sauf pour quelques producteurs où ils sont moyens.

En tenant compte des métabolites de **chlorothalonil**, les bilans de tout le nord du canton sont mauvais, à part celui des communes de la région de Fribourg rattachées au CEFREN.



# Le plan directeur des infrastructures d'eau potable

## Art. 8 Planification communale (LEP)

[1] Chaque commune établit pour son territoire un **plan des infrastructures d'eau potable** (ci-après: PIEP) en conformité avec le PSIEau. Elle veille notamment:

a) à ce qu'il soit coordonné avec le **plan d'aménagement local**

b) à assurer une coordination des infrastructures d'eau potable au **niveau local et régional**

c) à ce que le PIEP prenne en compte les dispositions spéciales en matière de **défense contre l'incendie**.

[2] Le PIEP définit notamment les **ouvrages à réaliser** et les **priorités** de mise en œuvre…

[3] Le PIEP contient

a) un **plan** général des **infrastructures** existantes

b) la **valeur** de remplacement de ces infrastructures et leur **durée de vie** estimée

c) une planification des **besoins futurs** en eau et en infrastructures d'eau potable

d) les **ressources locales** en eau potable susceptibles d'être mises en valeur

e) les **mesures nécessaires** en temps de pénurie grave

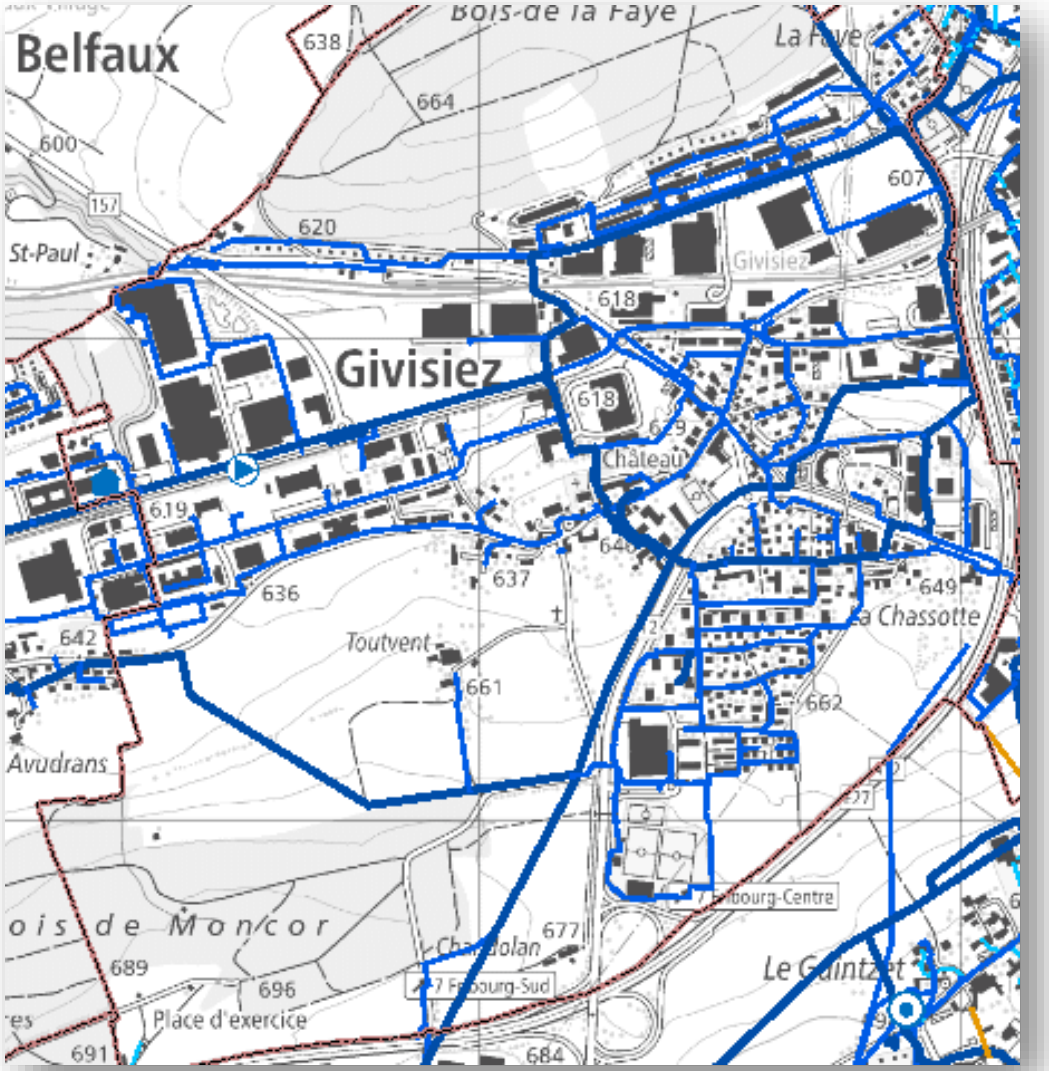
**Directive PIEP**

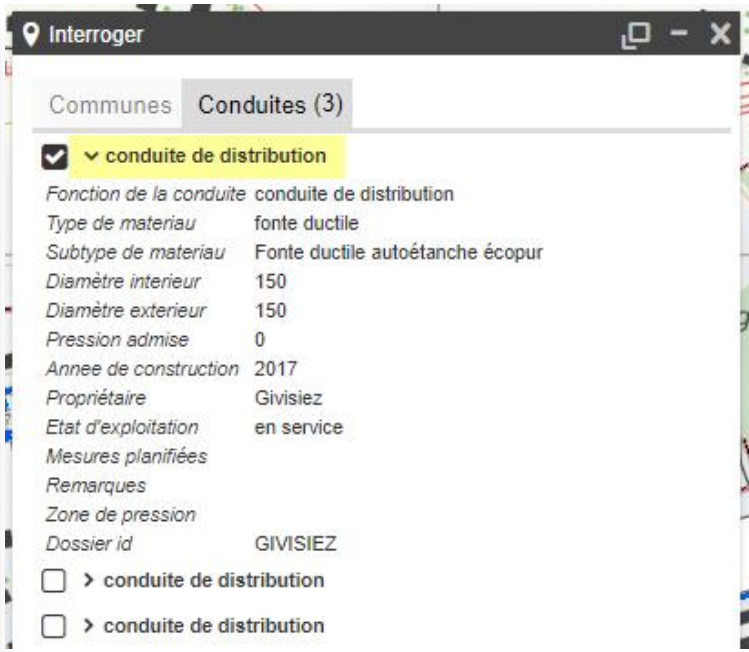
# Compétence des communes

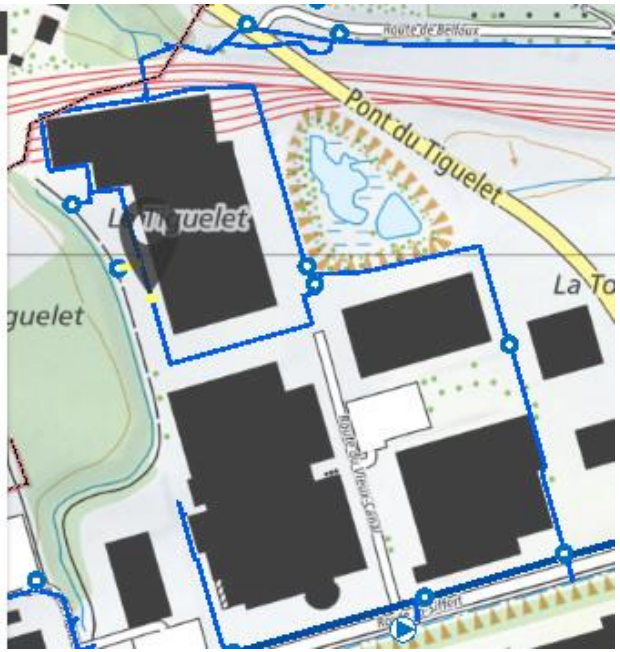
## Communes: vos compétences dans le domaine de l'eau

- établir le **PIEP** et le mettre à jour (art. 8 LEP) ; notamment dans le cadre des mesures du PSIEau
- distribuer de l'**eau potable en quantité suffisante** dans les zones à bâtir (art. 13 LEP)
  - sauf besoins **exceptionnels** (art. 14 LEP)
- veiller à ce que la **qualité de l'eau potable** distribuée sur leur territoire **réponde aux exigences** de la législation fédérale sur les denrées alimentaires (art. 22 LEP)
- établir et tenir à jour, le **dossier des eaux potables** (art. 26 LEP)
  - documents d'**autocontrôle** et le **cadastre** du réseau de distribution

# Aquafri 1.0 (cadastre cantonal)

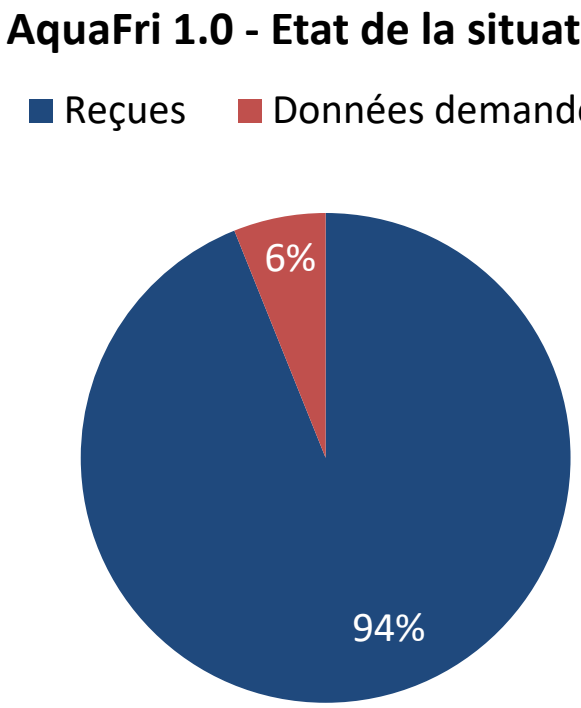


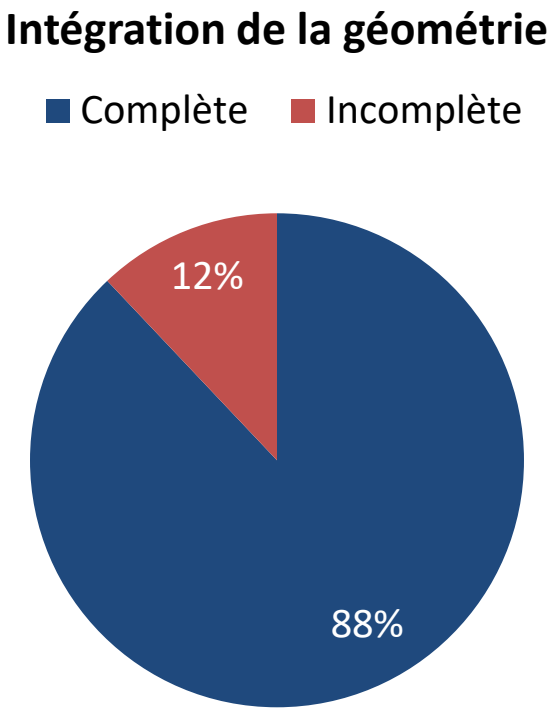



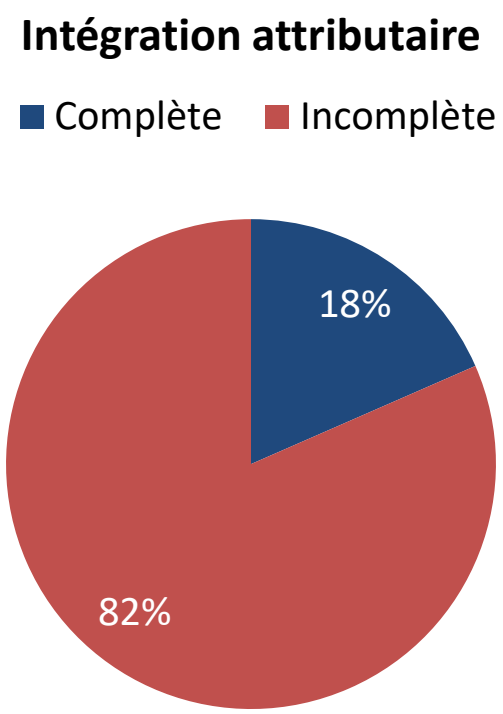




[Portail cartographique]

# Aquafri 1.0  (cadastre cantonal)




> Un **datachecker** a été testé en 2025 et sera mis à disposition **fin 2026**

**Directive Aquafri 1.0**



# Le financement des infrastructures
# Die Finanzierung der Infrastrukturen

# Compétence des communes

## Communes: vos compétences dans le domaine de l'eau

> établir le **règlement** relatif à la distribution de l’eau potable et prévoir les **taxes nécessaires** afin d'assurer la **réalisation, l'exploitation, l'entretien et le renouvellement** des installations

## Documentation - Eau potable (infrastructures)

- Règlement-type relatif à la distribution de l’eau potable
- Fichier d'aide pour calculer les taxes




# Conclusion SEn
# Schlussfolgerung AfU

## Intervenant

**Benoît Michel**

Inspecteur des denrées alimentaires et eau potable, SAAV

acf-fgv

# Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV)



acf-fgv

Le **SAAV**iez-vous?

# Organisation du SAAV pour l’eau potable, l’eau de baignade et de douche



**DUCRY Julien**
Chimiste cantonal ad interim.



**EGGER Urs**
Chef de l’inspectorat des denrées alimentaires et objets usuels

**YERLY Yves**



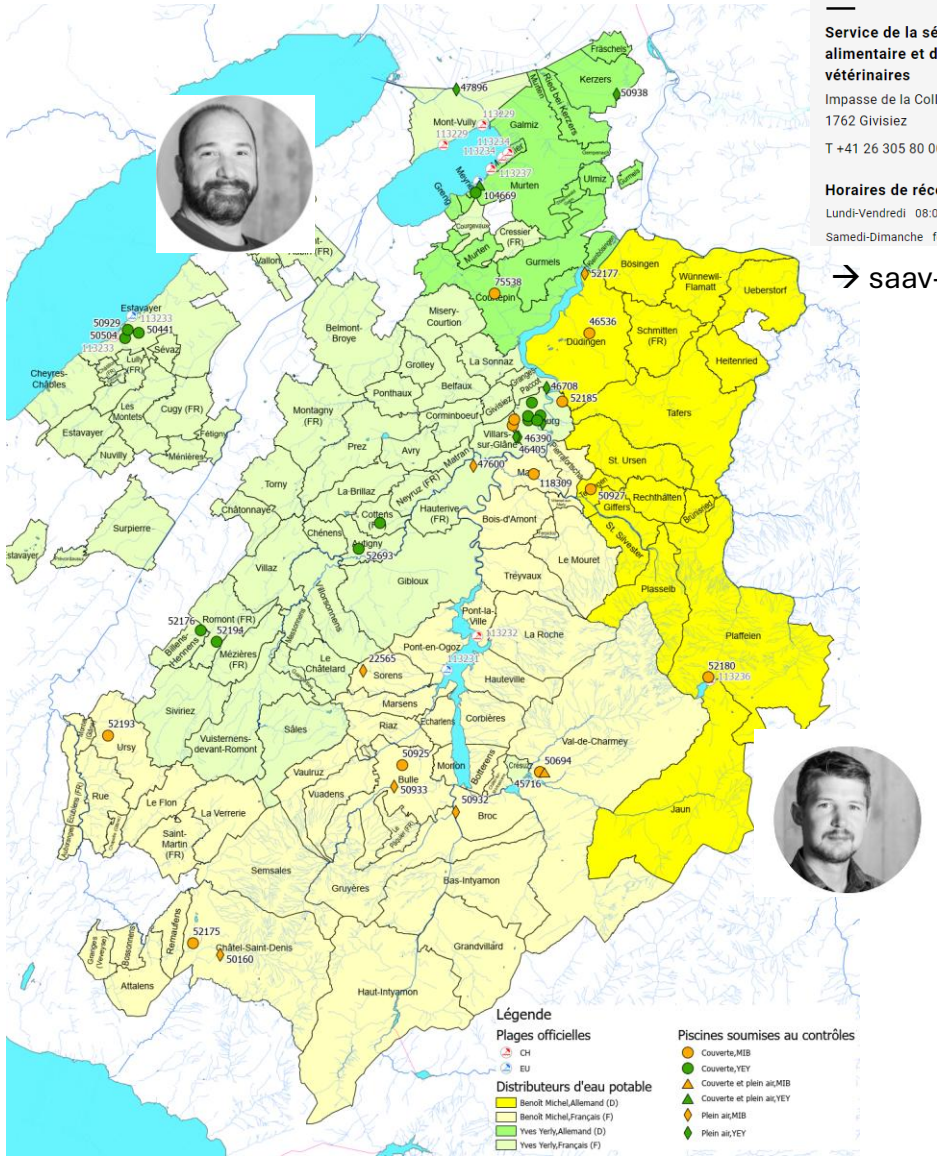
**MICHEL Benoît**



Inspecteurs cantonal de l’eau potable, baignade et douche



**ROMANN Mathias**
Assistant officiel de l’eau potable et installation de baignade
→ Également tatouage et produits chimique




**Contact**

**Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires**
Impasse de la Colline 4
1762 Givisiez
T +41 26 305 80 00

**Horaires de réception**
Lundi-Vendredi 08:00-11:30, 13:30-16:30
Samedi-Dimanche fermé

→ saav-iep@fr.ch

acf-fgv

02.11.2026

# Programme

- Les exigences et la répartition des tâches
  - Législation et règles reconnues de la technique
  - Des responsabilités clairement établies
- Contrôles et prestations du SAAV
  - Inspections et analyses
  - Analyses d'autocontrôle
  - Eau de douches accessibles au public et légionelles
- Informations
  - Pages internet
  - Documentation







acf-fgv

# Programme

- Les exigences et la répartition des tâches
  - Législation et règles reconnues de la technique
  - Des responsabilités clairement établies
- Contrôles et prestations du SAAV
  - Inspections et analyses
  - Analyses d'autocontrôle
  - Eau de douches accessibles au public et légionelles
- Informations
  - Pages internet
  - Documentation

acf-fgv

# Législation et règles reconnues de la technique



Responsabilité du distributeur

**Loi fédérale**
**sur les denrées alimentaires et les objets usuels[1]***

(Loi sur les denrées alimentaires, LDAl)[2]

**Ordonnance**
**sur les denrées alimentaires et les objets usuels**

(ODAlOUs)

- Autocontrôle
- Personne responsable
- Analyse des dangers
- .....

**Ordonnance du DFI**
**sur l'eau potable et l'eau des installations de baignade et de douche accessibles au public**

(OPBD)

- Eau potable
- Distribution
- Qualité
- Règles reconnues de la technique
- .....

**Ordonnance**
**sur l'exécution de la législation sur les denrées alimentaires**

(OELDAl)

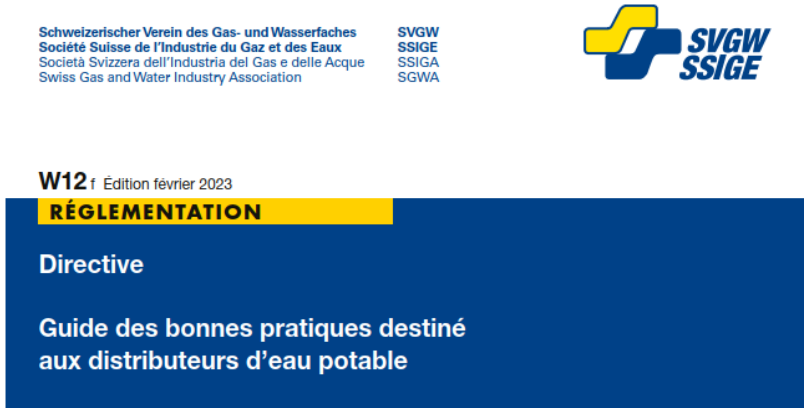
- Contrôle Officiel
- Emoluments
- Données
- .....

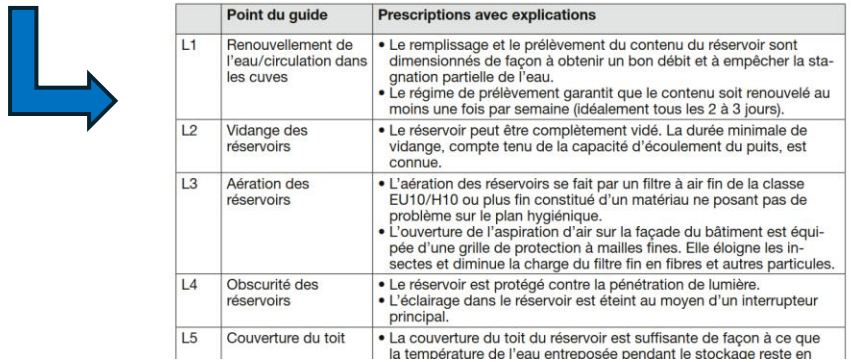
Responsabilité du SAAV

acf-fgv

# Législation et règles reconnues de la technique

| | |
|---|---|
| W1 | Directives pour la surveillance qualité de la distribution d'eau |
| **W2** | **Directives pour l'assurance-qualité dans les zones de protection des eaux souterraines** |
| **W3** | **Directive pour installations d'eau potable (incl. W3 Complément 1+2+3+4)** |
| **W4** | **Directive sur la distribution d'eau** |
| W5 | Directive pour l'alimentation en eau d'extinction |
| **W6** | **Directive pour l'étude, la construction et l'exploitation de réservoirs d'eau** |
| W9 | Directive pour les puits d'eau souterraine; Étude, planification, construction et exploitation, ainsi que maintenance et démantèlement des puits d'eau souterraine |
| **W10** | **Directive pour l'étude, l'établissement et l'exploitation de captages de sources** |
| W11 | Directive pour l'établissement d'un cahier des charges pour fontainier |
| **W12** | **Guide des bonnes pratiques pour la distribution d'eau potable** |
| **W13** | **Directive pour la désinfection de l'eau potable aux UV** |



**Prescriptions BP**

**Module L: Stockage**

| | Point du guide | Prescriptions avec explications |
|---|---|---|
| L1 | Renouvellement de l'eau/circulation dans les cuves | • Le remplissage et le prélèvement du contenu du réservoir sont dimensionnés de façon à obtenir un bon débit et à empêcher la stagnation partielle de l'eau.<br>• Le régime de prélèvement garantit que le contenu soit renouvelé au moins une fois par semaine (idéalement tous les 2 à 3 jours). |
| L2 | Vidange des réservoirs | • Le réservoir peut être complètement vidé. La durée minimale de vidange, compte tenu de la capacité d'écoulement du puits, est connue. |
| L3 | Aération des réservoirs | • L'aération des réservoirs se fait par un filtre à air fin de la classe EU10/H10 ou plus fin constitué d'un matériau ne posant pas de problème sur le plan hygiénique.<br>• L'ouverture de l'aspiration d'air sur la façade du bâtiment est équipée d'une grille de protection à mailles fines. Elle éloigne les insectes et diminue la charge du filtre fin en fibres et autres particules. |
| L4 | Obscurité des réservoirs | • Le réservoir est protégé contre la pénétration de lumière.<br>• L'éclairage dans le réservoir est éteint au moyen d'un interrupteur principal. |
| L5 | Couverture du toit | • La couverture du toit du réservoir est suffisante de façon à ce que la température de l'eau entreposée pendant le stockage reste en |

acf-fgv

# Législation et règles reconnues de la technique – législation cantonal

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**821.30.1**
**Loi sur la sécurité alimentaire**
(LSAl)

**821.30.11**
**Règlement sur la sécurité alimentaire**
(RSAl)

---

- Rôle générale
  - Conseil d'Etat
  - Chimiste cantonal
  - Vétérinaire cantonal
  - Laboratoire
  - Commission de la sécurité alimentaire
  - Contrôle des champignons
- Dispositions pénales

**821.32.1**
**Loi sur l'eau potable**
(LEP)

**821.32.11**
**Règlement sur l'eau potable**
(REP)

---

- Planification
- Rôle
  - Etat
    - Conseil d'état
    - SEn
    - SAAV
  - Commune
    - Distribution
    - Infrastructures
    - Financement
    - Planification
- Voies de droit et poursuite pénale

acf-fgv

# Législation et règles reconnues de la technique – Loi sur l'eau potable (LEP)

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Art. 13** Obligation de distribution – Destinataires

[1] Les communes sont tenues de distribuer de l'eau potable en quantité suffisante dans les zones à bâtir définies par les plans d'affectation des zones.

**Art. 15** Gestion de la distribution – Principe

[1] Les communes distribuent en principe elles-mêmes l'eau potable sur leur territoire. Au besoin, elles collaborent entre elles selon les formes prévues par la loi sur les communes.

[2] Les exceptions à cette règle sont définies à l'article 16.

**Art. 16** Gestion de la distribution – Exceptions

[1] La distribution de l'eau potable peut être confiée par les communes à des distributeurs tiers, aux conditions fixées par la législation sur les communes.

[2] Les communes fixent les modalités de la distribution par des tiers dans un règlement ou un contrat de droit administratif.

[3] Les communes surveillent avec diligence la manière dont le distributeur s'acquitte des obligations qui lui sont confiées. Elles prennent immédiatement les mesures nécessaires, d'office ou sur requête, notamment lorsque, en termes de quantité, de qualité ou de prix, l'eau distribuée ne répond pas ou plus aux exigences légales ou conventionnelles, ou que l'état d'entretien des infrastructures ne correspond plus aux exigences posées par les normes professionnelles en la matière.

acf-fgv

# Législation et règles reconnues de la technique – Règlement sur l'eau pot (REP)

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Art. 17** Fontaines et autres dispositifs situés sur le domaine public

[1] L'eau délivrée par des fontaines et d'autres dispositifs situés sur le domaine public doit répondre aux exigences d'une eau potable. Si tel n'est pas le cas, elle doit être signalée comme «eau non potable».

[2] Il incombe à la commune de faire procéder au contrôle de la qualité de l'eau alimentant les fontaines et autres dispositifs situés sur le domaine public.





**W10031** f Édition mars 2018

**INFORMATION**

**Notice technique**

**pour fontaines**

acf-fgv

# Législation et règles reconnues de la technique – Règlement sur l'eau pot (REP)

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Art. 16** Eau potable distribuée à des tiers (art. 22 al. 1 LEP)

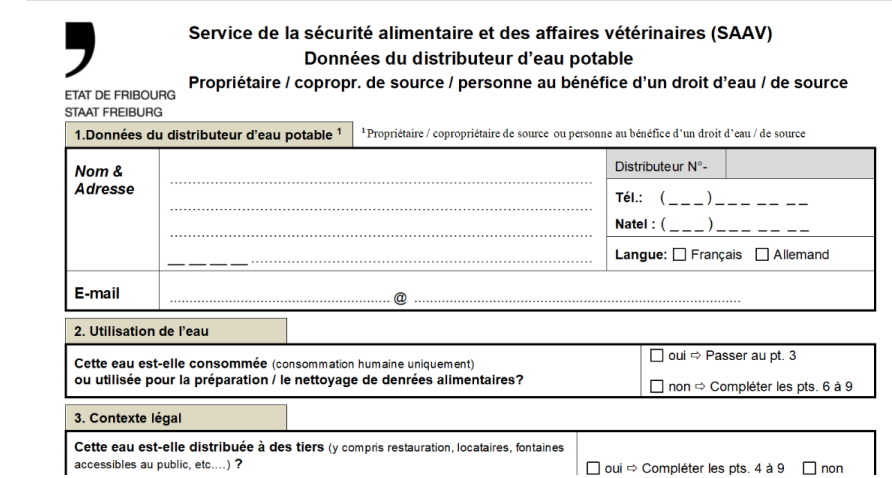
[1] Quiconque distribue de l'eau potable à des tiers sur le territoire communal doit s'annoncer à la commune. En outre, dans le cadre des obligations d'autocontrôle, il doit régulièrement fournir au Service des échantillons aux fins d'analyse.

[2] L'eau potable distribuée à des tiers, traitée ou non traitée, doit répondre aux exigences du droit alimentaire.

[3] Les directives du Manuel suisse des denrées alimentaires sont également applicables.

## Documents relatifs aux prélèvements

- Tableau des émoluments par prestation du SAAV PDF, 482.4k
- Instructions pour le prélèvement d'une eau du réseau au robinet de consommation en vue d'une analyse de potabilité PDF, 203.66k
- Rapport de prélèvement d'échantillons d'eau potable pour distributeur avec programme annuel de prélèvement DOCX, 53.23k
- Formulaire Données du distributeur d'eau potable DOCX, 53.55k
- Rapport de prélèvement d'échantillons d'eau potable pour distributeur privé DOCX, 44.73k
- Prélèvement d'échantillons d'eau chaude pour recherche de légionelles PDF, 210.91k
- Rapport de prélèvement d'échantillons d'eau chaude pour recherche de légionelles DOCX, 36.43k



ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Service de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (SAAV)**
**Données du distributeur d'eau potable**
**Propriétaire / copropr. de source / personne au bénéfice d'un droit d'eau / de source**

**1.Données du distributeur d'eau potable** [1] [1] Propriétaire / copropriétaire de source ou personne au bénéfice d'un droit d'eau / de source

| | | |
|---|---|---|
| ***Nom & Adresse*** | ..... | Distributeur N°- |
| | ..... | **Tél.:** (___) ___ __ __ |
| | ..... | **Natel :** (___) ___ __ __ |
| | __ __ __ __ ..... | **Langue:** ☐ Français ☐ Allemand |
| **E-mail** | ..... @ ..... | |

**2. Utilisation de l'eau**

| | |
|---|---|
| **Cette eau est-elle consommée** (consommation humaine uniquement) **ou utilisée pour la préparation / le nettoyage de denrées alimentaires?** | ☐ oui ⇨ Passer au pt. 3<br>☐ non ⇨ Compléter les pts. 6 à 9 |

**3. Contexte légal**

| | |
|---|---|
| **Cette eau est-elle distribuée à des tiers** (y compris restauration, locataires, fontaines accessibles au public, etc.…) **?** | ☐ oui ⇨ Compléter les pts. 4 à 9 ☐ non |

acf-fgv

# Législation et règles reconnues de la technique – Règlement sur l'eau pot (REP)

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**Art. 22** Dossier des eaux potables (art. 26 LEP)

[1] Le dossier communal des eaux potables comprend:

a) les documents d'autocontrôle;
b) le PIEP;
c) le règlement communal de distribution de l'eau potable;
d) une liste des distributeurs situés sur le territoire communal et des habitations alimentées à la fois par l'eau publique et par l'eau privée;
e) le cas échéant, un exemplaire du règlement ou des contrats de distribution passés avec un tiers;
f) les rapports hydrogéologiques et techniques, à la condition qu'ils soient reconnus nécessaires par le Service ou qu'ils existent déjà.

[2] Les données sont transmises au Service selon les directives en la matière.

[3] Le dossier des eaux potables doit être en permanence à la disposition des responsables de la distribution et du Service.

**Art. 23** Documents d'autocontrôle

[1] Les documents d'autocontrôle sont établis conformément aux exigences de la législation fédérale sur les denrées alimentaires. Ils contiennent:

a) une description des responsabilités et de l'organisation de la distribution de l'eau potable, avec les cahiers des charges correspondants;
b) un schéma hydraulique de l'ensemble du réseau;
c) une liste relative à la recherche et à l'identification des dangers;
d) l'estimation des risques;
e) une liste des points critiques;
f) les mesures de maîtrise;
g) les instructions de maintenance;
h) les instructions pour le contrôle des points critiques;
i) les résultats des contrôles et travaux de maintenance;
j) les données permettant d'assurer la traçabilité de l'eau fournie ou reçue d'autres distributeurs;
k) les procédures à suivre en cas de pollution;
l) un plan d'échantillonnage (points de prélèvement, ressources contrôlées, fréquence, critères d'analyse adaptés à l'analyse des dangers) et les résultats des analyses;
m) une évaluation annuelle des infrastructures et installations techniques, de l'eau, des processus et de l'organisation ainsi que les propositions d'amélioration qui en résultent et leur mise en œuvre.

[2] Toutes les mesures prises dans le cadre de l'autocontrôle doivent être consignées par écrit ou sous toute autre forme équivalente.

Schweizerischer Verein des Gas- und Wasserfaches
Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux
Società Svizzera dell'Industria del Gas e delle Acque
Swiss Gas and Water Industry Association

SVGW
SSIGE
SSIGA
SGWA

SVGW SSIGE

**W12** f Édition février 2023

**RÉGLEMENTATION**

**Directive**

**Guide des bonnes pratiques destiné aux distributeurs d'eau potable**

→ Modules A, B et C

acf-fgv

# Programme

- Les exigences et la répartition des tâches
  - Législation et règles reconnues de la technique
  - Des responsabilités clairement établies
- Contrôles et prestations du SAAV
  - Inspections et analyses
  - Analyses d'autocontrôle
  - Eau de douches accessibles au public et légionelles
- Informations
  - Pages internet
  - Documentation

acf-fgv

# Contrôles et prestations du SAAV - Contrôle officiel

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

**LDAl** →

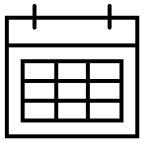
**Compétence**
- Les autorités d'exécution vérifient que les dispositions de la législation sur les denrées alimentaires sont respectées.
- Inspection + Prélèvement

**ODAlOUs** →

**Accès**
- aux bâtiments, aux équipements
- aux marchandises sous leur responsabilité;
- à leurs documents et à toute autre information pertinente.

**OELDAl** → **Méthode et ligne**

**LEP** → **Le SAAV est chargé du contrôle Officiel pour les canton de Fribourg**



Ordonnance
sur le plan de contrôle national pluriannuel de la chaîne agroalimentaire et des objets usuels

(OPCNP)

| | | |
|---|---|---|
| E | Systèmes d'approvisionnement en eau potable | |
| E1 | Système d'approvisionnement en eau potable | 4 |

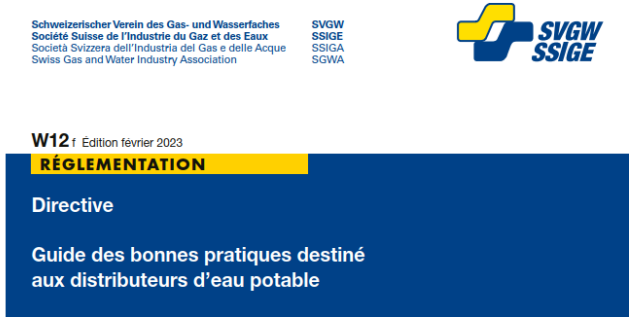
acf-fgv

# Contrôles et prestations du SAAV - Analyses d'autocontrôle

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

→ Les distributeurs d'eau potable doivent vérifier ou faire vérifier l'efficacité des mesures d'autocontrôle au moyen de prélèvements d'échantillons et d'analyses (ODAlOUs, art. 81).

→ Les échantillons prélevés dans le cadre des analyses d'autocontrôle des distributeurs du canton de Fribourg doivent être fournis au SAAV (LEP, art. 22 et REP, art. 16).



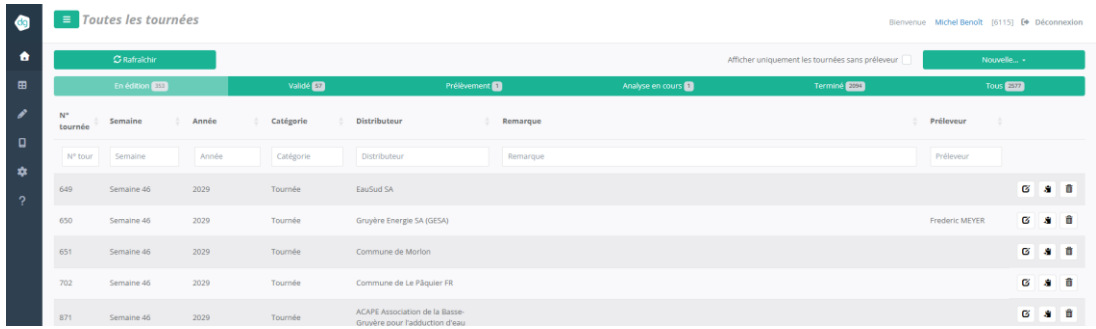




**Tableau 3.** *Nombre minimum de prélèvements et d'échantillons d'eau dans le réseau en fonction de la production journalière moyenne d'eau potable.*

| P=Production d'eau moyenne par jour [$m^3$/jour] | Nombre minimum de prélèvements et d'échantillons par an dans le réseau de distribution | | |
|---|---|---|---|
| | Nombre de prélèvements | Nombre d'échantillons faisant l'objet d'un programme d'analyse partiel / raccourci | Nombre d'échantillons faisant l'objet d'un programme d'analyse complet / potabilité |
| P < 10 | 2 | 1 | 1 |
| 10 ≥ P < 100 | 2 | 3 | 1 |
| 100 ≥ P < 1'000 | 2 - 3 | 4 - 6 | 1 |
| 1000 ≥ P < 2'000 | 3 - 4 | 7 - 10 | 2 |
| 2000 ≥ P < 3'000 | 4 | 10 - 13 | 2 - 3 |
| P ≥ 3'000 | Selon l'analyse des dangers du distributeur et la directive W1 de la SSIGE | | |

## Horaire réception échantillons d'eau potable

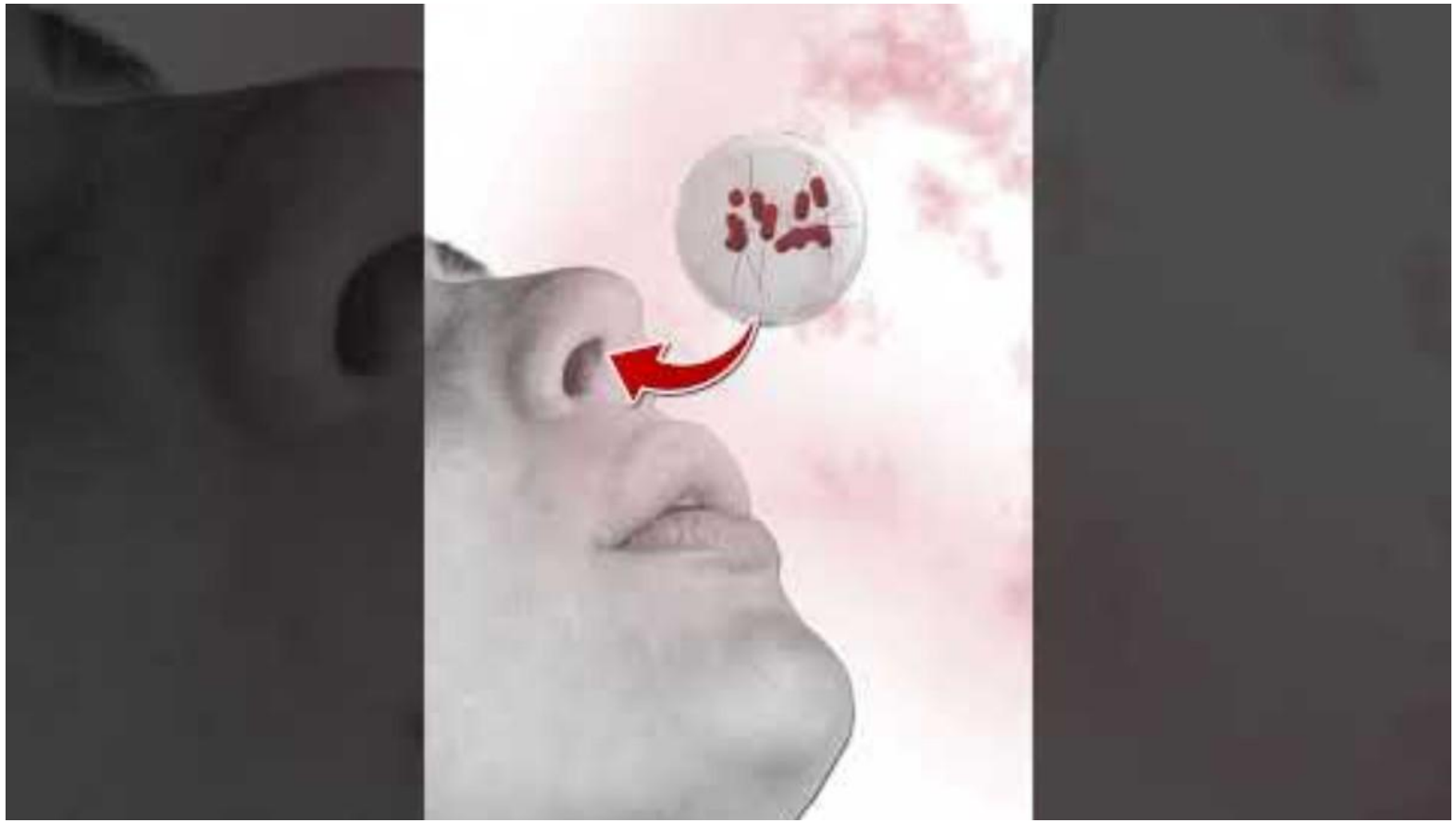
> **Lundi, mardi, mercredi et jeudi : 08h00 - 11h30**

- Toutes les livraisons d'échantillons devront être **annoncées au SAAV au plus tard deux jours à l'avance**. Ceci par téléphone uniquement, au 026 305 80 20.
- Lors de cette annonce téléphonique, le SAAV confirmera la date de livraison des échantillons ou organisera une autre date de réception avec le distributeur, ceci afin d'assurer une répartition des échantillons dans le temps.

acf-fgv

# Contrôles et prestations du SAAV - Analyses d'autocontrôle

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG



acf-fgv

# Contrôles et prestations du SAAV - Analyses d'autocontrôle

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

- **Bases légales**
  - LDAL /ODALOUS / OPBD
    - Définition
    - Respect des valeurs maximales
  - Règles reconnues de la technique

- **Autocontrôle**
  - Documentation
  - Contrôle
  - Prélèvement
  - Analyse des risques

- **Contrôle officiel**
  - Selon risque
  - Prélèvement
  - Information de l'organe de contrôle en cas de danger pour la santé
  - Pas de devoir d'annonce (annonce de l'activité)

Schweizerischer Verein des Gas- und Wasserfaches SVGW
Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux SSIGE
Società Svizzera dell'Industria del Gas e delle Acque SSIGA
Swiss Gas and Water Industry Association SGWA

SVGW SSIGE

W3/C4 f Édition mars 2021

REGLEMENTATION

Directive

Autocontrôle dans les installations d'eau potable des bâtiments

https://www.blv.admin.ch/fr/recommandations-legionelles

Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires
OSAV

**Recommandations sur les légionelles et la légionellose**

Les recommandations communes de l'Office fédéral de la santé publique et de l'OSAV visent à réduire les risques sanitaires liés aux légionelles et à faire baisser le nombre de cas de maladie. Composées de plusieurs modules, elles s'adressent notamment aux autorités d'exécution, aux propriétaires immobiliers et aux installateurs sanitaires.

acf-fgv

https://www.blv.admin.ch/de/empfehlungen-legionellen

# Programme

- Les exigences et la répartition des tâches
  - Législation et règles reconnues de la technique
  - Des responsabilités clairement établies
- Contrôles et prestations du SAAV
  - Inspections et analyses
  - Analyses d'autocontrôle
  - Eau de douches accessibles au public et légionelles
- Informations
  - Pages internet
  - Documentation

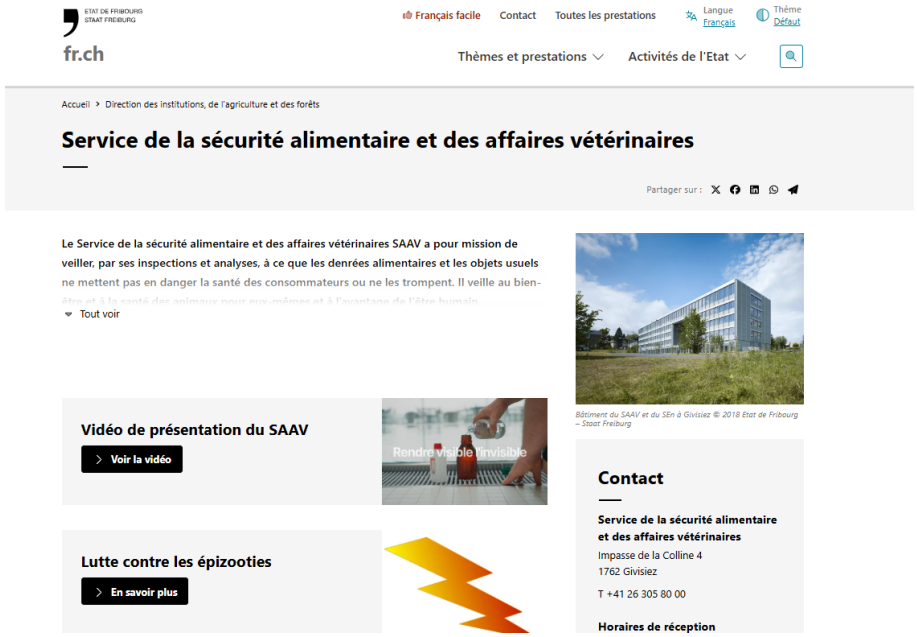
acf-fgv

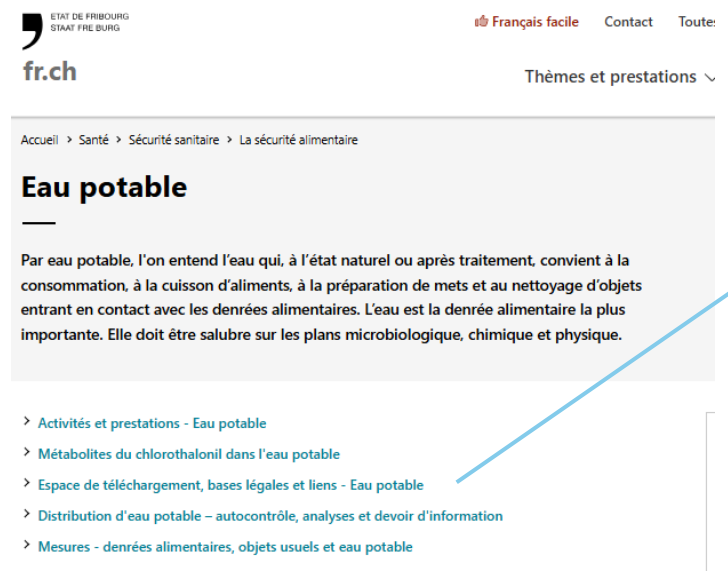
# Informations

ETAT DE FRIBOURG
STAAT FREIBURG

https://www.fr.ch/diaf/saav

https://www.fr.ch/sante/securite-sanitaire/la-securite-alimentaire/eau-potable





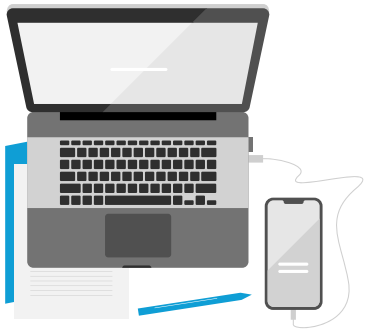


acf-fgv

Schweizerischer Verein des Gas- und Wasserfaches SVGW
Société Suisse de l'Industrie du Gaz et des Eaux SSIGE
Società Svizzera dell'Industria del Gas e delle Acque SSIGA
Swiss Gas and Water Industry Association SGWA

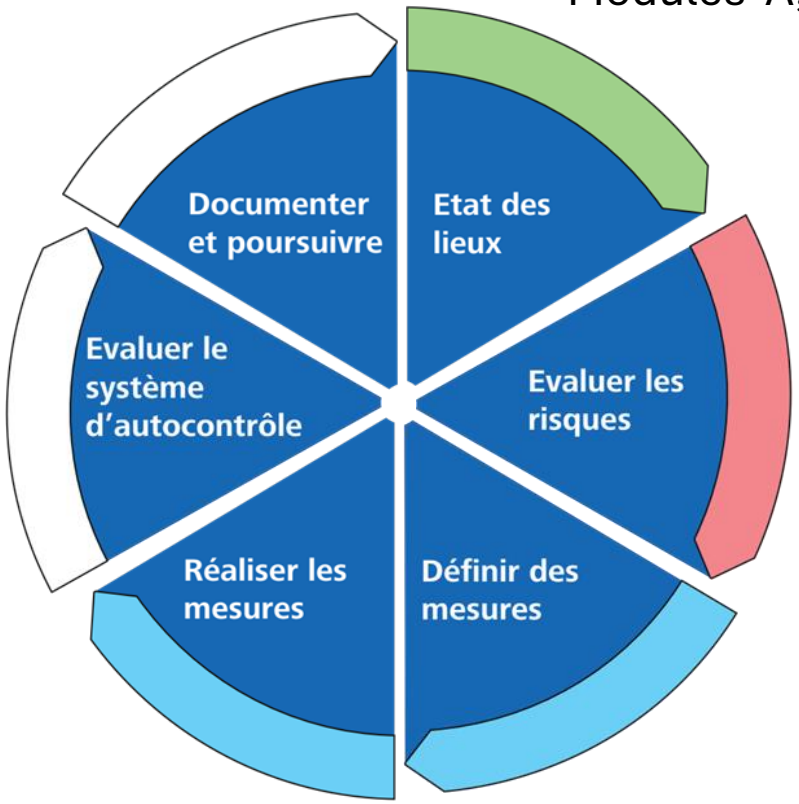
# Conclusion - Processus continu d'autocontrôle

W12 f Edition février 2023
RÉGLEMENTATION
Directive
Guide des bonnes pratiques destiné aux distributeurs d'eau potable





Modules A, B, C, D, L, M...




| Prescriptions BP satisfaites? | | |
|---|---|---|
| oui | non | partiel-lement |
| | | |

| | Risque résiduel[2)] | | | |
|---|---|---|---|---|
| | A | B | C | D |
| | | | | |

| Point du guide | Mesure | Priorité | Calendrier | Responsable | Réglé (date, visa) |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | | | |
| | | | | | |
| | | | | | |

acf-fgv

## Intervenant

**François Helfer**

Conseiller communal, Ville de Romont

Président de l'ABVGN

acf-fgv

ABVGN

# DE LA CRÉATION À CE JOUR

## ASSOCIATION INTERCOMMUNALE DU BASSIN VERSANT DE LA GLÂNE ET DE LA NEIRIGUE

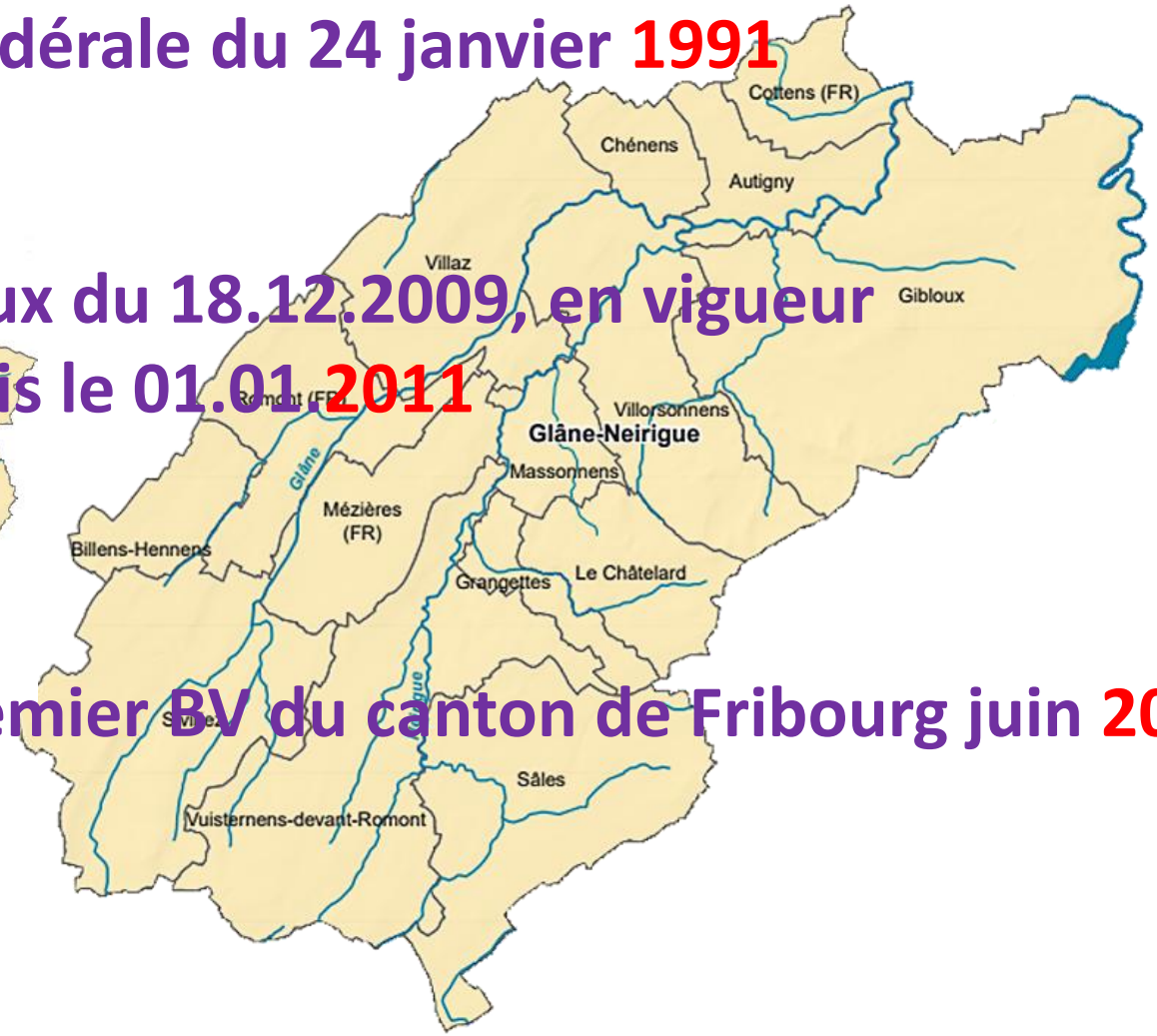
acf-fgv

# Bases légales et temps d'application

Loi fédérale du 24 janvier 1991

LCEaux du 18.12.2009, en vigueur depuis le 01.01.2011





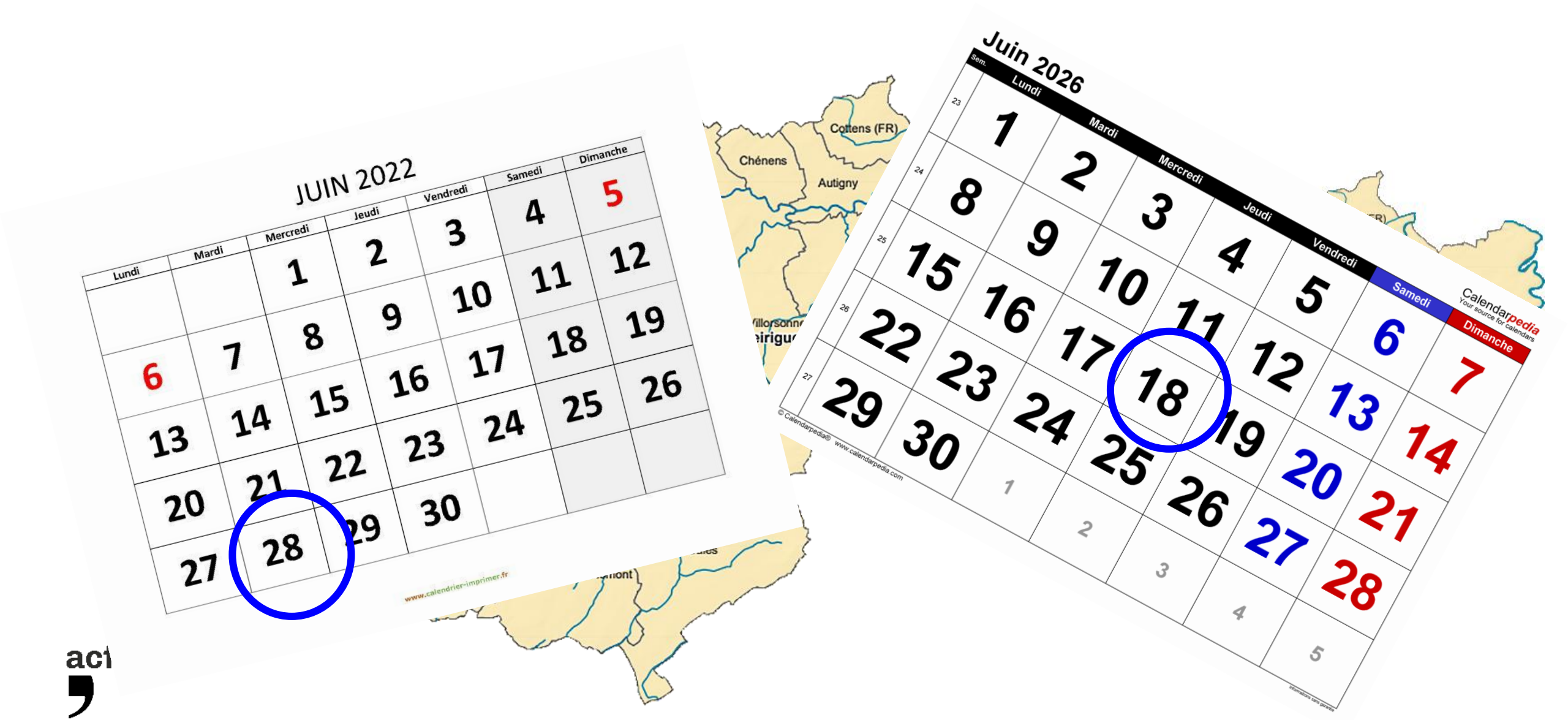


ABVGN

Premier BV du canton de Fribourg juin 2022

acf-fgv

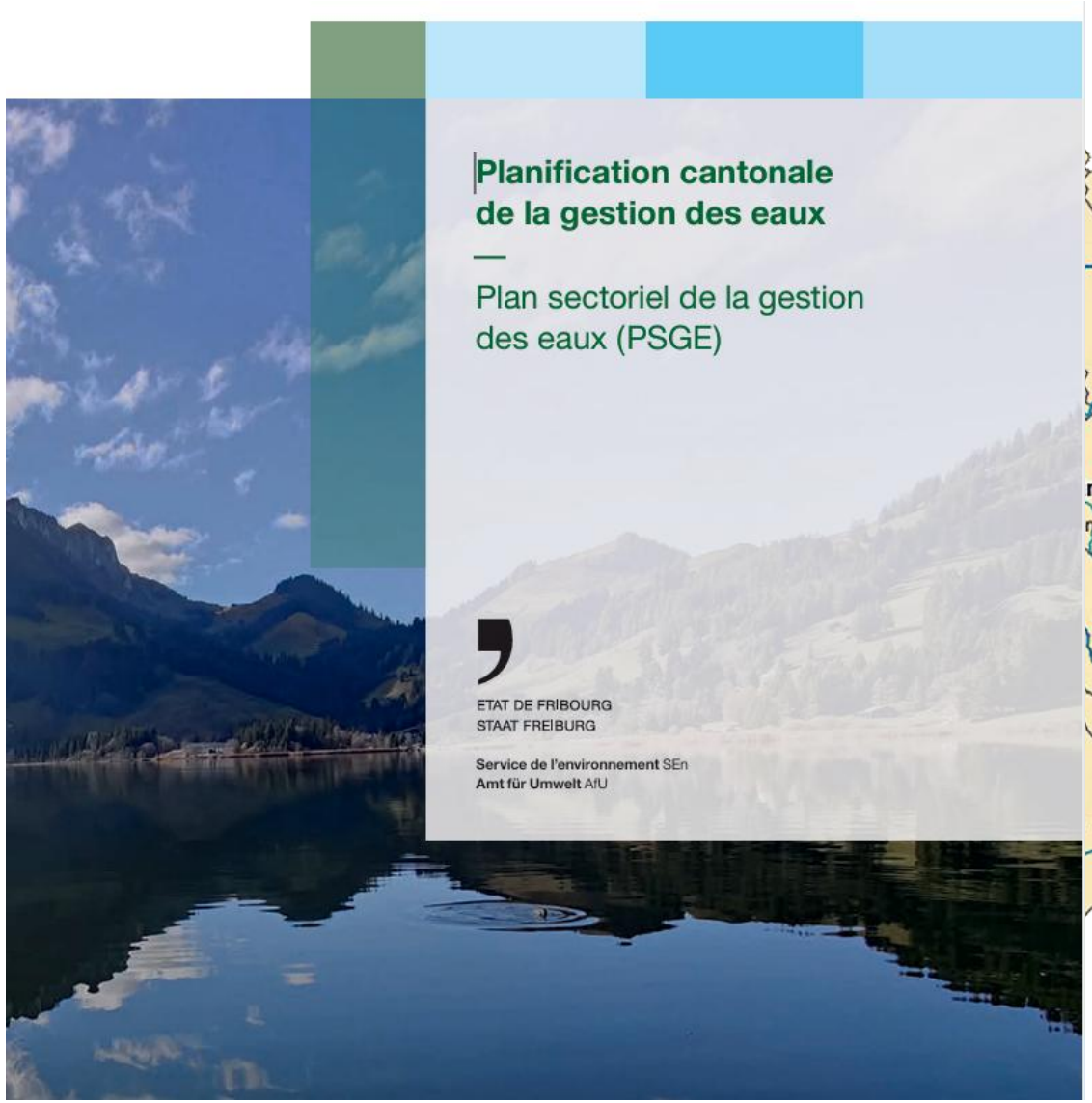
# 06.2022 – 06.2026



# CODIR AVEC 3 ASSOCIATIONS

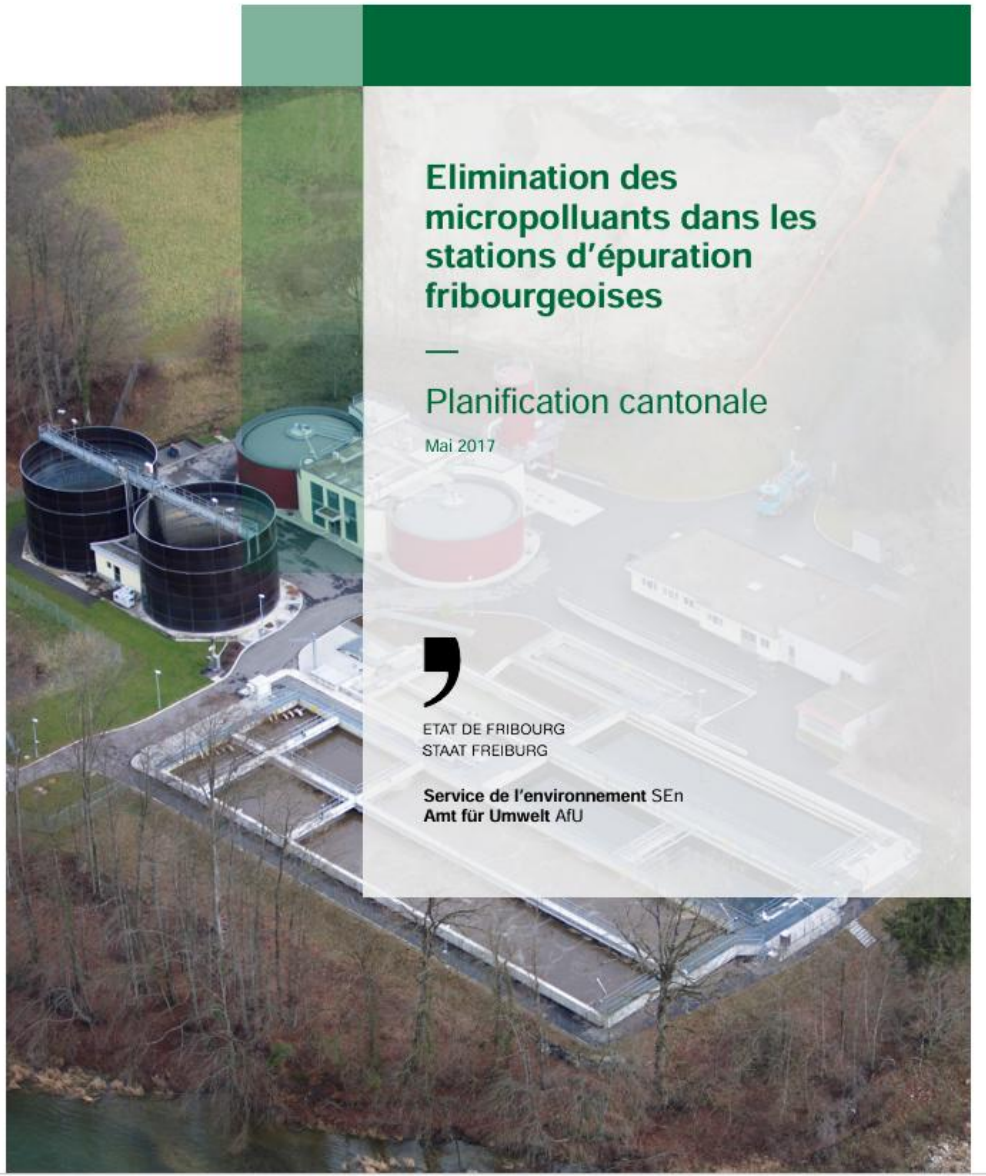


# LIGNES DIRECTRICES












# DOSSIER ENQUÊTE PRÉALABLE

## STEP REGIO













## STEP RO






## STEP AUT



# Résultante des enquêtes préalables
# Step REGIO / collecteur RO-AUT









## POINTS FORTS

Principe de régionalisation
Correspond au PDCant

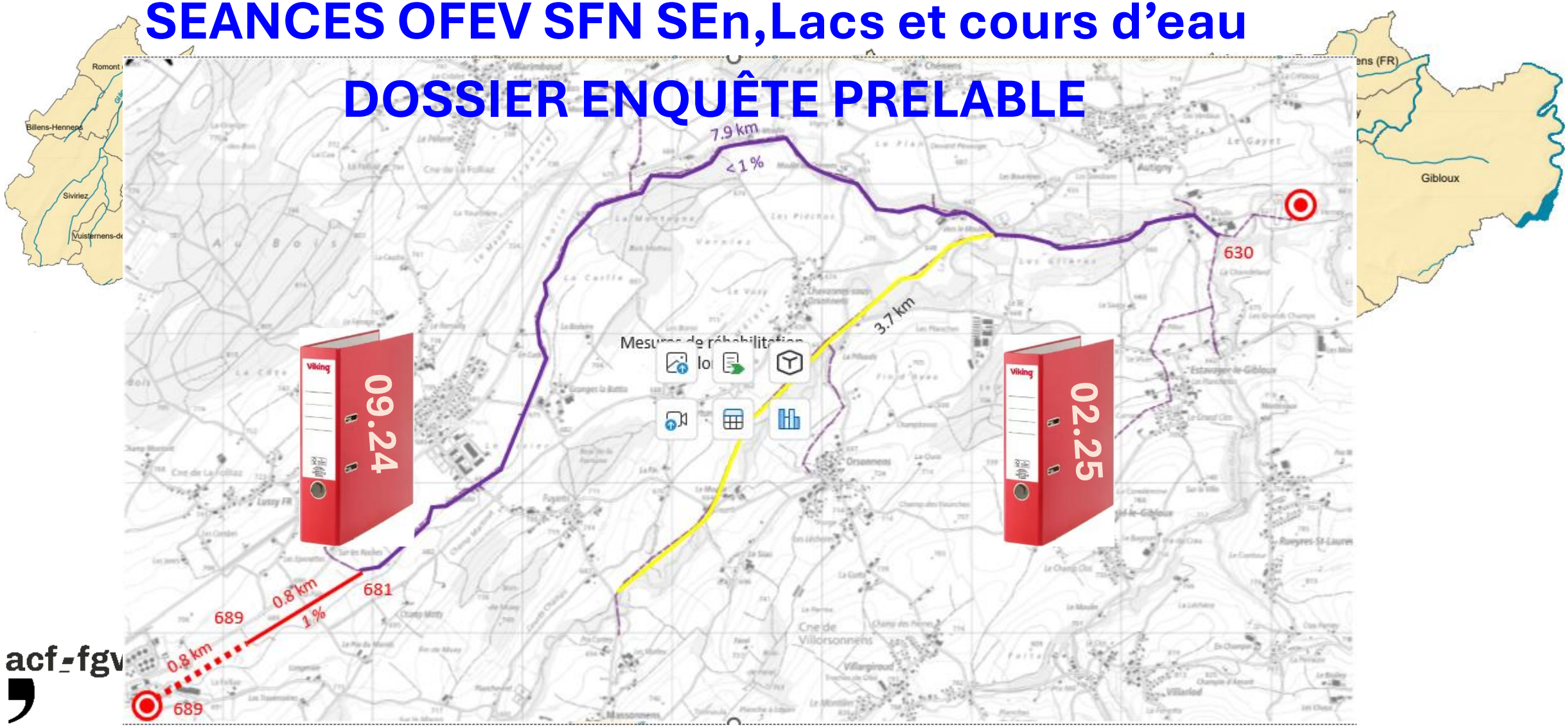
Future Step centrale d'importance cantonale;

Celle-ci est imposée positivement par sa destination et recueillir les eaux gravitairement;

acf-fgv

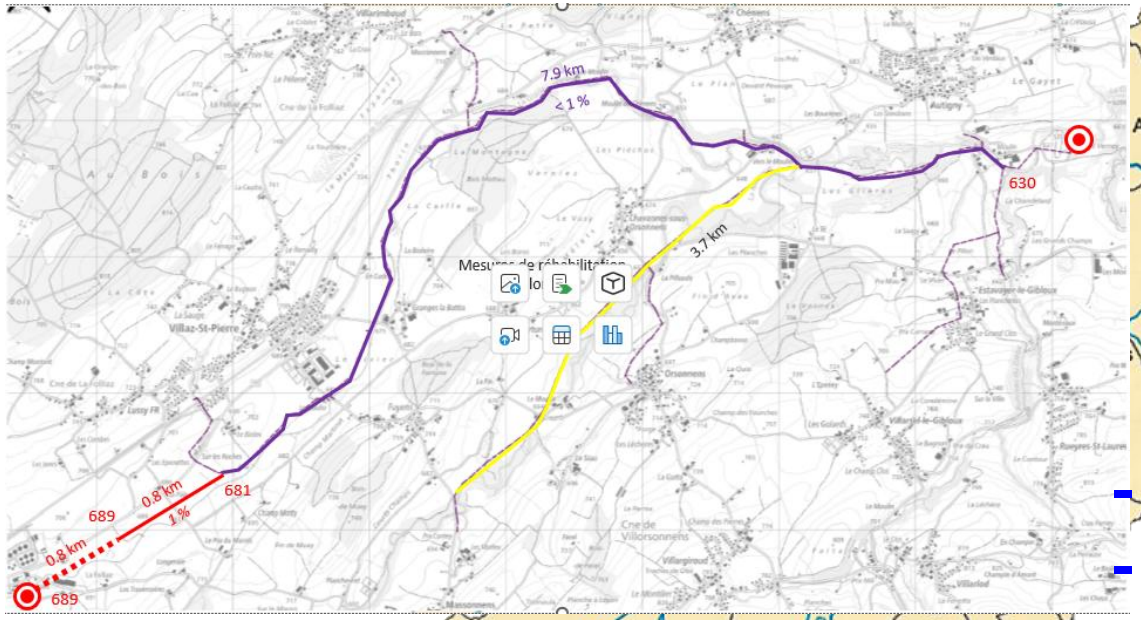
Aspect urgent du projet en raison du développement démographique et du traitement des micropolluants

# COLLECTEUR RO-AUT
# SEANCES OFEV SFN SEn,Lacs et cours d'eau
# DOSSIER ENQUÊTE PRELABLE




acf-fgv

# Résultante des enquêtes préalables
# Step REGIO / collecteur RO-AUT









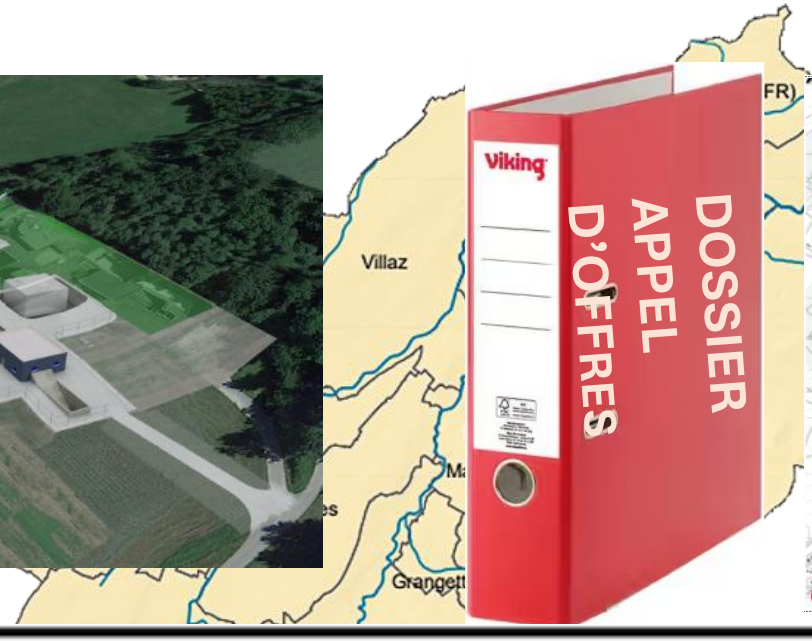

## POINTS FORTS

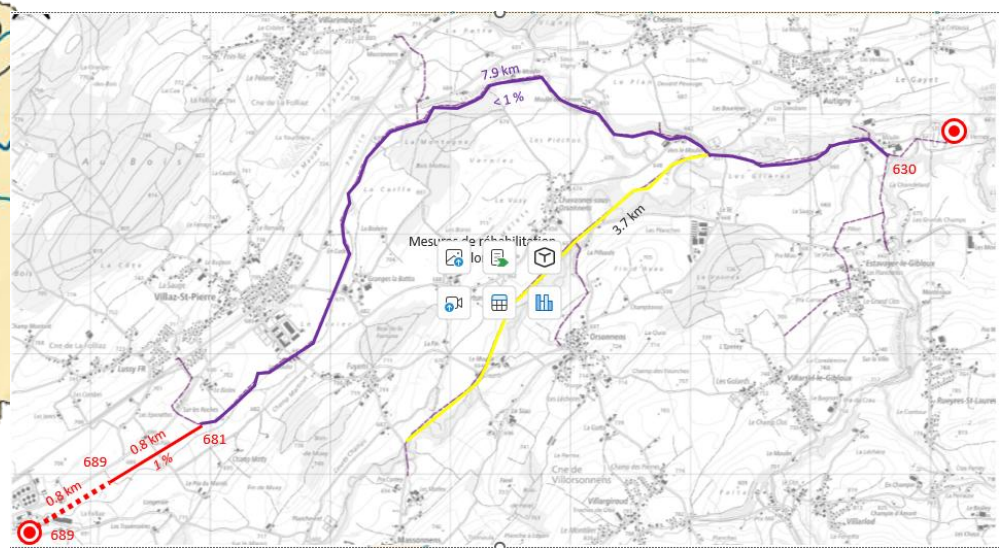
Principe de régionalisation
Correspond au PDCant

- Tracé retenu préavisé favorablement
- Principe du gravitaire mis en évidence
  - EIE pas nécessaire
  - Nécessite un suivi pédologique
  - Mise à l'enquête simultanée dans toutes les communes concernées

# APPEL D'OFFRES Step REGIO / collecteur RO-AUT



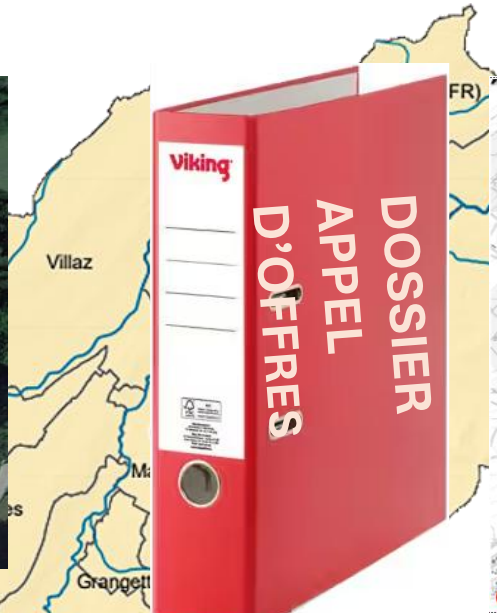


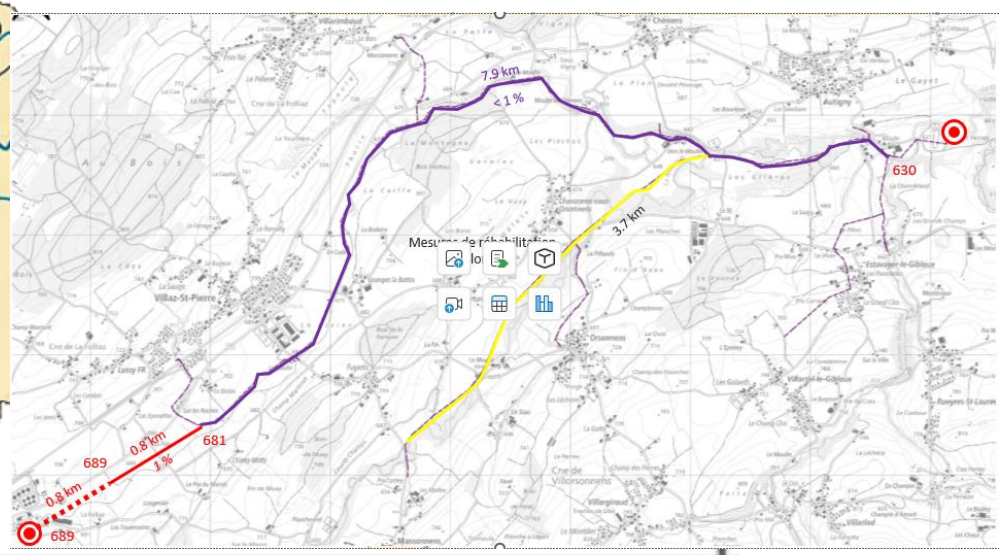




| | |
|---|---|
| Date de la publication officielle du marché | 31 MARS 2026 |
| Délai pour le dépôt des questions *(conditions voir § 4.3)* | 20 AVRIL 2026 |
| Délai pour les réponses de l'adjudicateur | 29 AVRIL 2026 |
| **Délai pour le dépôt des offres** *(conditions voir § 3.1)* | 27 MAI 2026 11H00 |
| Ouverture des offres | 27 MAI 2026 |

# APPEL D'OFFRES Step REGIO / collecteur RO-AUT






| | |
|---|---|
| Date de l'éventuelle séance de clarification *(conditions voir § 4.5)* | 08.2026 |
| Date de la décision d'adjudication (au plus tard) | OK 09.2026 |
| Date envisagée pour la signature du contrat | 10.2026 |

# PGEEr 1

# Plan général d'évacuation des eaux régional Phase 1




## MANDAT ATTRIBUÉ

## LES TRAVAUX SONT EN COURS

acf-fgv

# MICROPOLLUANTS

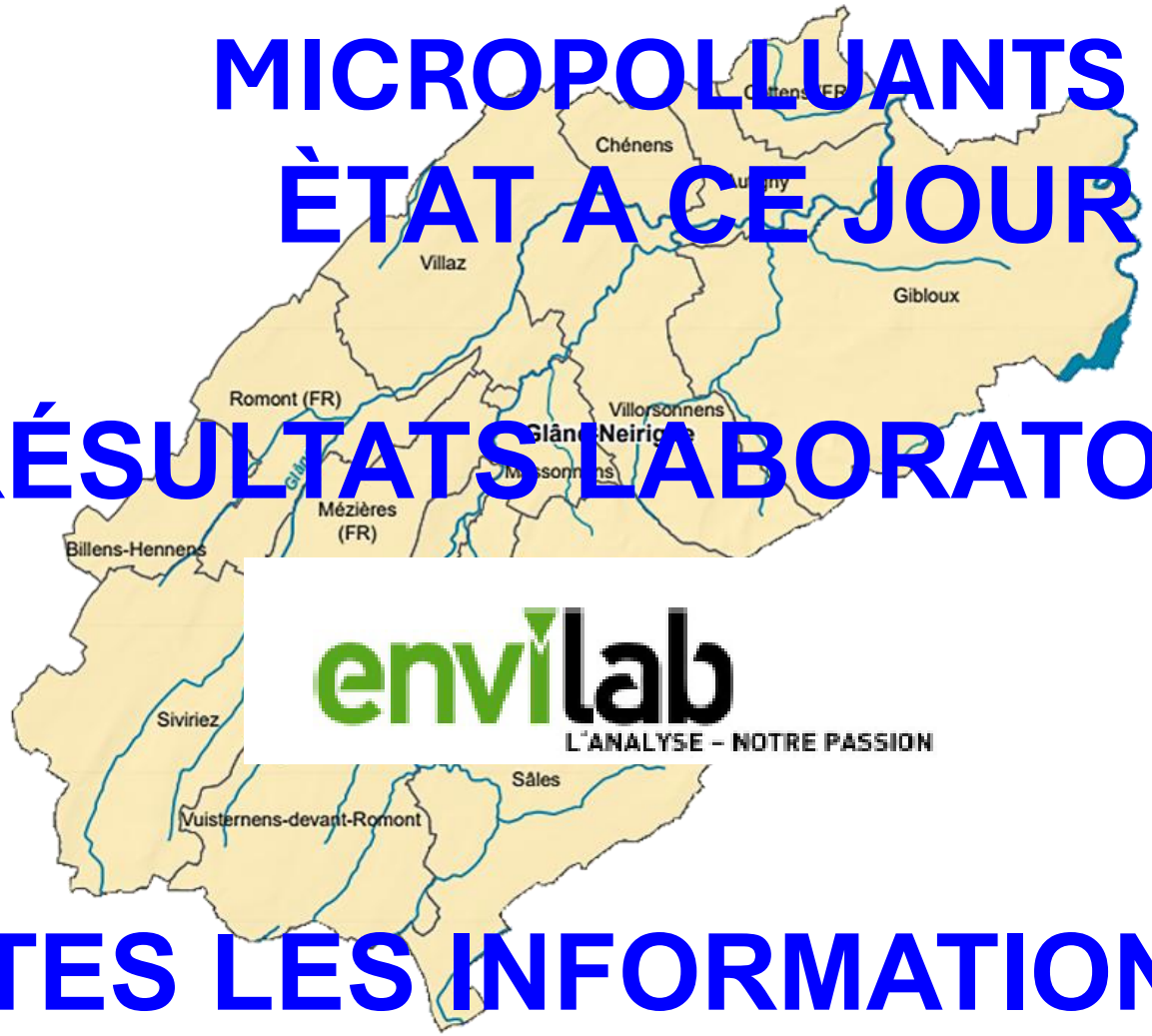









# MICROPOLLUANTS
# ÈTAT A CE JOUR
# RÉSULTATS LABORATOIRE

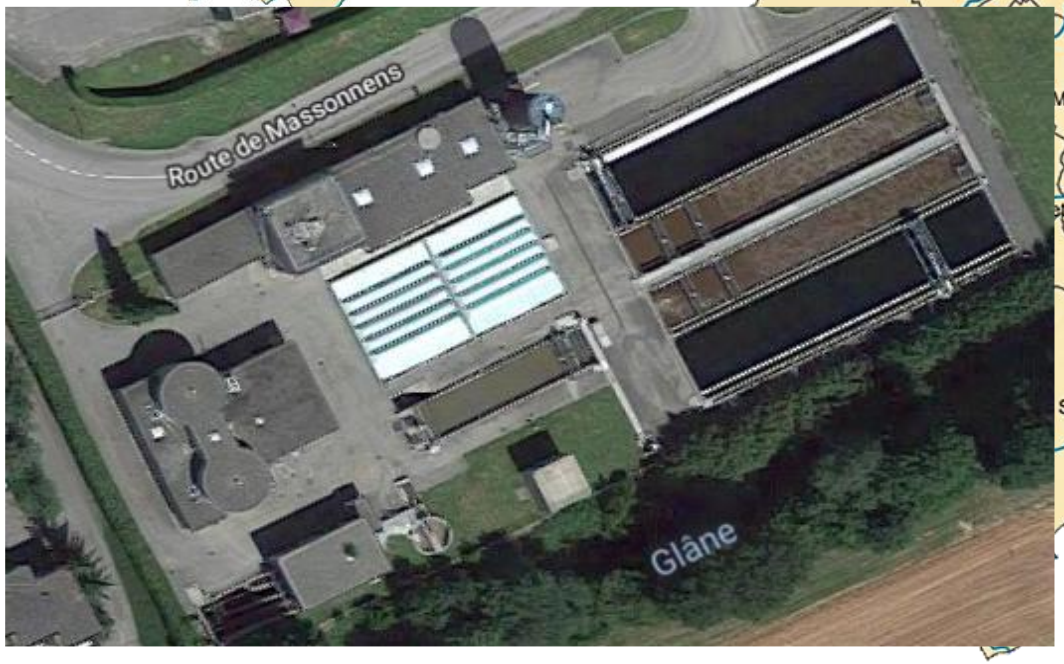



envilab
L'ANALYSE – NOTRE PASSION

# TOUTES LES INFORMATIONS UTILES

# TRANSFORMATION STEP ROMONT EN STAP







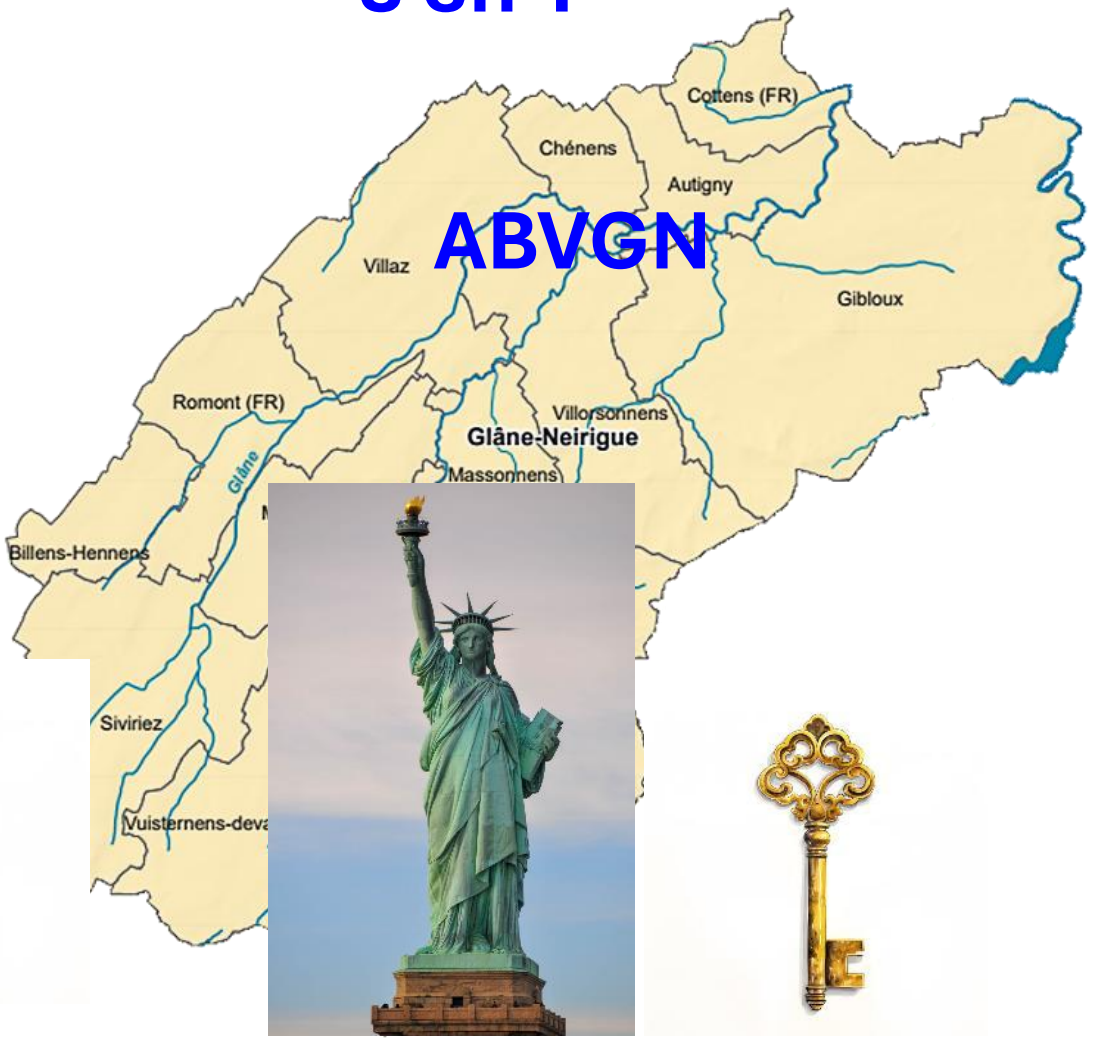



**DES ÉTUDES COMPLÉMENTAIRES DOIVENT ÊTRE RÉALISÉS**

# AEGN/ AIMPGPS / ABVGN

## 3 en 1



















# NOUVEAUX STATUTS ET CLÉ








## ABVGN

## ACCEPTATION PAR ASSEMBLÉE DES DELEGUE-E-S

## 02.10.2025

acf-fgv

# NOUVEAUX STATUTS ET CLÉ

# ACCEPTATION PAR LES LEGISLATIFS DES 15 COMMUNES MEMBRES

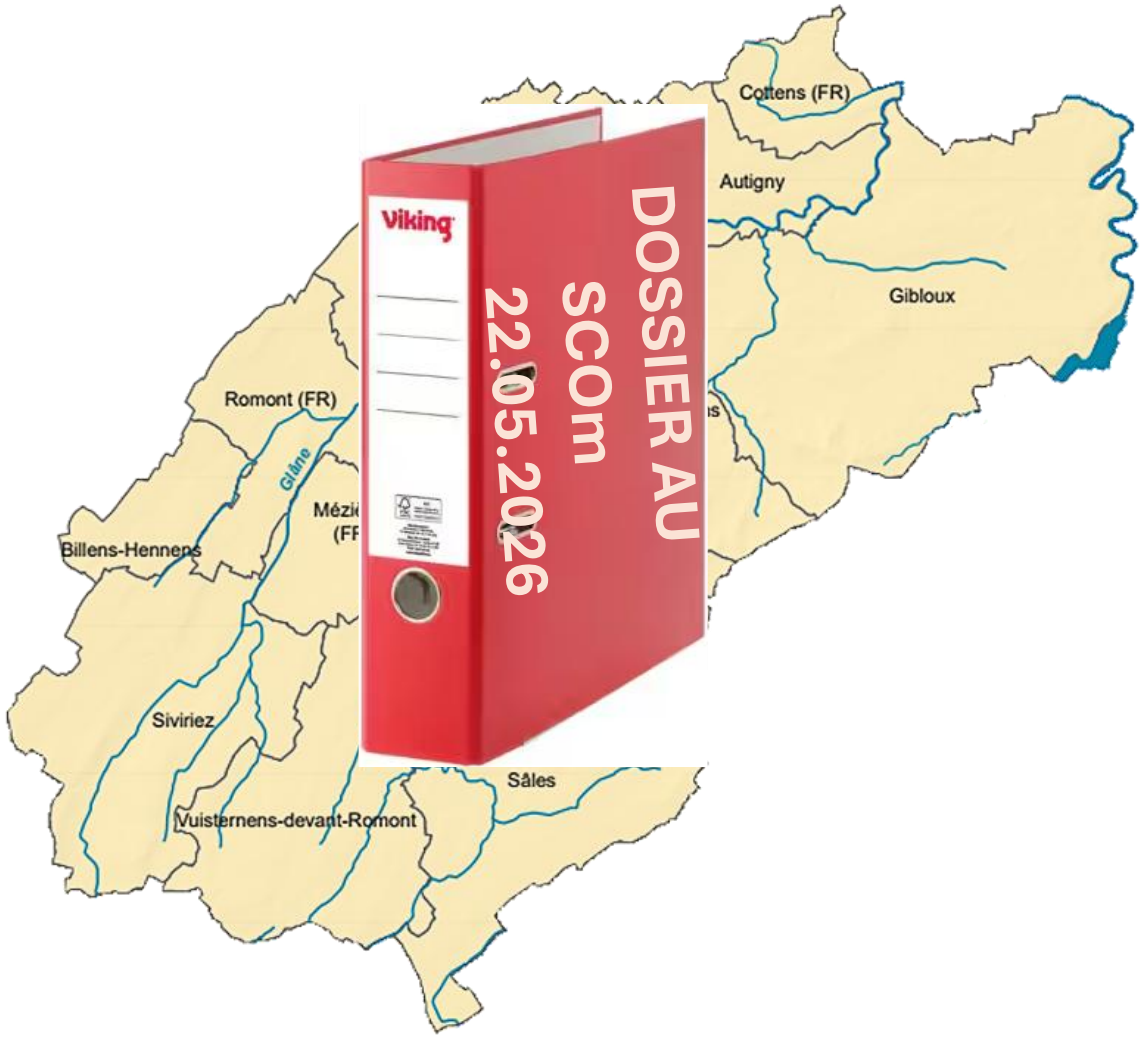









# NOUVEAUX STATUTS ABVGN



# NOUVEAUX STATUTS ABVGN
# DIAF




***Décide :***

**Art. 1**

Les statuts du 2 octobre 2025 de l'Association intercommunale du Bassin Versant de la Glâne et de la Neirigue (ABVGN) sont approuvés.

**Art. 2**

Il est perçu un émolument de 530 francs. La facture parviendra ultérieurement.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal cantonal, section administrative, rue des Augustins 3, case postale 630, 1701 Fribourg, dans les 30 jours dès sa notification.



*Fribourg, le 1 août 2026*

Didier Castella
Conseiller d'Etat, Directeur

# DISSOLUTION AEGN / AIMPGPS













## ASS DEL DU 01.04.2026

acf-fgv

# DISSOLUTION AEGN / AIMPGPS




## EN ATTENTE DE LA DÉCISION DE LA DIAF

## SIMPLE FORMALITÉ

# INFORMATION CONCERNANT LA COLLABORATION AEGN / AIMPGPS

AEGN





AIMPGPS



**Comité ABVGN**

**AEGN & AIMPGPS**

**Responsable d'exploitation des deux sites**
**N. Pasquier**






**Exploitant responsable technique**

**N. Pasquier**
N. Villoz
O Magistra





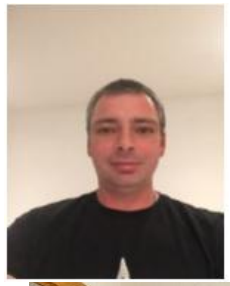


**6,5 EPT**



**L. Demierre**
R. Ballif
S. Chenaux
Ch. Lazzari (50%)





# CONCLUSIONS

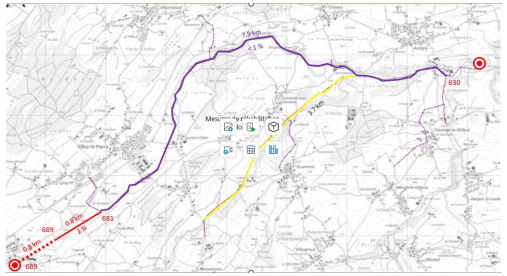
## ENQUÊTE PRÉALABLE STEP / COLLECTEUR











PGEEr 1

TOUTES LES BASES SONT EN PLACE

# QUESTIONS



# REMERCIEMENTS







AUX CODIR ABVGN / AEGN / AIMPGPS

AUX 15 COMMUNES MEMBRES

À LEUR LÉGISLATIF

AUX SERVICES DE L'ÉTAT

acf-fgv

## Intervenant

**Bertrand Gaillard**

Syndic, Commune de La Roche

Membre du comité ACF

acf-fgv

# ROF 2026_046 Loi modifiant la loi sur les eaux

- La loi sur les eaux a été modifiée et la distance minimale de 4 mètres applicable aux constructions le long des cours d'eau a été supprimée. Cette modification résulte d'une initiative menée par l'ACF et la CCMF, actionnée au sein du Club des communes.
- Il appartient désormais aux communes de prévoir, si elles le jugent nécessaire, une telle distance dans leur Plan d'aménagement local (PAL) et leur Règlement communal d'urbanisme (RCU). Cette nouvelle disposition leur offre davantage de marge de manœuvre dans la gestion de leur territoire.
- L'article de loi modifié est

***Art. 25 al. 3** (modifié), **al. 3a** (nouveau)*

[3] Une limite de construction est définie pour les cours d'eau enterrés pour lesquels aucun espace réservé aux eaux n'a été délimité. La limite est de 4 mètres minimum de part et d'autre de l'axe du tuyau.

[3a] Les communes peuvent, au surplus, définir une distance de construction de 4 mètres à la limite de l'espace réservé aux eaux.

# ROF 2026_046 Loi modifiant la loi sur les eaux

Avantages du changement législatifs

- Diminue les contraintes en bordures des ruisseaux dont l'ERE a été augmenté lors de la nouvelle planification cantonal
- Rend une certaine autonomie de planifications aux communes

Inconvénient

- Les communes deviennent responsable de vérifier que les espaces sont suffisant pour l'entretien des cours d'eau
- Les communes doivent clarifier leurs positions dans le RCU

# ROF 2026_046 Loi modifiant la loi sur les eaux

Possibilités offertes aux communes

La commune décide de s'en tenir au ERE sans mise en place d'une distance supplémentaire. Son RCU reprend le texte usuel définie par la section lac et cours d'eau *(exemple)*

**[1] Espace réservé aux eaux**

L'espace réservé aux eaux, défini par l'Etat conformément aux bases légales cantonales (art. 25 LCEaux[1] et 56 RCEaux[2]) et fédérales (art. 41a et b OEaux[3]), figure dans le plan d'affectation des zones.

A défaut d'une telle définition dans le PAZ, l'espace réservé aux eaux est fixé à 20 mètres à partir de la ligne moyenne des hautes eaux. Pour les cours d'eau enterrés, la distance de 20 mètres est mesurée à partir de l'axe central de l'ouvrage.

L'utilisation et l'exploitation de l'espace réservé aux eaux doivent être conformes aux prescriptions définies dans les bases légales cantonales (art. 25 LCEaux et art. 56 RCEaux) et fédérales (art. 41c OEaux).

# ROF 2026_046 Loi modifiant la loi sur les eaux

Possibilités offertes aux communes

La commune décide de définir une limite unique sur tout son territoire, de manière à reprendre les conditions de l'ancienne loi cantonal *(exemple)*

**[1] Espace réservé aux eaux**

L'espace réservé aux eaux, défini par l'Etat conformément aux bases légales cantonales (art. 25 LCEaux[1] et 56 RCEaux[2]) et fédérales (art. 41a et b OEaux[3]), figure dans le plan d'affectation des zones.

A défaut d'une telle définition dans le PAZ, l'espace réservé aux eaux est fixé à 20 mètres à partir de la ligne moyenne des hautes eaux. Pour les cours d'eau enterrés, la distance de 20 mètres est mesurée à partir de l'axe central de l'ouvrage.

L'utilisation et l'exploitation de l'espace réservé aux eaux doivent être conformes aux prescriptions définies dans les bases légales cantonales (art. 25 LCEaux et art. 56 RCEaux) et fédérales (art. 41c OEaux).

*La distance d'une construction à la limite de l'espace réservé aux eaux est de 4 mètres au minimum.*

# ROF 2026_046 Loi modifiant la loi sur les eaux

Possibilités offertes aux communes

La commune décide de définir sur son PAZ des secteurs limites sur tout son territoire, de manière à reprendre les conditions de l'ancienne loi cantonal *(exemple)*

**[1] Espace réservé aux eaux**

L'espace réservé aux eaux, défini par l'Etat conformément aux bases légales cantonales (art. 25 LCEaux[1] et 56 RCEaux[2]) et fédérales (art. 41a et b OEaux[3]), figure dans le plan d'affectation des zones.

A défaut d'une telle définition dans le PAZ, l'espace réservé aux eaux est fixé à 20 mètres à partir de la ligne moyenne des hautes eaux. Pour les cours d'eau enterrés, la distance de 20 mètres est mesurée à partir de l'axe central de l'ouvrage.

L'utilisation et l'exploitation de l'espace réservé aux eaux doivent être conformes aux prescriptions définies dans les bases légales cantonales (art. 25 LCEaux et art. 56 RCEaux) et fédérales (art. 41c OEaux).

Une distance de construction à l'espace réservé aux eaux est à respecter sur les tronçons figurant au PAZ. Elle est de 4,00 mètres au minimum. Des aménagements extérieurs légers tels que places de stationnement, jardins, emprise d'une route de desserte, etc., sont permis entre l'espace réservé aux eaux et la distance de construction à la condition que la circulation puisse s'y effectuer librement, notamment en cas d'intervention dans le cours d'eau.

# ROF 2026_046 Loi modifiant la loi sur les eaux

*Exemples d'intégration dans le PAZ tenant compte de la loi*

**Exemple 1**

Le traitillé bleu foncé indique l'espace non constructible de 4 mètres défini par la commune.

Cette limite est prévue en zone agricole afin de garantir l'accès nécessaire à l'entretien du ruisseau.

En revanche, elle n'a pas été introduite dans la zone d'activité afin de ne pas restreindre l'optimisation des surfaces industrielles. Il est considéré que les aménagements réalisés dans ces zones sont généralement conçus de manière à permettre l'accès pour les travaux d'entretien.



# ROF 2026_046 Loi modifiant la loi sur les eaux

**Exemple 2**

Le traitillé bleu foncé indique l'espace non constructible de 4 mètres défini par la commune.

Cette limite a été introduite dans la zone résidentielle à faible densité ainsi que dans la zone centre afin de garantir l'accès à l'entretien des rives. Elle permet également d'éviter le risque de devoir indemniser des aménagements privés qui seraient réalisés trop près des accès nécessaires à l'entretien.



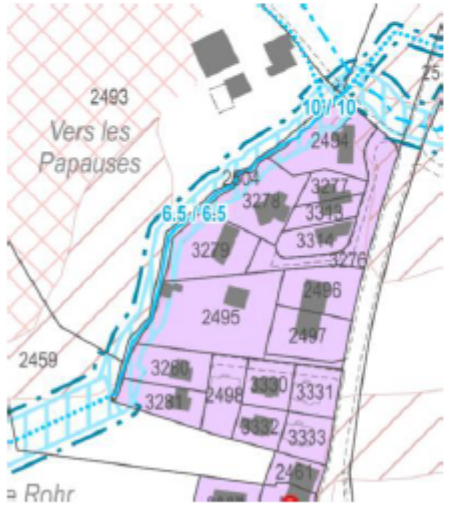
# ROF 2026_046 Loi modifiant la loi sur les eaux

**Exemple 3**

Le traitillé bleu foncé indique l'espace non constructible de 4 mètres défini par la commune.

Cette limite est prévue en zone agricole afin de garantir l'accès nécessaire à l'entretien du ruisseau.

Elle n'a toutefois pas été introduite dans la zone mixte, considérant que l'ensemble des travaux d'entretien peut être réalisé à l'intérieur de l'Espace réservé aux eaux (ERE), sans empiéter sur les aménagements extérieurs des parcelles concernées.

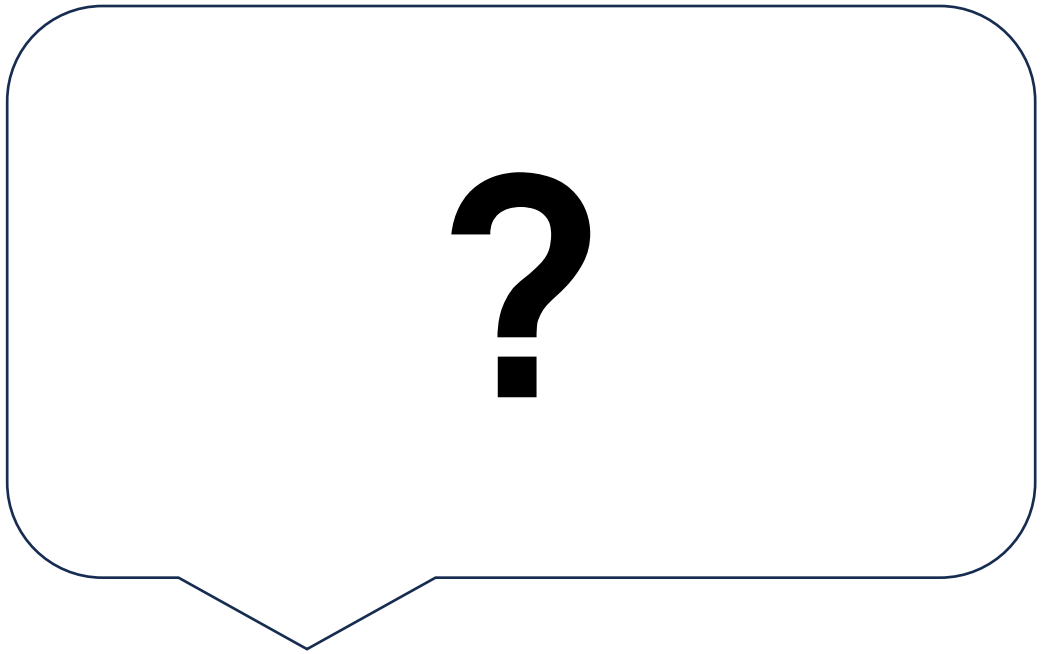


# ROF 2026_046 Loi modifiant la loi sur les eaux

Questions ?

Merci de votre attention

# Questions




acf-fgv

# Merci beaucoup
# pour votre participation!

**Votre retour compte pour nous !**

Merci de prendre quelques instants pour répondre à notre sondage de satisfaction en scannant le QR code.

